

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES COMICES AGRICOLES

en France et à l'Étranger

(ÉTUDE JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 20 Mars 1909, à 1 heure

PAR

Henri TABOUREAU

Ingénieur-Agronome

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur

Suffragants { *MM. WAHL, agrégé*
HITIER, agrégé

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, rue Racine, 15

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE DOCTEUR

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES COMICES AGRICOLES

en France et à l'Étranger

(ÉTUDE JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 20 Mars 1909, à 1 heure

PAR

Henri TABOUREAU
Ingénieur-Agronome



Président : M. BERTHÉLEMY, professeur
Suffragants { MM. WAHL, agrégé
HITIER, agrégé

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE
15, rue Racine, 15
—
1909

LES COMICES AGRICOLES

INTRODUCTION

A une époque où l'agriculture et l'industrie, quoique inégalement développées, ont depuis longtemps fait entrer notre pays dans cette phase appelée par List, « phase de production complexe », il n'est pas inutile de rechercher comment la première, source primordiale de notre richesse, a pu maintenir sa place à côté des empiétements et des atteintes plus ou moins directes de la seconde sa sœur cadette.

En effet, bien que celle-ci soit entrée en scène beaucoup plus tard, et pour cause, que sa devancière, elle s'est vue presque de suite le point de mire de tous ceux, et ils sont nombreux, qui désirent faire fortune rapidement.

Les patrons lui ont apporté leurs capitaux, les

ouvriers leurs bras, et la loi la protection nécessaire pour la mettre à même non seulement de se développer, de faire concurrence à l'agriculture, mais encore bien souvent hélas, de la supplanter plus ou moins entièrement.

Sans parler ici de toutes les institutions et mesures qui de près ou de loin l'ont favorisée en répandant les connaissances techniques nécessaires, en autorisant les groupements de capitaux utiles, en mettant à bas prix la matière première indispensable, l'on ne peut pas passer sous silence la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. Car cette loi qui a permis aux intérêts en présence dans l'industrie une représentation vraiment efficace, n'a pas eu les mêmes effets en agriculture. Il est curieux de constater que, jusqu'à ces derniers temps, le législateur a réservé toutes ses faveurs pour ceux-là, délaissant presque totalement les intérêts agricoles si bien que les agriculteurs, pour faire sortir de leur indifférence ceux qui gouvernent et en même temps pour tâcher de ne pas reculer et perdre ainsi le bénéfice des progrès réalisés vers le milieu du xix^e siècle, n'ont véritablement pour toute arme, vraiment personnelle, que la loi du 20 mars 1851 sur l'organisation des comices agricoles des Chambres et du Conseil général d'Agriculture.

C'est cette organisation que nous étudierons ici ; mais auparavant, dans un chapitre préliminaire,

nous verrons d'abord la définition des comices agricoles et l'exposé de leurs caractères distinctifs, puis, après avoir montré l'importance de cette étude tant au point de vue économique que juridique, et fait rapidement l'historique de la question, nous exposerons la division même de notre sujet telle que nous l'adoptons dans le cours de cet ouvrage.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Les comices agricoles créés par la loi du 20 mars 1851 sont des associations formées par des cultivateurs, ou par des propriétaires fonciers n'exploitant pas directement, en vue de favoriser et de développer les diverses branches de l'agriculture par l'amélioration progressive des procédés d'exploitation du sol, la création de nouveaux débouchés aux produits agricoles, enfin l'organisation de concours et d'expositions dotés de prix en argent et de récompenses honorifiques. Telles sont très rapidement tracées la composition et les fonctions des comices agricoles d'après les articles 2 et 5 de la loi de 1851.

Mais, avant de commencer une étude détaillée de cette institution, il est nécessaire de caractériser les comices agricoles en montrant comment ils se distinguent d'organisations similaires telles que : les syndicats, les sociétés agricoles et les Chambres consultatives d'agriculture.

I

Les comices et les syndicats sont tous deux des

associations. En effet, d'après l'article 1 de la loi du 1^{er} juillet 1901, constituent des associations « des groupements de personnes formés pour mettre en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager les bénéfices ». Cette définition s'applique nettement aux syndicats puisque l'article 2 de la loi du 21 mars 1884 emploie le mot même d'association professionnelle et que l'article 3 de la même loi leur assigne comme objet unique l'étude et la défense des intérêts agricoles. Elle convient également aux comices, car bien qu'aucune disposition de la loi de 1851 ne se serve du terme d'association, il résulte de l'esprit de l'article 2 de cette même loi que les comices agricoles ne sont ni des réunions de personnes, puisqu'ils ont un caractère permanent, ni des sociétés civiles ou commerciales, puisqu'ils n'ont en vue aucun but lucratif, ils rentrent donc nécessairement dans la catégorie des associations.

Mais si les comices et les syndicats se ressemblent au point de vue de leur nature, de leur essence, si l'on peut ainsi parler, la ressemblance ne va guère au delà, et nombreuses sont les différences qui les séparent quant au but, quant aux moyens d'action et quant à la situation juridique de chacun d'eux.

Si nous envisageons d'abord le but que se proposent les syndicats professionnels agricoles, nous trouvons en consultant l'article 3 de la loi du 21 mars

1884 qu'ils ont à la fois pour objet l'étude et la défense des intérêts agricoles.

Il résulte de là que le rôle des syndicats est également double : ils s'occupent tout autant d'améliorer la production que de rechercher des débouchés pour les produits. Dans le premier cas, ils étudient les meilleurs procédés d'exploitation du sol et des animaux, les améliorations foncières et les perfectionnements dans les méthodes d'élevage les plus propres à permettre au cultivateur d'obtenir les plus belles récoltes ou les plus beaux animaux. Dans le deuxième cas, ils recherchent le parti le plus avantageux que l'on peut tirer des produits agricoles, c'est-à-dire qu'ils s'efforcent de fournir aux récoltes recueillies sur les terres de leurs adhérents et aux animaux élevés dans leurs prairies un débouché favorable et qui les récompense des efforts de temps et d'argent qu'ils ont dû faire pour aboutir à ce résultat.

Cette question des débouchés est au moins pour les syndicats agricoles aussi importante que la recherche des meilleurs moyens de production, et c'est dans ce sens que de plus en plus les syndicats dirigent leurs efforts. Créer des débouchés là où il n'en existe pas en faisant à leurs produits une réclame habile et d'ailleurs méritée, les augmenter là où il y a déjà un certain écoulement aux produits indigènes en obtenant par exemple des compagnies

de chemins de fer des tarifs de transport peu élevés, tel est le rôle véritable des syndicats ; en un mot les syndicats agricoles sont des associations ayant pour but de favoriser la vente des produits de leurs membres bien plutôt que la fabrication même de ces produits.

Tout différent est l'objet des comices agricoles.

Si nous nous reportons en effet à la définition qui en a été donnée plus haut, nous voyons que ces associations s'occupent exclusivement de la production : ce qu'elles ont en vue avant tout, c'est de faire naître des perfectionnements dans les moyens de production, c'est d'encourager tous les procédés permettant une exploitation du sol plus rémunératrice en tirant de celui-ci des récoltes plus abondantes et de meilleure qualité. Sans doute, ces perfectionnements des moyens de production rendent possible une meilleure utilisation des produits, mais ce n'est qu'indirectement, et subsidiairement pour ainsi dire, que la consommation est augmentée, partant que la vente est influencée.

Enfin différence importante avec les syndicats, les comices se préoccupent de perfectionner la production agricole sans chercher à lutter contre les autres branches de l'activité économique, c'est-à-dire contre la concurrence.

Ce qui d'ailleurs s'explique facilement et toujours par la même raison, à savoir que le but, unique pour-

rait-on dire, de cette institution est d'améliorer la production pour elle-même et non pas pour son utilisation. Il y a dans cette utilisation, c'est-à-dire en somme dans le débouché, la consommation, la vente des produits, un caractère spécial qui se rapporte bien plus à la satisfaction d'intérêts particuliers individuels qu'à la sauvegarde des intérêts de la nation, c'est-à-dire de l'intérêt général de l'agriculture. Or ces associations ayant, comme nous le verrons sous peu, un caractère presque officiel, sont évidemment tenues de rechercher l'intérêt général sans se préoccuper des intérêts particuliers de tel ou tel producteur.

Appropriés à des buts différents, différents aussi sont les moyens. Alors que les premiers emploient des procédés défensifs ou offensifs, mais toujours actifs, afin de triompher dans la lutte économique, les seconds s'en tiennent à des moyens moins agressifs et plus pacifiques. Tandis que les syndicats agricoles s'organisent en véritables sociétés coopératives de production ou de consommation en produisant et par suite en vendant à meilleur marché les produits de leurs membres, en achetant à un prix plus bas les engrais, les semences, les machines, même les animaux qui leur sont nécessaires, les comices se confinant plus étroitement dans le rôle à eux dévolu par la loi de 1851, discutent les meilleures méthodes de culture, préconisent les procédés nouveaux, les

inventions capables de rendre l'exploitation d'un domaine tout à la fois plus productive et plus rationnelle en se contentant de distribuer sous formes de prix, de médailles et de récompenses de toutes sortes, des encouragements à ceux qui se sont signalés davantage dans les concours et expositions qu'ils organisent annuellement. L'on peut donc dire que les moyens d'action des syndicats sont, non pas plus efficaces, mais plus directs que ceux des comices, ce qui n'est du reste pas au désavantage de ces derniers car ces deux institutions n'ayant pas, nous le répétons, un rôle analogue mais des rôles parallèles, doivent se compléter mutuellement en unissant leurs efforts pour le plus grand bien de l'intérêt du pays et des particuliers.

Il nous reste maintenant à voir quelle est la situation respective des syndicats et des comices en présence de la loi. Ces deux institutions, dissemblables par leur rôle économique, se distinguent non moins profondément par leur situation juridique.

Les syndicats agricoles sont de trois sortes au point de vue légal. Les associations syndicales libres ou autorisées fondées par la loi du 21 juin 1865 pour l'irrigation et l'assainissement des terres, les associations syndicales temporaires contre le phylloxera créées par la loi du 15 juillet 1878 et modifiées par les lois du 2 août 1879 et 15 décembre 1888, enfin les

syndicats professionnels agricoles organisés par la loi du 21 mars 1884.

Les associations syndicales libres ou autorisées ont été créées par la loi du 21 juin 1865 dans un but d'intérêt général et ont leur objet nettement défini par la loi du 22 décembre 1888, qui a modifié la précédente. Formées en vue de l'irrigation et de l'assainissement des terres ou bien encore d'une amélioration foncière ayant un caractère collectif, elles ne sauraient se proposer d'autre but que d'exécuter et d'entretenir les travaux qui sont leur raison d'être sous peine de se voir dissoutes pour être sorties de leur rôle et avoir outrepassé leurs attributions. D'ailleurs en vue de leur objet spécial elles peuvent ester en justice par leurs syndics, acquérir, vendre, échanger, transiger, emprunter, hypothéquer et, si de plus elles sont autorisées, au lieu d'être seulement libres, recouvrer les taxes ou cotisations dressées par le syndicat et rendues exécutoires par le préfet sur des rôles analogues à ceux des contributions directes. Les associations syndicales, libres ou autorisées, ne sont pas uniquement facultatives comme la plupart des autres groupements de personnes. Non seulement elles peuvent être formées sur la demande d'un quelconque des propriétaires intéressés, mais encore, en l'absence de toute demande, le préfet ou le maire dans le cas de certains travaux urgents, nommément spécifiés

dans la loi, aura la liberté de réunir les propriétaires intéressés pour leur imposer une association syndicale soit de son propre chef, soit en vertu d'un décret d'autorisation rendu par le Conseil d'Etat. Et si, par hasard, les associations n'entreprenaient pas les travaux pour lesquelles elles ont été constituées, le préfet pourrait faire exécuter ceux-ci d'office et à la charge des intéressés.

Ce caractère d'obligation imposée aux propriétaires de sols instables ou malsains ne se retrouve pas dans les associations syndicales prévues par les lois du 15 juillet 1878 et du 15 décembre 1888.

Ces associations formées entre viticulteurs dans un but de défense contre les ravages du phylloxera doivent, en effet, être toujours autorisées par le préfet, et l'autorisation de ce fonctionnaire ne peut évidemment qu'être consécutive à une demande librement formée des intéressés, dont le nombre doit atteindre le *quorum* déterminé par la loi. De plus, tandis que la loi de 1835 ne spécifie pas la durée des associations syndicales dont elle s'occupe, la loi du 15 décembre 1888 assigne à celles qu'elle vise une durée maximum de cinq années, durée seulement renouvelable à l'expiration de la première période en justifiant à nouveau du nombre d'adhésions exigées par la loi.

A côté de ces institutions déjà vieilles de plus de trente ans, nous trouvons les syndicats de 1884 qui,

quoique beaucoup plus jeunes que leurs devancières, sont bien plus vivants, bien plus actifs et ont abouti à des résultats absolument remarquables.

Les syndicats ou associations professionnelles sont formées de personnes exerçant la même profession. Quel que soit le nombre de leurs membres, ils peuvent se constituer librement sans aucune autorisation gouvernementale, ayant exclusivement pour objet, selon les dispositions de la loi qui est leur charte, l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux, agricoles. Comme l'en peut s'en rendre compte, la loi de 1884 est excessivement favorable à la création des syndicats, et cela partout où leur nécessité se fait sentir : d'abord pas d'autorisation à demander, un simple dépôt à la mairie de la localité des statuts de l'association nouvelle et des noms de ses administrateurs pour lesquels aucune autre condition que d'être Français et de jouir de leurs droits civils n'est exigée, puis et c'est là un point important, un objet beaucoup plus large que celui des associations de 1865 ou de 1888.

Ces groupements une fois organisés peuvent ester en justice, acquérir des meubles, et les immeubles nécessaires à leurs réunions, créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et demandes de travail, constituer des caisses de secours mutuels et de retraite pour leurs membres et enfin

même, la loi de 1894 les y a autorisés, fonder des caisses de crédit agricole.

Ainsi donc les syndicats professionnels ont à leur disposition tous les moyens possibles d'arriver à leur but, aussi ne faut-il pas s'étonner que le nombre de ces institutions se soit considérablement accru depuis trente ans et que les agriculteurs, quoique un peu lents à se décider, aient fini par imiter les industriels qui les avaient devancés; d'ailleurs ils cherchent, semble-t-il, à rattraper le temps perdu, car de tous côtés se fondent des syndicats agricoles destinés à prendre dans la suite une importance de plus en plus grande.

Si maintenant nous rapprochons la situation juridique des comices fondés par la loi de 1851 de celle des syndicats fondés par la loi de 1884, nous trouvons une différence vraiment sensible. Sans revenir ici sur le but et les moyens d'action de chacune de ces deux institutions, nous appellerons seulement l'attention sur leurs situations légales respectives.

Nous avons vu plus haut le caractère d'obligation que revêtaient les associations syndicales de 1865, nous venons de voir le caractère d'absolue liberté au contraire des syndicats de 1884, nous verrons un peu plus loin que les comices ont en quelque sorte une situation intermédiaire.

En consultant en effet la loi du 20 mars 1851, texte fondamental en la matière, l'on voit que

l'article 2, après avoir reconnu aux propriétaires fermiers, colons, et à leurs enfants âgés de vingt et un ans, domiciliés ou ayant leurs propriétés dans la circonscription du comice, le droit de faire partie de ce comice, termine par ces mots qui restreignent bien la liberté apparente que semblait accorder le commencement de l'article, à savoir « le règlement constitutif de chaque comice devra être soumis à l'approbation du préfet ». Et pour bien montrer que ces groupements doivent être dans une sorte de dépendance vis-à-vis du gouvernement l'article 3 décrète que les comices existant à l'époque de la promulgation de la présente loi sont maintenus à la condition de se conformer aux dispositions qui règlent l'élection des membres de la chambre d'agriculture.

Quant aux attributions de ces institutions l'article 5 ne les détermine que vaguement semble-t-il tout en les limitant d'une façon très nette « aux intérêts agricoles pratiques dans la circonscription ».

Voilà donc comparés les buts, les moyens d'action et situations légales respectives des syndicats ou associations syndicales et des comices agricoles, il nous reste maintenant à examiner les caractères distinctifs qui séparent les comices des sociétés agricoles et des chambres d'agriculture.

II

Nous avons vu que les syndicats différaient essentiellement des sociétés agricoles parce qu'ils ne poursuivaient pas comme celles-ci un but lucratif. Ce point est capital en doctrine bien qu'en fait fort souvent, et peut-être malheureusement syndicats et sociétés se confondent et se réunissent au point de ne faire qu'une seule et même association (il y a là, il ne faut pas se le dissimuler, une légère entorse à la loi de 1884 que l'autorité tolère d'ailleurs facilement).

A plus forte raison les comices qui, nous l'avons dit, ont un but d'ordre plus élevé que les syndicats, ne sauraient être confondus avec les sociétés agricoles.

D'ailleurs, pour éviter cette confusion, il suffit de faire remarquer que les comices sont des associations et les sociétés agricoles des sociétés civiles ou commerciales, mais la plupart du temps commerciales, de sorte qu'il existe entre les deux institutions la différence, et elle est très importante, qui sépare l'association de la société.

Rappelons-la brièvement.

L'association, c'est la loi du 1^{er} juillet 1901 qui nous l'indique dans son article 1, est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs

connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. La société, au contraire, qu'elle soit civile ou commerciale, a toujours un but lucratif. L'article 1832 du Code civil la définit en effet, un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter.

En outre, tandis qu'étant donné sa définition même, il peut y avoir un nombre considérable d'associations (puisque celles-ci peuvent avoir tout autre but que de partager des bénéfices), il ne peut exister que des sociétés civiles ou commerciales, et parmi les sociétés civiles sont seules légales celles désignées par l'article 1835 du Code sous les noms de sociétés universelles, et de sociétés particulières. Pour les sociétés commerciales il en va de même. Le Code de commerce reconnaissait déjà trois espèces de sociétés commerciales, la société en nom collectif, la société en commandite et la société anonyme et indépendamment d'elles les associations commerciales en participation ; en 1867, une quatrième espèce de société apparaît : la société à capital variable. Ces quatre sortes de sociétés ont été définies nettement par les articles 20 et 22, 23 et 26, 29 et 33, 48 et 50 du Code de commerce et par les articles 48 à 52 de la loi du 24 juillet 1867.

Il est aisé maintenant de voir que les sociétés agri-

coles rentrent généralement dans la classe des sociétés commerciales et parmi elles le plus souvent dans la catégorie des sociétés anonymes ou à capital variable. Quel est en effet le but de toutes ces sociétés ? C'est à peu près celui des syndicats, non pas celui que les syndicats devraient exclusivement poursuivre suivant la loi de 1884, mais celui qu'en fait ils recherchent avant tout. Ce sont des Sociétés qui achètent et qui vendent. Elles achètent les moyens d'obtenir les divers produits que toute exploitation agricole recherche et elles vendent ces produits une fois obtenus.

L'avantage évident qu'en retirent les associés est le bon marché relatif des achats.

Au lieu que chaque propriétaire se procure la quantité de matières premières indispensables à sa production plus ou moins spéciale et paie ainsi pour cette quantité un prix assez élevé, tous les associés réunissant leurs demandes, c'est-à-dire, leurs besoins, achètent par grandes quantités toutes les matières premières indispensables à chacun d'eux. Il s'en suit que le marchand de semences, le fabricant d'engrais, le producteur d'étalons ou de taureaux, le constructeur agricole et enfin tous ceux qui de près ou de loin vivent de l'agriculture, livrent à très bon compte ce qu'il leur aurait été impossible de détailler aussi bon marché pour une commande de peu d'importance.

D'ailleurs en dehors de la question de prix, qui

souvent est primordiale, il faut tenir compte de la qualité des matières premières ainsi achetées en gros. Par cela seul que cette société agricole aura à effectuer des achats considérables, elle peut s'adresser à des maisons sérieuses, connues pour livrer des objets de première qualité, ce que ne pourrait pas réaliser un propriétaire isolé dont la commande trop forte ne serait pas acceptée de ces grandes maisons ; de sorte que celui-ci serait forcé de s'adresser la plupart du temps à des détaillants ou tout au moins à des maisons peu importantes qui lui feraient payer très cher (nous avons vu pourquoi), une marchandise de deuxième et peut-être de troisième qualité : car ces maisons ne pouvant très souvent se procurer des marchandises de première qualité, parce qu'elles n'en auraient pas le débit assuré, sont forcées de se contenter d'une qualité inférieure et par cela même leurs clients également. Enfin dernier avantage et qui n'est pas le moindre, la société peut acheter une machine ou un animal, qu'un simple particulier ne pourrait se procurer tant à cause de son prix inabordable le plus souvent pour sa bourse que de l'ignorance, où il est d'ordinaire, de l'existence de cette machine ou de cet animal, car l'un des grands avantages de ces sociétés est de mettre leurs adhérents à même de se renseigner sur toutes les nouveautés et toutes les occasions qui peuvent se présenter, par cette raison bien simple que

les groupements de personnes disposent de moyens d'action dont sont dépourvus les particuliers isolés.

Mais là ne se termine pas le rôle des sociétés agricoles ; bien que quelquefois l'on trouve de ces groupements uniquement fondés pour acheter, la plupart du temps ceux-ci à leur tour vendent et précisément les produits qu'ils ont contribué à créer. Chaque associé écoule ses produits par l'intermédiaire de la société, et ainsi la vente devient une vente en gros réalisant tout d'abord cette amélioration sur la vente au détail, que les frais répartis sur de nombreux producteurs sont très faibles pour chacun et permettent ainsi de livrer au commerce des marchandises à un prix peu élevé qui en favorise fortement la consommation. De plus, les débouchés si nécessaires à tout vendeur, quel qu'il soit, sont bien mieux assurés par la société que par le propriétaire lui-même. Celui-ci en effet, si connu soit-il, n'a qu'un rayon d'action assez limité, en outre eût-il des commandes très fortes il serait le plus souvent dans l'impossibilité de les exécuter et perdrait ainsi partie de sa clientèle ; au contraire la société par tous ses moyens d'investigation, à l'affût de toutes les demandes et capable de fournir à toutes celles-ci, obtenant des compagnies de transport des conditions favorables, trouve assez aisément un débouché aux produits de ses membres.

C'est ce double rôle d'achat et de vente qui a fait surtout le succès des sociétés et des syndicats agri-

coles ; ceux-ci d'ailleurs ne se sont appropriés le but de celles-là que parce qu'ils avaient reconnu l'avantage immense qu'il y aurait à les imiter. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles les comices cantonnés dans l'étude théorique des moyens de production n'ont pas la même influence que les sociétés ou les syndicats. En effet, ces associations d'individus que sont les comices, quoique officielles, il faut bien le répéter, ne s'occupent exclusivement, et d'une façon sinon purement théorique du moins très peu pratique, que des méthodes les meilleures pour produire, des perfectionnements à apporter dans la manière de procéder dans telle ou telle opération culturale, en vue uniquement de développer une des sources de la richesse nationale et non en vue d'augmenter les bénéfices d'un ou de plusieurs particuliers. Ce ne sont toujours que des groupements utiles sans doute, mais peu actifs. Et leur action au lieu d'être continue et de s'affirmer en maintes circonstances, prouvant ainsi une existence perpétuelle, ne se fait vraiment sentir qu'à certains moments de l'année, comme par exemple pendant les concours ou les expositions qu'ils organisent. En dehors de ces époques, les comices n'ont, si l'on peut dire qu'une existence latente qui ne se manifeste que par les comptes rendus de leurs séances privées.

Différentes dans leur nature, différentes dans leur but, ces deux institutions, sociétés agricoles et comi-

ces, le sont encore quant à la législation qui les réglemente. Nous l'avons vu, les sociétés uniquement composées de particuliers et dépourvues d'un caractère officiel sont régies soit par le Code civil, soit bien plus souvent par le Code commercial, tandis que les comices sont assujettis aux dispositions de la loi de 1851.

III

Nous venons donc de montrer que les comices agricoles sont presque une institution gouvernementale puisqu'ils demeurent soumis au contrôle de l'administration. S'ils n'ont pas aujourd'hui la même influence que les syndicats dans les rapports des particuliers entre eux, ils en ont, ou du moins en avaient dans le principe, une autrement importante dans les relations des agriculteurs avec le gouvernement. Par ce seul fait qu'ils avaient un caractère officiel, ils jouaient chacun dans leur circonscription un rôle considérable, constituant chacun quoique indirectement, nous allons le voir, une sorte de représentation des intérêts agricoles locaux ; aussi pour cette raison est-il nécessaire de les comparer aux Chambres d'agriculture qui, bien que ne fonctionnant plus aujourd'hui, ont été créées par la même loi qu'eux et dont l'objet très vaste était d'éclairer

le gouvernement sur toutes les questions qui intéressent l'agriculture.

Ces Chambres étaient véritablement la représentation de l'agriculture non pas nationale, rôle dévolu au Conseil général de l'Agriculture, mais départementale, régionale si l'on veut. L'article 6 de la loi du 20 mars 1851 s'occupe de la formation de ces assemblées et après avoir assigné à chacune pour circonscription l'étendue d'un département, il dispose que leurs membres, en nombre égal d'ailleurs à celui des cantons du département, devront de toute nécessité être élus par les comices, et choisis dans leur propre sein à raison du nombre de cantons que ces derniers auront dans leurs circonscriptions propres : du reste ces membres élus devront avoir leur résidence ou leur propriété dans les cantons qu'ils sont appelés à représenter.

Les articles 7 et 8 qui suivent indiquent les conditions soit de l'électorat, soit de l'éligibilité. « Seront électeurs dans chaque comice tous ceux qui en feront partie depuis un an au moins, néanmoins cette condition ne sera pas exigée pour la première élection que feront les comices ». « Seront éligibles tous ceux qui, âgés de vingt-cinq ans, feront partie d'un comice du département. » L'article 9 nous donne une marque très nette de l'ingérence gouvernementale : il prévoit le cas où il n'existerait pas de Comice dans une des circonscriptions déterminées par le Conseil

général : ce dernier choisirait alors les représentants de cette circonscription à la Chambre d'agriculture, représentants dont les fonctions cesseraient de plein droit un an après la formation d'un comice.

L'article 10 détermine le mode d'élection et de renouvellement de chaque chambre ainsi que la durée du mandat confié à ses membres. L'article 11 est pour ainsi dire une sorte de règlement intérieur des Chambres : il dispose que les président, vice-président, secrétaire sont nommés pour un an à la majorité absolue des suffrages.

L'article 12 fait intervenir pour la deuxième fois et directement l'administration en décidant que : « En cas de vacance par décès, démission ou autre cause, le préfet convoquera le comice, dans les trois mois pour procéder au remplacement. Cette élection devra dans tous les cas être faite avant la session de la Chambre d'agriculture ».

L'article 13 fixe à huit jours au maximum la durée de la session ordinaire de ces Chambres qui du reste sont maîtresses de l'époque de cette session et de l'ordre du jour de leurs réunions. En outre, sur convocation du préfet ou du président, elles peuvent avoir des sessions extraordinaires supplémentaires.

Les articles 14, 15, 16 et 17 s'occupent des attributions de ces institutions et de la forme qu'elles doivent adopter pour exécuter leur mission et accomplir leurs travaux. C'est ainsi que l'article 14 indique

d'une manière générale l'objet des Chambres d'agriculture à savoir : « Elles présentent au gouvernement leurs vues sur toutes les questions qui intéressent l'agriculture ». Les articles 15 et 16 détaillent quelque peu certaines de leurs attributions.

L'avis des chambres, par exemple, sera demandé sauf les cas d'urgence sur les changements à opérer dans la législation en tout ce qui touche aux intérêts agricoles et notamment en ce qui concerne les contributions indirectes, les douanes et les octrois, la police et l'emploi des eaux. Elles sont nécessairement consultées, ajoute le même article, sur l'établissement des foires et marchés, sur la distribution des fonds généraux et départementaux destinés à l'encouragement de l'agriculture, sur l'établissement des écoles régionales et des fermes-écoles. Enfin elles sont chargées de la statistique agricole du département.

L'article 16 autorise les chambres d'agriculture à correspondre directement sur les matières qui leur sont attribuées avec le ministère de l'Agriculture et du Commerce, avec le Conseil Général de l'Agriculture, avec les comices et les sociétés agricoles du département où elles siègent.

L'article 17 arrête que les chambres d'agriculture pourront se diviser en plusieurs commissions qui ont le droit de se réunir dans l'intervalle des sessions, pour les études qui leur seront confiées par la chambre d'agriculture.

Enfin les articles 18, 19, 20 énoncent les rapports qui existent entre le gouvernement représenté par les préfets et les chambres. Après avoir décidé au commencement de l'article 18 que les préfets doivent fournir au chef-lieu du département un local convenable pour la tenue des séances, le législateur de 1851 ajoute en fin du même article que le budget des chambres d'agriculture sera visé par le préfet et présenté au conseil général; ce budget fera partie des dépenses départementales et sera porté au chapitre VIII des dépenses ordinaires.

Les préfets et inspecteurs généraux de l'agriculture, dit l'article 19, ont d'ailleurs entrée aux séances et sont entendus toutes les fois qu'ils le demandent.

Le préfet peut se faire assister ou représenter par un délégué. La chambre d'agriculture pourra aussi appeler dans son sein les personnes qu'il lui paraîtrait utile d'entendre.

Enfin l'article 20 reconnaît les chambres d'agriculture comme établissements d'utilité publique : celles-ci peuvent donc, en cette qualité, acquérir, recevoir, posséder et aliéner après y avoir été toutefois dûment autorisées.

De l'analyse de ces diverses dispositions du titre II de la loi de 1851, dispositions qui ont été citées pour la plupart textuellement avec intention, et de la comparaison avec les articles du titre I consacrés

aux comices, il ressort plusieurs différences assez marquées qu'il est bon de signaler.

La première qui se présente à l'esprit d'après l'ordre même des articles est la suivante : Tandis que les comices ont pour circonscription une étendue de territoire qui varie depuis l'arrondissement tout entier jusqu'à la simple commune de cet arrondissement, suivant la volonté du conseil général, les chambres d'agriculture ont pour sphère d'action une division administrative invariable, le département. Il en résulte que ces derniers ont légalement une unité beaucoup mieux définie et sont par suite beaucoup plus capables d'une action véritablement efficace grâce à l'invariabilité même de leur circonscription. D'ailleurs cette unité, si féconde en excellents résultats, se retrouve encore dans la composition des chambres. Alors que les comices comprennent à la fois parmi leurs membres des propriétaires ruraux fermiers ou colons âgés de vingt et un ans, domiciliés dans la circonscription, et d'autres personnes ne remplissant pas ces conditions, mais admises par délibérations spéciales à la majorité des voix, les chambres d'agriculture ne peuvent être formées que d'individus âgés de vingt-cinq ans élus par les comices dans leur sein et à raison de un membre par canton. Cette deuxième différence n'est pas moins grande que la première et a des conséquences tout aussi favorables, car elle assure une représentation

égale à tous les cantons n'accordant pas la prépondérance à telle ou telle région dotée du comice le plus important.

Puis tandis que chaque comice est maître de son règlement intérieur à condition de présenter celui-ci à l'approbation préfectorale, la loi de 1851 a décidé « que les membres des chambres d'agriculture sont élus pour six ans avec scrutin secret et à la majorité absolue au premier tour seulement. Ils sont renouvelés par tiers tous les deux ans quoique rééligibles ; le président, vice-président et secrétaire sont nommés pour un an à la majorité absolue des suffrages. » En outre si cette même loi de 1851 est muette sur le fonctionnement des comices laissant à ces derniers le soin de régler leurs sessions et leur mode de travail, elle déclare formellement « que les chambres d'agriculture n'auront qu'une session annuelle ordinaire d'une durée maxima de huit jours et des sessions extraordinaires sur la convocation du préfet ou de leur président : dans l'intervalle des sessions elles se diviseront, d'ailleurs, si elles le jugent bon, en commissions. »

Enfin il nous reste à signaler deux différences notables et principalement la dernière. Les chambres d'agriculture présentent directement au gouvernement, en correspondant avec le ministre et le conseil général, leurs vues sur toutes les questions qui intéressent l'agriculture. Les comices, au con-

traire, ne peuvent adresser leurs vœux qu'aux chambres d'agriculture intermédiaires nécessaires entre eux et l'administration. En outre, tandis que les comices sont de par la loi même chargés plus spécialement des intérêts agricoles pratiques, tels que le jugement des concours, la distribution de primes et autres récompenses dans leur circonscription, les chambres d'agriculture donnent leur avis sur les changements à opérer dans la législation en tout ce qui touche aux intérêts agricoles notamment en ce qui concerne les contributions indirectes, les douanes et les octrois, la police et l'emploi des eaux. Bien plus, cet avis est nécessaire lorsqu'il s'agit d'établir des foires et marchés, de distribuer les fonds généraux et départementaux destinés à l'encouragement de l'agriculture, de fonder des écoles régionales et des fermes-écoles. Enfin c'est elles qu'on charge de la statistique agricole du département.

Cette différence capitale tient d'ailleurs à une autre, la plus importante de toutes, parce qu'elle est une différence d'espèce, si l'on peut ainsi parler.

Les comices sont des associations privées; sans doute le gouvernement en les réglementant assez étroitement les a reconnus officiellement, mais parce qu'il le fallait en quelque sorte, attendu qu'elles préexistaient à notre loi de 1851, qui, en instituant un nouvel organe de représentation des intérêts agricoles, à savoir les Chambres d'agriculture, eût

été mal venue à supprimer la seule institution de mutualité agricole qui eût fait ses preuves à cette époque : les Chambres furent d'ailleurs seules classées par la loi même, nous l'avons vu, parmi les établissements d'utilité publique et purent en cette qualité acquérir, aliéner, recevoir, posséder dans certaines limites.

Dans ces conditions, d'une part méticuleusement réglementées par des dispositions spéciales jusque dans des détails d'ordre intérieur, mais par contre largement privilégiées à d'autres points de vue, ces organes nouveaux auraient dû, semble-t-il, se développer activement sur tous les points du territoire. Il n'en a rien été ; bien que faisant partie de la hiérarchie administrative, au même titre que les Chambres de commerce, elles sont peu à peu tombées en désuétude et les comices agricoles qui, dans l'esprit du législateur de 1851, avaient pour fonction principale de servir de base aux Chambres d'agriculture, ont survécu à celles-ci et se sont approprié le rôle à elles dévolu. Ces comices ont d'ailleurs jusqu'à une époque relativement récente, rendu des services importants, et si leur influence tend à décroître actuellement, la faute en est aux syndicats agricoles qui, profitant largement de la loi de 1884, veulent à tout prix supplanter les comices auprès de l'administration et se chargent de faire valoir auprès des pouvoirs publics les revendications de leurs

adhérents, servant ainsi les intérêts de leurs membres sous couleur de politique générale agricole. Mais puisque les syndicats ont ainsi profondément, il faut bien le répéter, dévié de la voie que leur avait tracée la loi de 1884, il est plus que jamais nécessaire de remettre en faveur ces comices quelque peu tombés en disgrâce.

Ce sera même à eux de conjurer la crise agricole, non pas en réclamant du gouvernement des mesures, la plupart du temps inefficaces, mais en perfectionnant toujours davantage les moyens de production, ce qui est d'autant plus désirable que les terres de l'ancien continent deviennent de plus en plus pauvres, que leurs principes fertilisants vont en décroissant et que c'est du travail de l'homme seul qu'il faut désormais attendre un nouvel essor de l'agriculture.

Si depuis un demi-siècle le rendement des terres a augmenté dans des proportions considérables, c'est que l'emploi des machines, l'application d'engrais chimiques, l'alternance des cultures, et bien d'autres perfectionnements ont fait aujourd'hui de l'agriculture non seulement un art véritable, mais encore une science.

En présence de cette situation, l'on peut bien certainement affirmer qu'il y a peu de questions d'une importance plus grande pour un pays déjà vieux comme le nôtre, que celles qui se rattachent à l'agri-

culture ; et parmi elles, celle des modifications à apporter dans la formation ou le développement des comices agricoles n'est certes pas à laisser de côté.

Aucune étude n'ayant encore été faite sur ce sujet, il nous a semblé utile de traiter la question sous ses différentes faces, mais avant d'entrer dans les détails même de constitution et de fonctionnement des comices agricoles, il n'est pas sans intérêt de rappeler brièvement l'histoire de cette institution jusqu'à notre époque.

IV

Ce n'est que dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle que l'on vit se fonder des associations agricoles, l'on ne peut pas dire analogues aux comices actuels, mais correspondant à cette institution. Peut-être auparavant existait-il quelques associations entre propriétaires-fermiers, mais on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que l'ancien régime n'en connaissait point dont l'objet se rapprochât de celui des comices actuels.

C'est à Volandry dans l'Anjou, en 1755, que le marquis de Turbilly organisa le premier concours agricole, et l'année suivante, grâce aux efforts de Vincent de Gournay, se fondait à Rennes la première société d'agriculture. Cette société comptait parmi ses membres les principaux propriétaires de

la Bretagne, et se vit favorisée dès son origine par le duc d'Aiguillon, gouverneur de la province, qui lui prodigua son argent et ses conseils.

Quatre ans après, en 1759, cette société demandait aux Etats Généraux leur appui et recevait d'eux une subvention annuelle assez importante pour l'époque « en reconnaissance des services qu'elle rendait à l'agriculture bretonne ». De 1757 à 1760, d'autres sociétés se formèrent en vertu d'arrêts du Conseil du Roi, à Lyon, Toulouse, Rouen, Orléans, Soissons, Tours et Montauban. En 1761, un arrêté du Conseil de Commerce en date du 1^{er} mars fonda la Société d'Agriculture de Paris, la plus remarquable de toutes, tant par l'étendue de son champ d'action que par l'importance de ses travaux.

Elle embrassait en effet toute la généralité de Paris et ses attributions devinrent bientôt si nombreuses qu'elle dut se diviser en 4 bureaux ou sections dont les sièges furent respectivement : Paris, Beauvais, Sens et Meaux. En outre les travaux qu'elle entreprenait soit par elle-même, soit par ses bureaux ou sections avaient à la fois un caractère théorique et un côté pratique qui ne furent pas sans donner d'excellents résultats.

C'est ainsi en particulier que grâce aux recherches scientifiques qu'elle entreprit et en même temps grâce à la propagande très active à laquelle elle se livra en faveur de la pomme de terre, que la culture de ce

précieux tubercule s'établit en France et s'y développa très rapidement. En outre, il ne faut pas non plus oublier que c'est à cause d'elle que les premiers comices furent fondés en 1785 sous cette dénomination de comices agricoles. Sans doute la loi du 8-14 août 1793 les supprima ainsi que la Société Royale d'agriculture de France qui en avait favorisé la fondation, mais pendant les quelques années de leur existence, ils avaient rendu de véritables services à l'agriculture et surtout aux intérêts agricoles locaux. Toutefois, bien que la constitution du 5 fructidor an III eût rétabli le droit d'association et que la Société d'agriculture de France fut de nouveau reconstituée le 24 prairial an VI, les comices cependant ne se reformèrent pas. Pendant le premier Empire on ne rencontre pas davantage trace d'effort pour en créer, et il faut arriver presque à la Restauration pour trouver un essai de réorganisation de ces groupements.

Dès 1819, cette réorganisation fut l'objet de la préoccupation des pouvoirs publics et M. Decaze, alors ministre de l'Intérieur, les encouragea ouvertement. Dans une circulaire en date du 14 août 1819, après avoir constaté que : *Parmi les moyens propres à accélérer les progrès de l'économie rurale, l'institution des sociétés d'agriculture est un de ceux dont l'action toujours continue et progressive est le plus efficace*, et que, *partout où il existe des réunions de ce genre bien composées et constituées*

d'une manière stable, les bonnes pratiques rurales se propagent successivement par leurs instructions et leurs exemples, et l'agriculture fait chaque jour de nouveaux progrès, M. Decaze ajoute qu'il lui paraîtrait désirable qu'il fut établi dans chaque arrondissement de sous-préfecture une Société d'agriculture pour la formation de laquelle on prendrait autant que possible un membre au moins par canton. Puis il expose brièvement quels devaient être selon lui le fonctionnement et le rôle de ces sociétés. Les sociétés de chaque arrondissement correspondraient avec celle du chef-lieu qui leur servirait de centre commun. Cette dernière réunirait à ses propres recherches celles qui lui seraient communiquées par ces diverses sociétés et celles-ci à leur tour serviraient à propager plus immédiatement parmi les cultivateurs les méthodes reconnues préférables et susceptibles de recevoir une application journalière. Ce concours d'efforts sagement combinés hâterait les progrès de l'agriculture sur un plus grand nombre de points à la fois, et la France verrait ainsi s'accroître de jour en jour la source la plus importante de sa prospérité.

Le successeur de M. Decaze, le comte Siméon, dans une autre circulaire du 22 mai 1820, reconnaissant la difficulté pour les cultivateurs de se réunir souvent aux chefs-lieux de préfecture et même de sous-préfecture, la perte de temps qui en résulte et dont

l'appréciation est incalculable, enfin la peine qu'on éprouve à faire recevoir à l'agriculteur praticien, à l'homme des champs proprement dit, les leçons de la théorie, exposait aux correspondants du Conseil Général de l'agriculture, institué par son prédécesseur, un projet de création des comices agricoles ou ruraux en précisant soigneusement les détails de cette organisation. Voici du reste les passages de cette circulaire où il exprimait ses intentions. *Ces comices analogues à des réunions existantes en Angleterre seraient des associations volontaires composées d'hommes qui pratiquent d'eux-mêmes dans un ordre peu élevé l'art honorable et difficile de la culture et dont le président sans sortir, si l'on voulait, de la classe des cultivateurs serait jugé capable de rédiger, je ne dis pas quelques mémoires, mais une simple note des travaux de l'association. Les comices s'assembleraient le plus souvent dans un village ou même dans un champ et l'époque de leur réunion coïnciderait autant que possible avec les jours de marché et de foires périodiques.*

Leur but serait de se concerter sur les prix à distribuer au cultivateur qui aurait à une époque déterminée obtenu le plus beau succès dans un genre quelconque de culture, présenté les plus beaux taureaux, les meilleurs troupeaux, le plus bel étalon, perfectionné les instruments aratoires, ou fait l'application la plus heureuse de ceux qui sont en usage.

Pour établir ensuite un point de contact entre le gouvernement et ces comices, trois personnes que l'on pourrait choisir dans les sociétés d'agriculture départementales suffiraient au chef-lieu pour recueillir les notes adressées par le président de chaque comice rural. Ce comité deviendrait le lien qui réunirait entre elles les diverses associations de ce genre disséminées dans l'étendue du département en les faisant profiter toutes des travaux de chacune d'elles. Il serait l'intermédiaire auprès des préfets du Conseil général de l'agriculture et du ministère. Le comte Siméon résume d'ailleurs dans une simple réflexion à la fin même de sa circulaire la pensée qui l'a guidé dans cette création. Le Conseil général est le sommet où tout vient aboutir ; les sociétés d'agriculture actuellement existantes se placent naturellement à la suite du Conseil. Les comices agricoles composeront le dernier anneau qui unira la pratique à la théorie, ils seront le lien de la science avec son application, et l'on aura complété par cette institution nouvelle le grand système d'amélioration conçu dans les hautes pensées de Sa Majesté.

Neuf ans plus tard, après la suppression par M. de Corbières, des institutions établies en 1819, un autre ministre M. de Martignac, en même temps qu'il reconstituait à Paris un Conseil Supérieur de l'agriculture et dans chaque chef-lieu de département ou

d'arrondissement des Chambres d'agriculture et des Comités consultatifs, favorisait de tout son pouvoir la création de comices qui, formant pour lui la base même de la représentation de l'Agriculture, devaient exister dans toute la France à raison d'au moins un par canton.

La Révolution de 1830 vint arrêter l'essor qu'allaient prendre, grâce à ces dispositions si favorables du gouvernement, les comices et les sociétés d'agriculture. Cependant un an après, le 29 avril 1831, le roi recréait une sorte de Conseil général de l'agriculture en faisant entrer dans le Conseil général du commerce et des manufactures 30 propriétaires ruraux ou membres de sociétés agricoles nommés par le ministre. Quelque temps après M. Thiers dans une circulaire en date du 15 novembre 1833 s'exprimait en ces termes :

Des sociétés d'agriculture se réunissant spontanément, s'adonnant exclusivement à la science agricole pratique, se répandant des chefs-lieux aux arrondissements, se rapprochant le plus possible des champs et des cultivateurs, s'occupant modestement de ce qu'on a autour de soi mais en s'efforçant d'y faire pénétrer des lumières que ses principaux membres ont recueillies ailleurs; recherchant les meilleurs instruments de culture; s'attachant à instruire ceux qui les confectionnent comme ceux qui les manient; des sociétés admettant tous les hommes zélés pour le

bien du pays et de la culture et celui qui peut enseigner, et celui qui se prête à recevoir l'instruction, qui l'ayant reçue sera propre à la disséminer, voilà les sociétés utiles que le Conseil d'agriculture me signale dans ses espérances comme un des puissants moteurs des progrès destinés à nos arts agricoles comme l'un des meilleurs encouragements à leur procurer. Et s'adressant aux préfets, le ministre ajoutait : Je n'ai pas besoin, monsieur, de vous inviter à les protéger, à les encourager, à en suggérer l'idée là où elle pourra être accueillie, Je ne doute point que vous et messieurs les sous-préfets, vous ne vous empressiez de vous y faire inscrire. Si pour leur organisation, toute simple qu'elle doit être, et pour leur règlement les membres ont besoin de modèles et de conseils, votre concours leur sera certainement toujours assuré.

Moins avantageuse pour les comices et les sociétés agricoles était l'opinion de M. Martin, ministre des Travaux publics, qui à propos de la création des chambres d'agriculture faisait à la Chambre des députés le 28 juin 1837 la déclaration suivante : *Ce qui manque aux comices, disait-il, ce sont des conseils, c'est une direction ; eh bien ! les chambres d'agriculture se mettront naturellement en rapport avec les sociétés d'agriculture et les comices agricoles qui ne demandent que le bien de l'instruction*

viendront prendre des conseils là où ils pourront les trouver.

Partant de la même idée MM. Deffitté et Beaumont soumirent le 8 avril 1840 à la Chambre des députés une proposition tendant à l'établissement d'une chambre consultative d'agriculture par département et d'un Conseil général de l'agriculture. Cette proposition fut prise en considération mais malgré les efforts de M. Tourret, rapporteur de la commission chargée de l'examiner, elle ne put être discutée en temps utile et la Chambre l'abandonna. Toutefois le 29 octobre 1841 on reconstituait un véritable Conseil de l'agriculture en portant à 54 au lieu de 30 le nombre des agriculteurs désignés par le ministre pour faire partie du Conseil général du commerce et des manufactures.

A cette époque les sociétés d'agriculture et les comices, qui s'étaient jusque là contentés de voir leur utilité proclamée de temps à autre par les différents ministres, s'organisèrent en congrès et soulevèrent tout à coup d'eux-mêmes une foule de questions embrassant tout ce qu'il y a de plus important dans la science ou l'art agricole aussi bien que dans la partie de l'économie politique qui touche à l'agriculture. Le congrès s'attacha en particulier à la question de la représentation officielle de l'agriculture.

C'est pourquoi en décembre 1847 M. Cunin-Gri-

daïne, devant les incessantes réclamations qui s'élevaient des divers points du pays demandait à son administration un rapport détaillé sur l'état de la question.

Dans ce rapport qui démontrait la nécessité absolue de chambres consultatives d'agriculture, que les conseils généraux ou les associations agricoles étaient impuissants à remplacer, on peut lire l'appréciation suivante sur les comices qui reproduit fidèlement l'opinion qu'on se faisait d'eux en haut lieu à cette époque :

Les associations agricoles ne peuvent non plus suppléer les Chambres consultatives; nombreuses sur quelques points elles n'existent pas sur d'autres; il est des départements qui en sont complètement privés, leur organisation est entièrement variée, souvent très défectueuse et leur constitution même s'oppose généralement à ce que l'on en fasse avec utilité des corps consultatifs. Leur rôle est tout autre : répandre la connaissance des bons procédés, récompenser le progrès et les efforts tentés pour l'assurer. Telles sont les attributions actuelles des associations agricoles, telles sont celles qu'il faut leur laisser.

La Révolution de 1848 ne détourna les esprits de ces préoccupations économiques que pendant un laps de temps très court, car sitôt après, MM. Deffitte et Beaumont, puis M. Tourret déposèrent à la Chambre des députés un projet de repré-

sensation officielle de l'agriculture. Le projet de M. Tourret présenté dans la séance du 11 décembre 1848 était particulièrement complet. Il instituait, à la base, des Comices cantonaux, au-dessus, des chambres consultatives par arrondissement et enfin, au sommet de cette organisation, un Conseil supérieur de l'agriculture : le principe de l'élection s'appliquant à tous les degrés de cette hiérarchie. Malgré un rapport favorable de M. Dezeimeris ce projet ne fut pas voté car la législature prit fin avant d'avoir pu le mettre à son ordre du jour. Il en fut de même lorsque M. de Lanjuinais soumit de nouveau en 1849 le projet de son prédécesseur à l'Assemblée législative. Mais l'année suivante, le 23 juillet, M. Dumas, ministre de l'Agriculture et du Commerce, rendait un décret qui constituait des chambres consultatives départementales dont les membres étaient élus par les agriculteurs du département. Le rapport joint au décret et présenté au président de la République expliquait nettement les raisons pour lesquelles on n'avait pas confié l'élection des membres de la chambre consultative aux associations agricoles : d'une part parce que tous les départements ne renfermaient pas de pareilles associations, d'autre part parce que la mission de ces sociétés ou comices, essentiellement technique, s'éloignait beaucoup en réalité de la mission purement économique des chambres consultatives.

Mais à peine ce décret venait-il d'être rendu qu'un autre en date du 3 septembre suivant l'abrogeait purement et simplement. M. Dumas, en agissant ainsi, ne faisait d'ailleurs que pressentir l'opinion générale qui désirait qu'une loi et non pas une décision du pouvoir exécutif, même prise sous la forme d'un règlement d'administration publique, vint donner en la circonstance une solution à une question d'importance capitale pour l'avenir de l'agriculture française. Le ministre exprimait d'ailleurs fort nettement sa pensée à ce sujet dans la circulaire du 1^{er} octobre 1850, lorsqu'il invitait les préfets à instituer, chacun dans leur département, une commission d'agriculture, composée d'un membre par canton nommé par eux, ainsi que des présidents des comices membres de droit. « *Cette organisation nouvelle et transitoire* », disait en propres termes la circulaire, « *est destinée à donner à l'Administration de l'Agriculture un moyen prompt et certain de connaître la pensée du pays sur le projet de loi qui va venir en discussion lors de la prochaine session de l'Assemblée nationale.* »

Dès le 10 décembre 1849 en effet, M. Ladoucette représentant du peuple, avait déposé sur le bureau de cette assemblée une proposition sur l'organisation des chambres consultatives du Conseil général et du Conseil supérieur de l'agriculture. Cette proposition prise en considération le 15 mars 1850 fut renvoyée

à l'examen d'une commission spéciale et le 11 février de l'année suivante M. Talon, rapporteur, concluait devant la Chambre à son adoption, non pas absolument telle que son auteur l'avait conçue, mais avec les modifications apportées par la commission spéciale. M. Ladoucette ne s'occupait pas des comices agricoles et désirait la création d'un conseil supérieur de l'agriculture, des manufactures et du commerce. La commission, après avoir proposé la suppression de cette dernière institution, inutile et dangereuse à ses yeux pour les intérêts de l'agriculture, modifiait le titre premier de la proposition Ladoucette en ce qui concernait le mode d'élection des membres de la chambre consultative.

Au lieu de confier à tous les propriétaires ruraux, quels qu'ils fussent, le droit électoral, ou même seulement aux chefs d'exploitation agricole, ce qui exposerait dans le premier cas à rendre inutile l'institution nouvelle par suite de l'abstention presque certaine de nombre d'électeurs, et dans le deuxième cas à la détourner complètement de son but en la mettant au service de quelques intéressés qui deviendraient trop souvent et trop rapidement des instruments d'intrigue, la commission, dans son projet de loi, érigea en corps électoral les comices et les sociétés d'agriculture. *C'est là qu'on rencontrerait*, disait M. Talon dans son rapport, *des hommes de bonne volonté, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas attendu que*

la loi leur imposât le devoir d'apporter à l'agriculture le tribut de leur dévouement souvent même de leurs sacrifices. Loin d'agiter le pays au nom des intérêts agricoles, on placerait ainsi sous l'égide de la loi des institutions qui, par la marche progressive qu'elles ont su imprimer à notre agriculture, ont des droits à la reconnaissance du pays tout entier. On n'aurait plus même à craindre l'indifférence des électeurs, car le passé serait la garantie de l'avenir. Les hommes qui, par un mouvement spontané de leur dévouement à l'agriculture, ont pu s'assembler en comices et guider depuis si longtemps nos cultivateurs dans la voie du progrès, ne failliraient pas au mandat qu'ils se sont donné à eux-mêmes le jour où ils devraient, à l'appel de la loi, choisir parmi eux ceux à qui serait confiée la mission de discuter et de défendre les intérêts agricoles.

Et le rapporteur du projet de loi ajoutait : *Si d'ailleurs on veut un corps électoral spécial, compétent, éclairé, n'est-ce pas dans les comices qu'on trouvera réunis l'intelligence, l'expérience et le savoir. N'est-ce pas de leur sein qu'est sorti le Congrès central d'agriculture qui a été jusqu'ici la représentation la plus complète et la plus autorisée des intérêts agricoles. Or, cette décision de la commission rendait nécessaire une organisation des comices agricoles ; c'est pourquoi celle-ci dut inscrire à la tête de son projet de loi un titre 1^o consacré aux comices agri-*

coles, qui n'avait pas son correspondant dans la proposition Ladoucette.

Le projet de la commission en ce qui regarde le titre 1^o, le seul qui nous occupe ici, fut adopté avec une légère modification. Lors de la deuxième délibération qui eut lieu le 8 mars 1851, M. Chouvy, au moment du vote sur le deuxième paragraphe de l'article suivant, portant le numéro 4 dans le projet de la commission à savoir : « Les sociétés s'occupant exclusivement d'agriculture pourront être assimilées aux comices pour les circonscriptions qui leur seront assignées par le Conseil général. Elles devront remplir toutes les obligations des comices », avait déposé un amendement consistant dans la suppression du mot « exclusivement » du texte. Cette modification fut alors repoussée, parce que M. Talon fit remarquer, au nom de la commission, que celle-ci n'entendait nullement exclure du nombre des électeurs les membres des sociétés s'occupant à la fois de sciences d'arts et d'agriculture ; il suffisait que les sections de ces sociétés spécialement chargées des questions agricoles se fissent ériger en comices. Mais dans la troisième délibération, après une discussion à laquelle prirent part M. Baze de Blois, et de nouveau M. Chouvy, la suppression du mot « exclusivement » fut adoptée.

Ce projet devint la loi du 20 mars 1851. Il faut du reste remarquer qu'au moment de l'intervention de

cette loi pour régler l'institution des comices agricoles, il y avait déjà longtemps que ces derniers existaient et que la loi ne faisait que consacrer une existence de fait. D'ailleurs quoiqu'elle eût décidé que chaque arrondissement posséderait un ou plusieurs comices, elle avait pour but, bien moins d'encourager l'agriculture que de constituer un corps électoral spécial dont les membres élus auraient siégé dans les chambres d'agriculture. Ces chambres complétées par un conseil général auraient formé une représentation officielle véritable de l'industrie agricole.

Malheureusement cette belle organisation dura juste un an ; elle fut supprimée par le décret du 25 mars 1852 que nous étudierons plus loin. Depuis cette époque bien des projets et des propositions ont été déposés sur le bureau de la chambre des députés, émanés soit de l'initiative parlementaire, soit du gouvernement, dans le but de modifier l'état actuel par l'abrogation du décret de 1852 et le retour à la loi de 1851 plus ou moins modifiée, mais il n'y en a guère que deux qui se soient proposés de rendre aux comices le rôle important qu'avait voulu leur conférer la loi de 1851.

C'est ainsi que, sans compter la proposition Picard qui supprimait pour les comices la formalité de l'autorisation administrative exigée par l'article 291 du Code pénal, l'on peut citer la proposition de M. d'An-

delarre et le projet de M. Louvet, ministre de l'Agriculture. Dans sa proposition déposée à la Chambre le 15 février 1870, M. d'Andelarre confiait aux comices institués dans chaque canton ou à défaut au moins dans chaque arrondissement, et composés de membres élus par tous ceux qui jouissaient de leurs droits civils, la nomination des membres des chambres départementales d'agriculture, à raison d'un membre par canton.

M. Louvet, lui, s'écartait notablement dans son projet des idées de M. d'Andelarre et réservait aux comices agricoles un rôle absolument prépondérant, suivant d'ailleurs en cela l'avis de la Commission supérieure de l'enquête agricole instituée en 1866. En effet M. Tisserand, rapporteur de la sous-commission chargée d'étudier la question de la représentation officielle de l'agriculture, tout en ne faisant pas des comices les seules assemblées capables de servir de base à cette représentation, par suite de la variété de leur composition, et de l'inégalité de leur répartition dans le pays, déclarait hautement l'utilité et la valeur de ces associations. *Vous n'aurez jamais à craindre*, disait-il, *de négligences de la part d'hommes qui spontanément se sont imposé une tâche et l'accomplissent à leurs heures dans le milieu de leur choix. Pour stimuler leur zèle il n'est qu'un seul moyen : la liberté. Reposez-vous sur l'ardeur et la conscience de ceux qui travaillent pour leurs intérêts propres sous les*

yeux d'amis et de voisins. Par eux vous atteindrez le résultat le plus souhaité et le plus difficile à obtenir même avec les ressources dont l'Etat dispose. Eux seuls peuvent en effet répandre l'instruction agricole avec une étendue, une précision, une entente des besoins du pays que personne ne peut prétendre posséder au même degré, et par une naturelle réaction cet accroissement de lumière dans les campagnes activera les recherches et les découvertes au sein des sociétés. Les questions n'y seront plus décidées, comme trop souvent il arrive, par le sentiment ou sous l'action d'influences étrangères à l'agriculture, mais par l'appréciation exacte de faits nombreux. De ces sociétés on peut attendre une indépendance pour le moins égale à celles des chambres de commerce ; il en est déjà qui n'offrent pas moins de lumière, on en obtiendra tout autant de l'ensemble rien qu'en leur laissant la plus grande liberté.

Donner dans la mesure du possible aux associations agricoles, quel qu'en soit le titre, un peu plus de force, un peu plus de vitalité, un peu plus d'importance en accroissant leurs ressources, en augmentant leur influence et leur action, là se résume la part de l'administration. Ce sera de la décentralisation et de la meilleure. Et il concluait à l'inutilité de la création de chambres de l'agriculture dont les fonctions étaient parfaitement remplies pour le moment par les comices agricoles. M. Louvet ne faisait donc que

reprendre l'idée même de la commission supérieure de l'enquête agricole quand il disait à l'Empereur, dans le rapport joint à son projet de loi qu'il lui adressait : *Le projet ne s'occupe pas des associations agricoles : Il laisse à ces réunions la liberté qui fait leur force et ne les entraîne pas dans un cercle de réglementations uniformes qui peut entraver leur action. C'est à ces associations que le gouvernement demandera désormais les renseignements dont il pourra avoir besoin, consultant seulement quelques-unes d'entre elles lorsqu'il s'agira de faits spéciaux à leur circonscription, ou en s'adressant à toutes pour les questions d'intérêt général. Ainsi à la base la représentation de l'agriculture aura un vaste réseau d'associations libres, s'étendant sur toutes les parties du territoire, n'excluant aucune société nouvelle, n'en plaçant aucune dans une infériorité marquée ; au sommet un Conseil supérieur qui concentrant tous les avis les généralisera, leur enlèvera ce qu'ils pourraient avoir de trop exclusif et favorisera la réalisation des vœux émis par l'industrie agricole.*

Les projets ultérieurs de MM. Viger, Méline, Dupuy, Pontbriand et enfin de M. Mougeot n'offrent rien d'intéressant au point de vue des comices, nous n'en parlerons donc pas. De sorte que jusqu'ici les comices agricoles, toujours soumis en fait à la loi de 1851, mais détournés de l'objet principal que leur avait assigné cette loi, ont continué à vivre et à se

développer tant bien que mal, cantonnés dans des préoccupations et des travaux d'un intérêt purement local. Aujourd'hui, d'ailleurs, leur nombre s'est augmenté moins sans doute que celui des syndicats dont les attributions attirent davantage et retiennent plus sûrement les cultivateurs, mais cependant dans une proportion satisfaisante. Ainsi donc, les comices agricoles ont une origine fort ancienne, depuis longtemps ils fonctionnent plus ou moins activement, avec plus ou moins de succès, mais enfin ils ont résisté à l'indifférence ou même au mauvais vouloir des gouvernements et ils luttent encore aujourd'hui contre l'influence de plus en plus prépondérante des syndicats.

Cependant malgré cette remarquable longévité des comices agricoles aucune étude approfondie et complète n'a été faite à leur sujet.

On ne trouve pas sur eux un travail d'ensemble, on ne rencontre que des documents incomplets le plus souvent même ces documents se réduisent à de simples monographies spéciales à tel ou tel comice ou à telle ou telle société et contenant des renseignements plus ou moins exacts, plus ou moins complets. Dans ces conditions il est difficile non seulement de réunir les matériaux nécessaires pour traiter à fond le sujet qui nous occupe, mais encore de choisir seulement une bonne méthode pour dépouiller les documents qui existent et analyser

l'institution. Voici néanmoins le plan qui nous paraît le meilleur pour envisager la question aux différents points de vue sous lesquels elle se présente :

- I. — Constitution des comices agricoles (Capacité juridique).
- II. — Fonctionnement des comices agricoles.
- III. — Rôle des comices agricoles.
- IV. — Dissolution des comices agricoles.

Enfin dans une dernière partie nous ferons une comparaison entre les sociétés d'agriculture et comices agricoles français et les associations analogues dans quelques pays étrangers.

CHAPITRE PREMIER

CONSTITUTION DES COMICES AGRICOLES

CAPACITÉ JURIDIQUE

Il est difficile de déterminer avec précision la législation actuellement applicable aux comices agricoles, il n'existe pas à leur égard, comme pour les syndicats, de loi unique toujours en vigueur dans tous ses articles, mais bien un composé de textes législatifs ou administratifs et de décisions judiciaires qui par leur ensemble concourent à établir une sorte de régime légal auquel sont soumises ces associations. Quoi qu'il en soit, le point de départ de ce régime légal est la loi déjà ancienne du 20 mars 1851. Nous n'en rappellerons pas ici les différents articles qui ont été cités et étudiés dans l'introduction de cet ouvrage, d'autant plus que cette loi est aujourd'hui caduque dans certaines de ses prescriptions, nous ferons remarquer seulement que les deux points capitaux, si l'on peut ainsi parler, en sont les suivants : l'institution et la réglementation du droit électoral en vue de la nomination des membres des

chambres d'agriculture par les comices agricoles et sociétés assimilées, et, d'autre part, comme corollaire nécessaire, l'intervention du gouvernement dans la formation des comices. C'est cette intervention que nous allons examiner ici plus spécialement parce qu'elle est en opposition avec les textes de la loi du 1^{er} juillet 1901 qui constitue à l'heure actuelle le droit commun des associations. L'immixtion du Pouvoir exécutif dans la formation d'un comice se manifeste à deux reprises diverses : d'abord par l'autorisation préfectorale indispensable à la validité de l'association nouvelle, ensuite par la fixation de la circonscription affectée à cette association par le conseil général.

L'article 2 de la loi de 1851 dans son paragraphe 3 impose aux comices l'approbation du préfet : Celui-ci doit nécessairement approuver les statuts du futur comice, ainsi que toutes les modifications survenues par la suite dans ces statuts.

Ce n'est pas sans doute qu'il puisse certainement refuser cette autorisation, il ne peut le faire qu'autant que les règlements présentés à son examen renfermeraient des lacunes ou des dispositions contraires à la loi, mais si celle-ci est violée en quoi que ce soit, et en se basant uniquement sur cette raison le préfet peut et doit même refuser cette autorisation ; tout autre cause de refus, personnelle ou politique, constituerait un véritable excès de pouvoir et

la décision préfectorale, bien qu'échappant totalement à la compétence des tribunaux civils, serait déférée au ministre, supérieur hiérarchique du préfet, et enfin au Conseil d'Etat qui l'annulerait purement et simplement.

C'est cette solution qu'a admise la circulaire ministérielle du 12 août 1851, comme c'était du reste l'esprit de la précédente du 3 mars 1850. Dans cette dernière en effet après avoir recommandé aux préfets *de se placer eux-mêmes au cœur des intérêts agricoles du département en présidant en personne les sociétés d'agriculture pour y distribuer les récompenses, d'assister à leurs conférences, de visiter les cultures de leurs membres, de prendre enfin l'initiative d'entreprises et de travaux sans doute modestes et d'une importance circonscrite mais capables d'occuper un grand nombre de bras en différentes localités*, M. Dumas, ministre de l'Agriculture et du Commerce, insistant encore sur la volonté formelle du gouvernement *de vivre désormais d'une vie plus intime avec les habitants des campagnes et de réaliser enfin quelques-unes des améliorations, promises depuis si longtemps et toujours en vain, grâce à une étude continuelle des besoins de l'ouvrier rural et à une prévoyance toujours en éveil pour ne laisser échapper aucun des symptômes précurseurs des déplacements d'industrie qui viennent condamner au*

repos des contrées entières, termine ses instructions par ces paroles décisives ;

Faites qu'au moins une société d'agriculture ou un comice soit organisé dans chaque arrondissement afin de servir de centre et d'appui à notre action. L'Angleterre a compris toute l'utilité de ce genre d'institutions ; elle les protège et les propage avec la plus grande sollicitude : tout canton agricole y possède une société d'agriculture bien organisée ; les informations recueillies avec intelligence sont mises dans chacune d'elles à la disposition de tous les intéressés ; sachons l'imiter ou la surpasser. Vous trouverez sans peine dans les arrondissements où il n'en existerait pas encore quelques hommes dévoués qui se grouperont autour de vous, et qui de proche en proche se compléteront de manière à faire de leur réunion une représentation vraie de la contrée. Laissez ces sociétés entièrement libres de se composer, de se recruter, de s'administrer à leur gré. Soyez pour elles un aide, jamais un obstacle.

La circulaire du 12 août 1851 s'inspira des mêmes principes. Le ministre de l'Agriculture M. Buffet s'exprime en effet ainsi presque au début de ses instructions aux préfets. *Le rôle de l'administration doit se borner à faciliter et à encourager la création de ces associations qui, pour avoir des conditions réelles de stabilité et de durée doivent répon-*

dre à des besoins déjà sentis et avoir le caractère de spontanéité.

Dans vos rapports avec les agriculteurs les plus éminents des localités privées d'associations, vous vous attacherez donc, M. le préfet, à appeler leur attention sur le bien qui est résulté dans un grand nombre de localités de la création des comices, ainsi que sur les progrès considérables dont ils ont été la cause et le moyen. Vous leur ferez remarquer que ces progrès ont été obtenus à l'aide de publications que ces associations répandent des essais qu'elles tentent et surtout grâce à l'émulation que les concours institués par elles excitent parmi les cultivateurs.

Mais c'est à ces conseils que doit se restreindre votre action et après les avoir donnés vous laisserez aux agriculteurs toute liberté pour la rédaction du règlement, la fixation du chiffre des cotisations annuelles en un mot pour tous les détails de l'organisation de la nouvelle association. J'insiste vivement auprès de vous, M. le préfet, pour que l'influence de l'autorité supérieure ne dépasse point les limites que je viens de vous tracer, car l'expérience l'a démontré, les institutions de cette nature, qui ont réuni le caractère le plus complet de stabilité et de durée, sont celles qui ont dû leur existence à la spontanéité des membres fondateurs, tandis que les associations qui n'ont été qu'une création administrative se sont promptement éteintes après une existence en quelque sorte artificielle.

Enfin, plus loin encore, M. Dumas à propos du dernier paragraphe de l'article 2 de la loi de 1851 revient sur la même idée en ces termes : *J'ai déjà eu l'honneur de vous le dire, M. le préfet, je ne saurais trop vous recommander de laisser aux comices la plus grande latitude pour la rédaction de leur règlement. Ainsi dès qu'il sera constaté que l'intérêt agricole est le seul objet des travaux de l'association, que la circonscription est bien celle qui a été fixée par le Conseil général, que l'entrée du comice est ouverte à toute personne réunissant les conditions exigées par le paragraphe 1 de l'article 2, que le chiffre fixé pour les cotisations annuelles n'est pas exagéré au point d'être un obstacle à l'accession des cultivateurs sérieux des localités comprises dans la circonscription, qu'en un mot rien n'est en contradiction avec les prescriptions de la loi nouvelle, vous accepterez les statuts que les membres des comices auront jugé utile d'adopter.*

Ainsi donc le rôle du préfet se réduit à une simple constatation entraînant nécessairement l'approbation ou la non approbation du règlement du comice, sans que d'ailleurs la décision préfectorale puisse venir modifier elle-même les dispositions contraires à la loi ou encore l'absence des dispositions imposées par elles au moyen de changements ou de compléments apportés aux statuts. Cela résulte encore du texte même de la circulaire que nous étudions et qui a

force de loi en la matière. *Dans le cas, où les principes généraux dont je viens d'avoir l'honneur de vous entretenir n'auraient point été observés, vous voudrez bien faire à l'association le renvoi de son projet en lui signalant les lacunes qu'il présente. Mais vous aurez grand soin de vous abstenir de présenter des rédactions nouvelles dont ce document vous aura paru susceptible.*

C'est toujours ce rôle de vérification de la légalité des statuts d'un comice que M. Lefebvre-Durufilé, ministre de l'Agriculture en 1852, avait en vue quand, pour prévenir les perturbations que causerait aux comices agricoles le droit illimité d'entrée dans ces associations, il enjoignait aux préfets à la date du 8 janvier 1852 de n'approuver dorénavant les règlements des comices que s'ils contenaient une disposition tendant à soumettre à un scrutin préalable l'admission des personnes qui demanderaient à faire partie de l'association. Cette addition à l'article 2 de la loi du 20 mars 1852, parfaitement conforme à l'esprit de cette loi et nullement en désaccord avec aucun de ses textes, devenait par suite de son insertion dans la circulaire de 1852 une disposition réglementaire dont le préfet était appelé à surveiller l'application.

Telle est donc parfaitement définie l'intervention de l'autorité préfectorale dans la constitution des comices ; celle du Conseil général se manifeste dans

des cas plus nettement précisés. Aux termes de l'article 4 de la loi du 20 mars 1851, c'est le Conseil général qui doit fixer la circonscription des comices. Cette fixation aura d'ailleurs lieu d'après un travail préparatoire exécuté et présenté par le préfet, où il devra être tenu le plus grand compte de ce qui s'est fait antérieurement et spontanément. C'est ainsi que, pour les comices existant déjà à l'époque de la loi, la circulaire du 12 août 1851 dit expressément que : « le préfet devra accepter et proposer au Conseil général les circonscriptions qu'ils comprennent à moins toutefois bien entendu que ces circonscriptions dépassent l'étendue d'un arrondissement » ce qui serait contraire à la loi. Là où il n'existe pas de comice, le préfet devra tenir compte dans ses propositions de circonscription au Conseil général et par suite le Conseil général lui-même « moins du chiffre de la population agricole que des variétés de culture et des diverses conditions économiques de l'industrie rurale dans chaque arrondissement, afin d'assurer à chaque nouveau comice à créer l'action la plus utile dans l'intérêt du progrès agricole ». Du reste, dans les quatre cas en face desquels le Conseil général pourra se trouver et qui ont été expressément spécifiés, celui-ci devra dans la fixation des circonscriptions de chaque comice se soumettre aux dispositions de la circulaire du 12 août.

C'est donc lui qui, dans l'hypothèse d'une ou de

plusieurs associations agricoles étendant leur action sur l'ensemble du département ou sur plusieurs arrondissements, divisera cette ou ces associations en comices d'arrondissement comprenant chacun une de ces circonscriptions territoriales ; d'ailleurs cette division n'a d'importance que pour la fonction électorale. Dans le cas où une société départementale coexiste à côté de comices d'arrondissement ou cantonaux le conseil général fixera à cette société départementale comme circonscription les arrondissements privés jusque là d'associations agricoles. Si ce fait n'existe pas, la circonscription de cette société départementale comprendrait les cantons de la ville chef-lieu, retirant alors ceux-ci du champ d'action de l'association établie dans le même arrondissement mais ne faisant pas d'ailleurs d'autres modifications pour les attributions non électorales de cette association.

Lorsque certaines associations embrassent dans leur circonscription des localités possédant déjà des comices cantonaux, le conseil général devra déterminer la circonscription de chacune d'elles, et cette répartition véritable aura encore lieu dans l'hypothèse où une association unique dans l'arrondissement laisserait en dehors d'elle un ou plusieurs cantons. Mais s'il arrivait que le même canton possédât plusieurs associations agricoles ce serait alors au préfet d'engager ces dernières à se fusionner en une

seule et en cas de refus à n'en approuver qu'une seule. Les autres du reste quoique ne participant pas au droit électoral gardent comme par le passé toute leur activité.

Toutes ces solutions sont indiquées formellement dans la circulaire du 12 août 1851. L'on peut donc dire que l'intervention du préfet ou du conseil général est réglementée d'assez près pour rendre impossible tout abus d'autorité : il faut encore d'ailleurs le répéter ici, toutes ces règles n'ont été établies que pour compléter ce que la loi de 1851 laissait dans l'incertitude en vue uniquement du droit électoral donné par elle sous certaines conditions aux comices agricoles et aux sociétés d'agriculture.

Les dispositions de la loi du 20 mars 1851 ne restèrent en vigueur dans leur intégrité qu'un an à peine. Le 25 mars 1852 un décret du Président de la République en abolissait sinon la partie principale du moins la raison d'être, en quelque sorte, en retirant aux comices leur rôle dans l'élection des membres des chambres départementales d'agriculture. Les considérants de ce décret sont curieux et méritent de retenir l'attention, il y est dit en effet en propres termes : *Si la loi du 20 mars 1851 a satisfait en principe au vœu généralement exprimé d'une représentation officielle de l'agriculture, elle offre néanmoins dans l'application des difficultés très graves tant sous le rapport du mode de l'élection que*

sous celui des atteintes qu'elle porte à la liberté d'action des sociétés d'agriculture et des comices agricoles. — « Il importe aux besoins de l'agriculture de rendre plus faciles et moins onéreuses les réunions de ses représentants en rapprochant de leurs travaux et de leurs affaires le siège des chambres consultatives afin que celles-ci puissent s'assembler aussi souvent que le réclament les intérêts qui leur sont confiés » — il est urgent enfin de procéder à l'organisation de la représentation agricole.

On ne peut vraiment déguiser plus habilement la volonté bien arrêtée de ne concéder à personne, en dehors du personnel du pouvoir exécutif, la moindre parcelle d'autorité. L'article 3 en effet dispose que : « le préfet désigne dans chaque canton pour faire partie de la chambre d'agriculture un agriculteur notable ayant un domicile ou des propriétés dans le canton ». Ce simple texte rend superflue toute intervention du conseil général, car celle-ci n'était requise que pour délimiter les circonscriptions électorales de chaque comice. Dès lors que le droit d'élection est retiré à ces associations il ne peut plus être question de circonscriptions électorales. Et le conseil général qui, dans le cas où un comice n'aurait pas été formé dans l'une des circonscriptions déterminées par lui, choisissait lui-même les représentants de cette circonscription chargés d'élire les membres de la chambre d'agriculture, fut égale-

ment supplanté dans ses attributions par le préfet qui désormais dans tous les cas nommait directement ces membres. C'est ainsi que l'article 4 de la loi de 1851 cessait de s'appliquer bien qu'il n'eût pas été abrogé expressément.

Telle fut donc la première modification apportée à la législation des comices agricoles. Désormais ceux-ci privés à tout jamais de leur droit électoral restèrent cependant pour la validité de leur constitution soumis à la formalité de l'approbation préfectorale ainsi qu'aux dispositions des articles 291 et suivants du Code pénal et à celles de la loi de 1834 relative aux associations. Quant au préfet, organe d'un pouvoir exécutif très autoritaire ou très indifférent, il peut désormais s'écarter des instructions devenues caduques de la circulaire du 12 août 1851 et se montrer ou très nettement hostile aux associations nouvelles demandant l'autorisation ou bien parfaitement insouciant à leur égard. En revanche la règle qui imposait l'intervention du conseil général pour la fixation des circonscriptions des comices est absolument tombée en désuétude depuis longtemps, ce sont les statuts des comices qui en déterminent l'étendue. Quoi qu'il en soit du reste ces associations perdirent rapidement l'influence éphémère qu'elles avaient pu acquérir grâce à leurs attributions politiques, et elles se cantonnèrent plus que

jamais dans des occupations et des travaux d'intérêt purement pratique et local.

Ce fut là le régime des comices agricoles pendant toute la deuxième moitié du siècle dernier et nulle contestation ne semble possible sur ce point jusqu'en 1901 où l'apparition de la loi du 1^{er} juillet sur les associations paraissait par l'application éventuelle de son article 21 devoir le modifier dans ses bases essentielles, particulièrement en ce qui concerne l'approbation préfectorale. Disons tout de suite qu'il n'en a rien été et que la loi de 1851 s'applique toujours, c'est du moins ce qui ressort pertinemment d'un avis du Conseil d'Etat du 5 mai 1904. Cet avis a d'ailleurs une telle importance au point de vue de la doctrine qu'il convient d'en rapporter en entier les considérants. Voici à propos de quelle affaire cette haute assemblée a été appelée à se prononcer sur le caractère juridique des comices agricoles.

Le comice de Brassac (département du Tarn), afin de pouvoir bénéficier d'une libéralité qui lui était faite, avait sollicité sa reconnaissance comme établissement d'utilité publique auprès du ministre de l'Agriculture. Celui-ci soumit à l'examen du Conseil d'Etat le projet de décret tendant à accorder cette reconnaissance et c'est alors que le Conseil d'Etat émit l'avis suivant : *Vu la loi du 20 mars 1851 et le décret du 25 mars 1852, vu la loi du 1^{er} juillet*

1901. Considérant que la loi du 20 mars 1851 a disposé dans ses articles 1 et 4, qu'il serait établi dans chaque arrondissement un ou plusieurs comices agricoles dont la circonscription serait fixée par le Conseil général sur la proposition du préfet ; que l'article 2, tout en déterminant les personnes capables de faire partie des comices agricoles, porte que le règlement constitutif de chaque comice devra être soumis à l'approbation du préfet. que les attributions des comices ont été indiquées par les articles 5 et 6 ; que si l'article 6 qui appelait les comices agricoles à nommer les membres des Chambres d'agriculture a été complètement abrogé par le décret du 25 mars 1852 sur l'organisation des Chambres consultatives et du Conseil général d'agriculture ; ce décret n'a pas touché à l'article 4 qui a chargé les comices des intérêts agricoles pratiques, du jugement des concours et de la distribution des primes et autres récompenses ; que les dispositions de la loi du 20 mars 1851 maintenues en vigueur par le décret du 25 mars 1852 n'ont pas été abrogées par la loi du 1^{er} juillet 1901 ; qu'ainsi les comices agricoles se trouvent soustraits au droit commun des associations et continuent à être assujettis à un régime spécial qui leur confère le caractère d'institutions d'Etat et en fait des organes de l'administration publique.

Considérant qu'à ce titre ils ne sauraient être recon-

nus comme établissements d'utilité publique; que toutefois, s'ils ne peuvent par ce moyen acquérir la personnalité morale, dont ils ne jouissent pas eux-mêmes, ils sont aptes à bénéficier indirectement des avantages de la vie civile par l'intermédiaire de l'Etat dont ils sont les auxiliaires ;

Considérant au surplus que les comices agricoles, tout en demeurant soumis au régime exceptionnel inauguré par la loi du 20 mars 1851, ne sont pas chargés à titre exclusif de la représentation des intérêts agricoles; que ces intérêts peuvent faire également l'objet soit d'associations régies par le droit commun, soit de syndicats professionnels ou d'associations syndicales ;

Considérant dans l'espèce que le comice agricole de Brassac a été fondé en vertu de la loi du 20 mars 1851 conformément aux dispositions de laquelle un règlement constitutif a été approuvé par arrêté préfectoral du 18 mai 1852, qu'il ne saurait donc être regardé comme une association susceptible d'être reconnue d'utilité publique par application de la loi du 1^{er} juillet 1901 ; qu'il appartient seulement au ministre de l'Agriculture d'accepter au nom de l'Etat avec affectation au dit comice agricole la libéralité dont celui-ci a été gratifié.

Est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'adopter le projet de décret présenté.

C'est net, précis (peut-être même un peu trop) et il faut s'incliner... Et pourtant l'opinion qui consiste

à regarder les comices comme des associations privées purement et simplement, régies par suite par la loi de 1901, peut se défendre en arguant précisément sinon de la lettre même, du moins de l'esprit de la loi de 1851. Sans doute au premier abord on pourrait prétendre que les comices agricoles ne sont pas des « associations » par ce fait seul qu'ils ne résultent pas d'une convention entre leurs membres. L'article 1^{er} de la loi de 1851 dispose en effet qu'« il sera établi dans chaque arrondissement un ou plusieurs comices agricoles ». La forme même de la rédaction de cet article semblerait indiquer qu'il s'agit là d'une prescription obligatoire, de termes absolument impératifs, engageant même malgré elles les personnes qui d'après l'article 2 de la même loi ont le droit de faire partie d'un comice. Et au cas où ces personnes ne voudraient pas d'elles-mêmes se constituer en comices il semblerait que le préfet, dont le rôle est absolument prépondérant en tout ceci, aurait le devoir de choisir telle ou telle de ces personnes pour les nommer membres du comice formé par leur réunion. Mais s'il en était ainsi il faudrait alors reconnaître aux comices à cause même de l'intervention du préfet, représentant du pouvoir exécutif dans le choix et la nomination des membres, un caractère tout à fait officiel et assigner à ceux qui font partie de ces associations une place dans la hiérarchie des fonctionnaires ; on pourrait

les assimiler par exemple à des conseillers de préfecture aux attributions plus particulièrement agricoles. La loi de 1901 ne s'appliquerait évidemment pas. Mais ne serait-ce pas là une opinion exagérée, fautive par cela même, et en contradiction avec l'interprétation qu'il y a lieu de donner à la loi du 20 mars 1851.

Dans l'esprit des auteurs de cette loi, le rôle du gouvernement, représenté par le préfet, devait se borner à faciliter et à encourager la création des comices. Il convient du reste à ce propos de citer les termes mêmes de la circulaire du 12 août 1851 qui élucide parfaitement ce point laissé douteux par la loi. « L'article 1 fait une invitation et non une prescription aux propriétaires ruraux et aux agriculteurs de chaque arrondissement de se grouper pour la défense des intérêts agricoles ». Le législateur ne pouvait, dans une pareille matière, qu'exprimer un vœu et la disposition de l'article 9 prouve qu'il n'a pas entendu faire autre chose : « Vous remarquerez en effet, M. le Préfet, qu'on peut adresser une injonction à des fonctionnaires, mais qu'un comice ne se crée pas avec des fonctionnaires, qu'il se fonde avec des cultivateurs dont le concours souvent onéreux toujours dévoué ne peut pas être décrété. »

Ainsi donc la nature des comices agricoles se trouve en quelque sorte établie par le Pouvoir exécutif lui-même qui d'ailleurs n'a fait que reproduire dans sa dé-

cision la volonté même du législateur mise en évidence dans les travaux préparatoires de la loi. « Les comices sont des associations résultant uniquement de conventions particulières faites librement et spontanément entre certaines personnes sans qu'aucune autorité gouvernementale se soit immiscée au milieu d'elles, autrement que pour leur faciliter les moyens d'arriver au but qu'elles se sont seules proposé. Cette spontanéité des comices est d'ailleurs la seule cause qui leur assurera une certaine durée et un rôle important ; pour avoir pu lutter jadis et pouvoir résister encore aujourd'hui en certains endroits contre le mauvais vouloir et l'indifférence témoignée en haut lieu, il a fallu et il faut encore que ces associations répondent à des besoins réels qui se font impérieusement sentir. Or, il ne paraît pas plus possible à une autorité quelconque de créer d'une façon durable des institutions dépendant uniquement de sa volonté et destinées à satisfaire des besoins décrétés que de faire naître véritablement ces besoins eux-mêmes alors que, simplement artificiels, ils ne correspondraient à aucune exigence de la vie physique ou morale ».

D'autre part, l'administration de l'agriculture a bien fait dresser en 1882 un spécimen de statuts d'un comice ou d'une société agricole ce qui pourrait faire croire que les comices forment l'un des nombreux rouages de l'organisation centrale, mais,

comme l'a déclaré, la circulaire ministérielle du 11 novembre de la même année, ce spécimen est *un cadre dont les lignes principales doivent être respectées, mais dont les détails peuvent varier suivant les besoins locaux*. C'est ce que prouve en outre la discussion qui eut lieu au Sénat dans la séance du 17 décembre 1882 entre le ministre de l'Agriculture M. de Mahy et M. Fournier, sénateur du Cher. Ce dernier se faisant l'écho de tout le monde agricole, ému à juste titre par l'apparition du modèle établi par l'administration, demandait au ministre d'exposer quelles avaient été ses intentions en dressant ce spécimen de statuts pour les comices agricoles.

M. de Mahy, ainsi invité à s'expliquer, répondit brièvement que ce modèle avait été conçu uniquement en vue d'obtenir une certaine unité parmi la diversité des règlements des associations agricoles dans tout le pays et d'éviter par là que des points essentiels, obligatoires d'après la même loi de 1851, fussent omis dans les statuts et de faciliter enfin le travail des fondateurs de comices en signalant à leur attention les différents points qu'ils avaient à régler et en supprimant de cette manière les obstacles que pourrait rencontrer la fondation légale de ces associations ; et il ajoutait que l'émotion causée par M. Fournier n'avait pas sa raison d'être et procédait certainement d'un malentendu regrettable. C'est alors que le sénateur du Cher, se ralliant aux paroles

de M. de Mahy, reconnaissait la méprise presque générale et pour rassurer complètement l'opinion faisait au milieu du Sénat et au nom du ministre la déclaration suivante : *M. le Ministre recommande à l'attention des personnes qui voudraient fonder des comices agricoles un modèle de statuts. Tel est son but principal. Quant aux sociétés existantes, qui sont satisfaites des statuts en vertu desquelles elles fonctionnent, qui n'ont pas l'occasion de les remanier, elles peuvent garder leurs statuts actuels. Seulement, si de nouvelles sociétés s'établissent, il peut être bon pour elles d'avoir un type modèle que leur fournit l'administration, afin d'éviter entre les statuts de trop grandes et de trop nombreuses dissemblances. Lorsque l'administration supérieure devra s'occuper de comices, elle ne sera pas obligée alors de se reporter sans cesse aux statuts particuliers de chaque société, il y aura un type, je le répète, un ensemble de statuts que les associations examineront, étudieront, mais voilà tout et le ministre n'a pas entendu leur imposer chacune des dispositions contenues dans ce modèle. Elles pourront dans toute leur indépendance modifier, suivant le temps, suivant les circonstances, suivant le milieu où ces associations se forment, tel ou tel article de ces statuts. Si j'ai bien compris la pensée de M. le Ministre, il ne s'agit donc là que d'un conseil donné d'une façon générale, d'un ensemble de statuts proposés aux comices à naître et en même temps aux comices qui existent actuellement s'ils*

tiennent pour une cause ou pour une autre à modifier leurs statuts ; mais aucun article n'est spécialement obligatoire. Et M. de Mahy, répondant à cette question indirecte de M. Fournier, déclara qu'il approuvait entièrement les paroles prononcées par son collègue.

Enfin, s'il est permis de trouver une nouvelle preuve à l'appui de l'opinion qui considère les comices agricoles comme des associations privées dans les différents jugements rendus en matière de cotisations et d'engagements des membres vis-à-vis de leur comice, l'on peut s'autoriser de la conformité des décisions judiciaires intervenues à diverses reprises jusqu'en 1901.

C'est dans ce sens en effet qu'ont jugé la Cour d'Appel de Nancy, dans un arrêt du 2 juin 1866 à propos d'une interprétation de règlement intérieur d'un comice, et la Cour de Cassation, dans une décision du 30 janvier 1878 à propos de cotisations dues par les membres d'un comice à la caisse commune de cette association. Ces deux jugements fort intéressants en l'espèce méritent d'être cités avec quelques détails.

En 1866, il s'agissait de réclamations faites par deux membres du comice agricole d'Epinal contre l'élection du président de ce comice et en même temps contre l'exclusion prononcée contre eux par celui-ci. Le 28 décembre 1865, le tribunal civil d'Epinal s'étant déclaré incompétent, sous prétexte que

les comices sont des institutions d'ordre administratif et que les difficultés naissant à l'occasion de leur règlement relèvent du préfet, du ministre et du Conseil d'Etat, la Cour d'Appel de Nancy fut saisie de l'affaire. Elle jugea d'ailleurs très régulière la nomination du président attaquée par les membres en question et parfaitement valable, l'exclusion prononcée par ce dernier contre les demandeurs ; mais en outre la sentence rendue mit en pleine évidence le caractère juridique des comices agricoles. — Ceux-ci bien que ne pouvant s'établir sans l'autorisation du préfet, qui a toujours le droit de les dissoudre, sont des institutions libres qui n'ont point le caractère d'établissements d'utilité publique et dont les règlements ne constituent point des actes administratifs. —

En conséquence, l'autorité judiciaire est pleinement compétente pour statuer sur les difficultés soulevées tant par le comice contre les associés, que par les associés contre le comice, en tant du moins que ces difficultés procèdent de faits qui créent une obligation civile dérivant d'un intérêt appréciable, c'est-à-dire pouvant se résoudre en dommages-intérêts, et non de faits dont l'inexécution, ne pouvant constituer un intérêt appréciable, est impuissante à baser une action civile et judiciaire telle par exemple que l'élection du président et des membres du bureau, élection dans laquelle on ne saurait trouver au point de vue civil en dehors du cas de fraude ou de mau-

vaïse foi un intérêt spécial et personnel pouvant se résoudre en dommages-intérêts pour chacun des membres du comice. — La décision du préfet qui approuve conformément à l'avis du ministre de l'Agriculture la délibération de l'assemblée générale du comice agricole portant nomination de son président est un acte administratif qui ne peut être déféré qu'à l'autorité supérieure compétente et que les tribunaux civils ne sauraient apprécier ou réformer sans excéder leur compétence. —

• Non moins catégorique est l'arrêt de la Cour de Cassation en date du 30 janvier 1878. Le juge de paix de Bréhal (Manche) avait condamné deux membres d'un comice agricole du canton à payer la cotisation qu'ils devaient au trésorier de cette association. Le tribunal de Coutances, auprès duquel appel avait été fait de l'arrêt du juge de paix, infirmait le 16 juin 1875 ce premier jugement en déclarant les tribunaux civils incompétents en l'espèce. Le 30 janvier 1878 la Cour de Cassation annulait à son tour le jugement du tribunal de Coutances et décidait que « *les comices agricoles n'ont pas le caractère d'institutions purement administratives, rentrant dans la catégorie des services publics, mais constituent pour tout ce qui concerne leur organisation intérieure et la direction de leurs intérêts privés des associations civiles indépendantes de l'administration. Par suite l'engagement contracté par un*

des membres d'un comice de verser dans la caisse commune une cotisation annuelle est une obligation privée régie par le droit commun et dont il appartient aux autres membres du comice de réclamer en justice l'exécution. Et cette obligation constituant un engagement purement civil, c'est devant l'autorité judiciaire que l'action pourra être portée. Elle est d'ailleurs individuelle sinon quant à la somme promise du moins par le rapport sous lequel elle a été considérée dans le contrat, et dès lors l'exécution peut en être poursuivie individuellement par chacun des membres du comice.

Ajoutons enfin en terminant cette discussion que s'il est vrai que les comices agricoles, chargés à l'origine d'élire les membres des chambres consultatives d'agriculture, présentaient par là même quelque apparence de faire partie de la hiérarchie administrative, en en étant pour ainsi dire le premier rouage, il ne résulte pas de ce simple fait que les comices soient des services publics véritables faisant partie intégrante de l'administration, et la meilleure preuve à donner en faveur de cette opinion c'est qu'aujourd'hui la loi reconnaît des droits analogues aux syndicats professionnels pour l'élection des membres du Conseil du travail et cependant tout le monde ne considère ces syndicats tout au plus que comme des établissements d'utilité publique, c'est-à-dire des établissements ayant une origine entièrement privée.

En outre cet argument qui pouvait avoir à la rigueur quelque force autrefois ne peut plus en présenter aucune aujourd'hui, puisque la fonction élective des comices, qui était à l'époque une de leurs attributions principales, leur a été retirée par le décret de 1852. Telles sont les différentes raisons qui peuvent jusqu'à un certain point, il faut le reconnaître, permettre de ranger les comices agricoles au nombre des associations privées soumises aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901.

D'autant que cette dernière loi dans son article 21 abroge en principe tous les textes contraires à ses dispositions, et que cette abrogation n'est pas limitée, mais générale suivant l'expression qui termine le paragraphe 1 de cet article. Il n'est admis d'ailleurs à ce principe que des exceptions formellement édictées par le paragraphe 2 du même article, et c'est pourquoi, d'après certains auteurs, la loi du 20 mars 1851 est et demeure abrogée tacitement, tout au moins en tant que les dispositions qu'il en reste restreignent la liberté reconnue par la loi nouvelle aux associations.

Eh bien ! nous ne partageons pas l'opinion des éminents auteurs (1) qui ont soutenu cette doctrine en s'appuyant sur le texte de l'article 21. Ce dernier est en effet ainsi conçu : « Sont abrogés les articles 291, 292, 293 du Code pénal ainsi que les dispositions de

1. Trouillot et Chapsal. *Du contrat d'association*.

l'article 294 du même Code relatives aux associations... le paragraphe 2 article 2 de la loi du 24 mai 1825, le décret du 31 janvier 1852 et généralement toutes les dispositions contraires à la présente loi. Il n'est en rien dérogé pour l'avenir aux lois spéciales relatives aux syndicats professionnels, aux sociétés de commerce et aux sociétés de secours mutuels. »

Ainsi, d'une part, ce texte n'abroge pas expressément la loi du 20 mars 1851 relative aux comices agricoles et, d'autre part, il ne dit pas qu'il n'est en rien dérogé pour l'avenir aux lois spéciales relatives aux comices agricoles.

Cela étant, il est difficile d'admettre que la loi de 1901 déroge *a contrario* à la loi du 20 mars 1851. C'est, en effet, un principe certain de notre législation positive qu'une loi générale ne déroge pas sauf disposition expresse à une loi spéciale (1). Dès lors, il devient nécessaire de décider que la loi du 21 mars 1851, spéciale aux comices agricoles, n'a pas été abrogée par la loi du 1^{er} juillet 1901, générale à toutes les associations. Au reste l'application de cette règle, déjà posée par l'avis du Conseil d'Etat du 5 mai 1904, a été faite plus récemment par la Cour de Cassation dans un arrêt rendu le 13 novembre 1906. Etant donné son importance il convient d'en rappeler les termes et c'est ce que nous allons faire ici.

1. Aubry et Rau, t. I, p. 259. — Baudry-Lacantinerie et Hugues Fourcade, t. I, p. 119.

Un certain M. de la Barre, membre du comice agricole de Château-Thierry, avait refusé de payer sa cotisation, alléguant que le comice, non fondé sous le régime de la loi de 1901, n'avait pas d'existence légale et par suite que son trésorier n'était pas qualifié pour réclamer la cotisation due par ses membres conformément aux statuts. Le tribunal de Château-Thierry lui avait donné gain de cause au détriment du comice agricole dont les membres s'étaient alors adressés à la Cour d'appel d'Amiens qui, le 22 mars 1906 avait cassé le premier jugement et condamné M. de la Barre. Ce dernier s'était alors pourvu devant la Cour de Cassation dont la Chambre des Requêtes, après avoir entendu le rapport de M. le conseiller Puech, la plaidoirie de M. Defert et les conclusions contraires de M. l'avocat général Bonnet, a statué en ces termes :

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des articles 2, 5, 6, 7 et 21 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et fausses applications des articles 2 et suivants de la loi du 20 mars 1851.

Attendu que si les comices agricoles ne forment pas de sociétés civiles ordinaires, ils constituent des associations d'individus dont la loi du 20 mars 1851 a déterminé les conditions d'existence et l'objet, que le législateur les a considérés pour tout ce qui concerne leur organisation intérieure et la direction de

leurs intérêts privés comme des associations libres dans les limites tracées par leurs règlements, dont l'approbation par le préfet a paru là seule condition nécessaire à la garantie de leur bon fonctionnement ; que l'établissement matériel d'un comice agricole et l'accomplissement de sa mission pour l'organisation des concours et la distribution des récompenses impliquent nécessairement la création d'une caisse commune formée au principal par les cotisations des sociétaires, que l'engagement pris par un membre du comice de verser dans cette caisse une cotisation annuelle, forme donc une obligation personnelle régie par le droit commun, et dont les membres du comice ont le droit d'exiger et au besoin de poursuivre en justice l'entière exécution.

Attendu que les dispositions de la loi du 20 mars 1851 maintenues en vigueur par le décret du 26 mars 1852 n'ont pas été abrogées par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Attendu qu'en rejetant la prétention de de la Barre qui tendait à la dissolution du comice de Château-Thierry par le motif que faute de s'être soumis aux prescriptions de la loi du 1^{er} juillet 1901, il n'aurait pas d'existence légale et que la perception des cotisations de ses membres aurait été faite sans droit, l'arrêt attaqué loin de violer les articles de la loi visés au pourvoi en a fait au contraire une exacte application.

Pour ces motifs, rejette...

En résumé, et comme conclusion, nous dirons donc que les comices agricoles sont sinon des « institutions d'Etat », ce qui est peut-être aller un peu loin, mais assurément des associations privées, soustraites au droit commun établi par la loi de 1901, et soumises à la surveillance de l'administration conformément aux dispositions de la loi du 20 mars 1851.

Il est certain que de la sorte les comices ne risquent pas de se laisser entraîner à mésuser des subventions qui leur sont allouées ; les pouvoirs publics leur en distribuent annuellement un chiffre assez considérable pour avoir le droit et même le devoir de s'assurer si celles-ci en tout ou en partie ne sont pas détournées de leur but.

Ici peut trouver place une question dont l'examen mérite de retenir l'attention, c'est la suivante : Quelle est la capacité juridique des comices régis par la loi de 1851, ou mieux même, les comices agricoles sont-ils au point de vue de la personnalité civile dans une situation analogue à celle des associations placées sous le régime de la loi de 1901 ?

Pour résoudre cette question, il convient de l'étudier en se plaçant successivement dans les trois cas de comparaison ci-dessous : 1^o comices et associations non déclarées ; 2^o comices et associations déclarées ; 3^o comices et associations d'utilité publique.

Dans le premier cas, la réponse n'est pas douteuse

si l'on veut prendre la peine de rapprocher, non pas les textes des lois de 1851 et de 1901, puisque la première d'entre elles est absolument muette sur le point qui nous occupe, mais bien l'ensemble de la jurisprudence antérieure à la loi de 1901 et l'article 2 de cette même loi tel que l'a commenté au Sénat le rapporteur lui-même du projet.

Il est avant tout un fait certain. Les comices fondés sous l'empire de la loi de 1851 n'ont pas légalement, malgré l'intervention du préfet dans leur constitution, une personnalité civile distincte de celle de leurs membres. L'autorisation, en effet, qui d'une association fait un être moral juridique complet, c'est-à-dire une personnalité véritable ayant son existence propre, capable de contracter, de posséder, d'ester en justice par elle-même en son nom, est celle-là seulement qui est accordée par le gouvernement en la forme des règlements d'administration publique.

Dans ces conditions, l'approbation que le préfet donne aux statuts d'un comice n'équivaut pas à l'autorisation du pouvoir souverain accordé dans la forme ci-dessus ; elle a seulement pour effet de rendre l'association, qui en est l'objet, licite, au point de vue de la loi. En conséquence, les comices agricoles sont en droit incapables d'acquérir ou de contracter et par suite d'ester en justice en leur propre nom : les membres qui les composent ont seulement

la faculté pour leurs intérêts collectifs de faire toute stipulation utile et d'exercer conjointement tous les droits qui leur appartiennent individuellement, mais à la condition, toutefois, qu'ils interviennent chacun en son nom personnel dans les contrats relatifs à leurs intérêts communs. C'est ainsi que dans les ventes aux membres des comices, des animaux achetés par eux, il est de règle de considérer que l'achat de ces animaux en vue de la revente, opération qui ne constitue pas d'ailleurs un acte de commerce puisqu'elle n'a pas pour but de faire réaliser aux comices un gain quelconque, mais bien uniquement de favoriser les progrès de l'agriculture, que cet achat, disons-nous, est fait au nom et des deniers des membres des comices qui en sont devenus par suite copropriétaires, et qu'ainsi la revente aux enchères non publiques du reste, mais à tels ou tels d'entre eux est une véritable licitation entre intéressés. C'est pourquoi cette vente peut être faite sans l'intervention de courtiers de marchandises ou de commissaires-priseurs. Telles sont d'ailleurs les décisions des arrêts de la Cour d'Appel de Paris du 13 juillet 1875 et de la Cour de Cassation du 6 mars 1877.

Toutefois la jurisprudence avait admis, pour atténuer les inconvénients résultant de la règle générale, que certaines associations, constituées avec le concours et l'approbation de l'autorité publique dans un but d'intérêt général, au nombre desquels figu-

raient les comices agricoles, étaient revêtues d'une individualité véritable et que leurs administrateurs avaient qualité pour agir en justice toutes les fois que les statuts leur confiaient ce pouvoir spécial d'une manière formelle.

C'est ce qui ressort d'un arrêt de la Cour d'Appel de Nancy, en date du 2 juin 1866, qui déclare que les actions fondées sur des actes qui sont l'œuvre même du comice, comme par exemple l'action en nullité contre une décision de ce dernier, doivent être intentées contre le comice tout entier, à moins que le Président n'ait pris lui-même par délégation expresse de l'association les mesures occasionnant ces actions. De même la Cour de Cassation dans un arrêt du 30 janvier 1878 a décidé que l'exécution des obligations des membres du comice envers ce comice lui-même, telles que, par exemple, celle de verser des cotisations, constituant du reste un engagement purement civil pouvait être poursuivie par chacun des membres du comice ou par son président, si les statuts de l'association lui réservaient ce droit. Cette même Cour de Cassation est allée d'ailleurs encore plus loin dans ses décisions, puisque à la date du 6 mars 1877, elle permettait à un comice agricole, dans l'espèce, celui de Saint-Dizier, de vendre aux enchères les animaux acquis par lui, non seulement aux membres de l'association, mais encore à toutes personnes, sous l'unique condition que celles-ci feraient

séance tenant la déclaration qu'elles veulent faire partie de l'association et avec l'intervention nécessaire en ce cas de commissaires-priseurs, ce qui suppose au moins implicitement que le comice agricole représenté par son président avait pu à un moment donné devenir lui-même propriétaire véritable des animaux dont il disposait par la suite.

Or cette sorte de capacité juridique absolument reconnue aujourd'hui, bien que dépendant en somme tacitement de l'interprétation des juges ne peut même pas être admise pour les associations non déclarées de la loi de 1901. Ce texte, en effet, interdit absolument à toutes les associations non déclarées d'emprunter à chacun de leurs membres une portion de leur personnalité pour la faire servir aux intérêts collectifs et non seulement elle n'entend pas que ces associations constituent des êtres de raison, mais encore elle prohibe toute convention formelle ou tacite destinée à leur procurer par une voie détournée les avantages de la vie civile. L'article 17 dispose en effet : « Sont nuls tous actes entre vifs ou testamentaires à titre onéreux ou gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée ou toute autre voie indirecte ayant pour objet de permettre aux associations légalement ou illégalement formées de se soustraire aux dispositions de l'article 2. »

Et les associations non déclarées sont non seu-

lement incapables de recevoir de l'Etat, des départements ou des communes une subvention quelconque, mais même, le rapporteur de la loi au Sénat l'a dit, de percevoir des cotisations de leurs membres.

La situation de ces associations est donc certainement de beaucoup inférieure à celle que les comices occupent sous l'empire de la loi de 1851.

Dans le deuxième cas, au contraire, les associations déclarées se trouvent posséder de plein droit et par le seul fait de leur déclaration une personnalité morale sans doute limitée, mais qui leur permet néanmoins, sans aucune autorisation spéciale, suivant l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901, d'ester en justice, d'acquérir à titre onéreux, de posséder et administrer en dehors des subventions de l'Etat, des départements et des communes, les cotisations de leurs membres, le local nécessaire à leur administration et enfin les immeubles nécessaires à l'accomplissement de leur but. Elles ont donc bien le même degré de capacité juridique que les comices agricoles.

Enfin, dans le cas d'associations reconnues d'utilité publique, les comices agricoles ne peuvent évidemment plus soutenir la comparaison puisqu'il ne leur est pas possible comme à celles-ci, de faire, aux termes de l'article 1 de la loi de 1901 « tous les actes de la vie civile qui ne sont pas interdits par leurs statuts », tels que acquisitions, emprunts, ventes, hypothèques quelconques et en général toutes les opé-

rations ayant pour but la conservation ou la gestion du patrimoine. Le tout, bien entendu, sous réserve cependant de ne posséder que les immeubles nécessaires à leur but, de ne placer leurs valeurs mobilières qu'en titres nominatifs, et enfin de n'accepter les dons ou legs, dégrevés d'autre part de toute condition étrangère à leur œuvre, qu'après autorisation soit du préfet, soit du Conseil d'Etat, suivant la valeur du don ou du legs.

Nous terminons ici l'étude de la constitution au point de vue juridique des comices agricoles, nous allons voir dans le chapitre suivant comment ces comices agricoles, une fois constitués, fonctionnent et atteignent la fin qu'ils se proposent.

CHAPITRE II

FONCTIONNEMENT DES COMICES AGRICOLES

Comme toute association, les comices ont, pour régler les rapports de leurs membres entre eux et pour définir les droits réciproques de leurs adhérents et des tiers, des statuts dont la rédaction est laissée du reste au libre arbitre de leurs fondateurs.

En effet, bien que naturellement ces statuts, sortes de règlements intérieurs, doivent poser les bases de l'organisation et du fonctionnement des comices, ces groupements restent entièrement libres d'adopter sur tous les points réglementés telles dispositions qu'il leur plaira. La seule restriction ou plutôt la seule condition imposée par la loi de 1851 est que le règlement constitutif, c'est-à-dire les statuts délibérés et votés par les membres fondateurs soient soumis à l'approbation préfectorale. C'est ce qui ressort de la circulaire du 12 août 1851.

§ 2. — « La loi fait une invitation et non une injonction aux propriétaires ruraux et aux agriculteurs de chaque arrondissement de former des comices. En con-

séquence, dans les localités privées d'associations agricoles, l'administration doit se borner à en faciliter et à en encourager la création, en laissant aux agriculteurs toute liberté pour la rédaction du règlement, la fixation du chiffre des cotisations annuelles, en un mot pour tous les détails d'organisation de ces associations. »

Toutefois le visa préfectoral de 1851 constaté par un arrêté approubatif inséré au recueil des actes administratifs du département est évidemment subordonné, non seulement à la non-introduction dans les statuts de dispositions contraires à l'ordre public, mais encore à l'existence dans ces mêmes statuts de prescriptions réglant des points essentiels sans lesquelles le comice ne saurait exister ou fonctionner.

C'est pourquoi tant en vue de faciliter la rédaction des statuts d'un comice agricole que pour établir entre tous une certaine unité ou du moins une certaine uniformité et surtout pour éviter que des points essentiels fussent omis, l'administration de l'Agriculture a fait dresser en 1882 un spécimen de statuts pour comice ou société agricole. Mais il faut le répéter, ainsi du reste que l'a déclaré la circulaire ministérielle du 11 novembre 1882 : *C'est là un cadre dont les lignes principales doivent être respectées mais dont les détails peuvent varier suivant les besoins locaux.* Et la discussion au Sénat du 27 décembre suivant a bien spécifié que *le ministère n'avait pas*

entendu imposer chacune des dispositions contenues dans ce modèle, et que ces associations pourraient dans toute leur indépendance modifier suivant le temps, suivant les circonstances, suivant le milieu où elles se forment, tel ou tel article de ces statuts.

Ce spécimen de 1882 devant donc servir d'exemple à la plupart des comices agricoles pour la confection de leurs statuts, il convient d'en analyser brièvement la teneur.

La création de l'association nouvelle étant le premier fait à porter à la connaissance des tiers et des membres eux-mêmes, l'article 1 en donne tout d'abord la déclaration dans ces termes. « Il est créé entre les soussignés et les personnes qui souscrivent les présents statuts une association agricole sous le titre de comice agricole de... »

Et l'article 2 détermine immédiatement ensuite le périmètre embrassé par le nouveau comice de la façon suivante : « L'association étend son action sur le département, arrondissement, canton. Elle a son siège à... » Enfin l'article 3, complétant les informations précédentes, définit le but du groupement nouveau et énumère quelques-uns des moyens qu'emploiera celui-ci pour arriver à son but. C'est ainsi qu'il dispose que : « l'association a pour but de seconder le développement des progrès de l'agriculture (ou d'une branche déterminée de l'industrie agricole, de l'horticulture, de l'art vétérinaire, etc.) dans la

circonscription qu'elle embrasse. A cet effet, l'association tient chaque année un concours ou plusieurs, distribue des récompenses, ouvre des conférences, publie un journal mensuel, bi-mensuel ou trimestriel, etc. »

Ces indications d'ordre général, mais essentielles, étant données, le spécimen de 1882 entre dans les détails de l'organisation et de l'administration de l'association agricole : En effet, les articles 4 et suivants jusqu'y compris l'article 7 énoncent les conditions que doivent remplir les futurs membres du comice en dehors des fondateurs pour pouvoir entrer dans l'association ainsi que les formalités à accomplir par ceux-ci ; ils prévoient également le cas où un associé désire ne plus en faire partie.

Peuvent donc devenir membres du comice agricole, lorsque bien entendu ils en ont fait la demande, et ont été ensuite acceptés comme tels suivant les prescriptions des statuts à cet égard, d'un côté les agriculteurs, propriétaire fermiers ou colons, ainsi que les personnes s'occupant de sciences, d'industrie de commerce ou de travaux ayant des rapports avec l'agriculture, domiciliés ou propriétaires dans la circonscription de l'association, d'autre part les agriculteurs et les personnes s'occupant de sciences ou de travaux ayant des rapports avec l'agriculture et qui sont étrangers à la circonscription, puis enfin à titre de membres honoraires ou correspondants

des personnes qui ne remplissent pas les conditions ci-dessus.

Mais ces trois catégories de membres ne sont pas, pourrait-on dire, également éligibles, et n'ont pas de droits égaux. Tandis que les personnes de la première catégorie, sans distinction d'ailleurs de leur situation légale vis-à-vis du sol qu'elles cultivent, ou font cultiver, peuvent toujours faire partie de l'association, quel que soit leur nombre par rapport à l'ensemble des adhérents, les personnes de la deuxième catégorie, étrangères à la circonscription du comice ne peuvent être admises que dans les limites d'un maximum fixé au cinquième du chiffre total des associés.

Cette disposition s'explique facilement si l'on réfléchit que le comice étendant son action sur un champ nettement déterminé, nous l'avons vu par l'article 2, doit avant tout renfermer dans son sein des personnes qui, précisément, possèdent ou détiennent à un titre quelconque des biens, sans doute de nature diverse, mais situés dans ce champ d'action même ; de sorte que, les décisions, prises par le comice à leur sujet, représentent bien la volonté de la grande majorité des adhérents, et non pas l'expression plus ou moins grande d'individus en somme étrangers à la région et dont les intérêts peuvent être dans certains cas absolument opposés à ceux des membres locaux.

Toutefois, si juste que soit cette disposition, il faut

bien le dire, elle est évidemment d'une certaine élasticité en ce sens que le maximum prévu peut être reculé ou au contraire rapproché, suivant le besoin ; car certainement nous nous trouvons ici en présence d'une de ces stipulations essentiellement modifiables avec les circonstances, le temps et le milieu pour lesquelles le législateur de 1882 a voulu donner toute liberté de rédaction.

Il n'en va pas tout à fait de même en ce qui concerne les prescriptions relatives aux membres honoraires et aux correspondants. Pour ceux-ci en effet, une autre question se pose ? Faut-il non seulement que leur nombre soit limité par rapport à l'ensemble des adhérents, mais encore et aussi doivent-ils avoir, étant donné leur situation spéciale vis-à-vis des autres membres du comice, les mêmes droits que ces derniers ?

La circulaire de 1882 a résolu la question de la manière suivante : « Il pourra en outre être admis des membres honoraires ainsi que des correspondants, mais ces derniers n'auront jamais que voix consultative dans les délibérations et ne pourront participer aux votes ».

Comme on le voit, ladite circulaire n'a rien prévu en ce qui touche le chiffre d'admission de ces membres honoraires ou correspondants ; et cela se comprend, puisque les personnes de cette catégorie ne peuvent jamais avoir voix délibératrice ni par con-

séquent participer effectivement aux décisions prises. Il est bien certain, qu'avec cette disposition restrictive en somme, il ne devient d'aucun danger de les admettre dans l'association sans limitation de nombre, d'autant mieux que parfois il peut y avoir avantage évident, avant de prendre une décision, à avoir l'avis de plusieurs personnes moins directement intéressées que les autres à la future détermination. C'est pourquoi en présence de ces considérations il semble qu'il y ait lieu d'estimer cette disposition relative aux membres honoraires et correspondants comme intangible dans son fond et dans sa forme.

Nous passons maintenant à l'exposé des formalités qui entourent l'admission d'un nouveau membre. C'est l'article 5 qui nous les fait connaître en ces termes : « Quiconque désire faire partie de l'association, adresse à cet effet, au président, une demande dans laquelle il s'engage à se soumettre aux dispositions des présents statuts, ou doit faire présenter sa candidature par deux membres qui déposent son engagement de se soumettre aux statuts. La demande est communiquée par le président de l'association dans la première séance qui suit et le nom du candidat est immédiatement affiché sur un tableau dans la salle des séances. A la séance suivante, l'assemblée vote sur l'admission ou le rejet de la demande. L'élection est faite à la majorité des membres présents et le can-

didat, s'il a été admis, prend rang immédiatement ».

De toutes les dispositions qui composent cet article et qui ont pour objet la forme même de l'admission d'un nouveau membre, il n'y en a qu'une seule qui ne puisse varier, c'est-à-dire qui ne puisse être au besoin supprimée, c'est celle relative au laps de temps qui doit s'écouler entre la présentation d'un nouveau membre et son admission.

Quelles que soient les formes adoptées par les statuts d'un comice, elles doivent toujours être combinées de manière à ne jamais admettre un nouvel adhérent immédiatement après sa présentation, et cela afin d'éviter des supercheries grossières sans doute, mais légitimes, sauf disposition contraire du règlement, au moyen desquelles on a parfois, le cas s'est présenté pour quelques associations d'un caractère indirectement politique, cherché à déplacer la majorité pour mettre l'association sous la direction de certains membres guidés non par l'intérêt agricole général, mais par des mobiles ambitieux entièrement personnels.

C'est évidemment dans le même but qu'ont été édictés les articles 6 et 7 relatifs tous deux à l'abandon de l'association par un de ses membres, soit que cet abandon provienne d'une exclusion prononcée contre lui, cas envisagé par l'article 6, soit qu'il résulte d'une démission volontaire spontanément offerte, hypothèse étudiée dans l'article 7. Mais c'est surtout

bien entendu dans le cas de l'article 6 que le but visé ressort particulièrement.

L'auteur de la circulaire s'est en effet proposé d'empêcher tout déplacement injustifié de la majorité par le moyen d'une ou plusieurs exclusions trop hâtivement prononcées ou sans les garanties de régularité et de justice nécessaires, la plupart du temps dans un but intéressé tout personnel et souvent en complète opposition avec l'intérêt général de l'association. Aussi l'article 6 en question a-t-il pris soin de fixer rigoureusement et limitativement les conditions dans lesquelles pouvait être prononcée l'exclusion et les formalités qui devaient indispensablement entourer cette mesure.

Il proclame effectivement « qu'aucun membre de l'association ne peut être exclu si ce n'est pour cause d'indignité et par une décision de l'assemblée générale prise après délibération ». Et pour renchérir encore sur l'importance qu'il donne à cette décision en l'espèce, il ajoute que « dans ce cas il est procédé comme pour l'admission, et le membre doit être appelé pour répondre aux griefs invoqués contre lui ». C'est là une règle inflexible et qui constitue, tant dans son fond que dans sa forme, une disposition aussi essentielle que celle concernant l'admission dont elle n'est d'ailleurs, à vrai dire, que le corollaire obligé, en sorte que son absence dans les statuts d'un comice ferait perdre à ceux-ci toute valeur et

serait vraisemblablement un obstacle à l'approbation préfectorale.

Mais nous ne nous attarderons pas d'avantage à l'examen de cet article et passerons au texte suivant concernant la démission volontaire et qui est ainsi rédigé : « Chaque associé a le droit de se retirer à toute époque de l'association, mais il doit faire connaître son intention au plus tard avant le 1^{er} décembre de l'année par une lettre adressée au président. Au point de vue de la cotisation cette décision n'a son effet qu'à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit la notification au président . » Il n'y a là, on le voit, qu'une application pure et simple des dispositions du Code civil relatives au contrat de société. Elle est conforme à la loi de 1901 qui a formellement stipulé dans son article 4 que pour toutes les associations à durée illimitée, ce qui est le cas des comices agricoles, chaque membre pouvait s'en retirer en tout temps après paiement des cotisations échues et de l'année courante, et cela nonobstant toute clause contraire.

Ici se termine la partie du spécimen modèle relative à l'organisation du comice agricole. Avec l'article 8 et les suivants jusques et y compris l'article 25 nous entrons plus spécialement dans l'administration proprement dite de l'association. Ce mot est d'ailleurs inscrit en toutes lettres dans le libellé même de l'article 8 qui déclare que l'association est

administrée « par un bureau composé de : un président, un ou plusieurs vice-présidents, un trésorier, un secrétaire. D'ailleurs cette énumération n'est pas limitative, car le bureau d'un comice peut encore comprendre si le besoin s'en fait sentir, un vice-trésorier, un vice-secrétaire, un archiviste ou une bibliothécaire et même plusieurs administrateurs spécialement désignés.

Mais quelle que soit la composition de ce bureau, le préfet ou le sous-préfet de l'arrondissement sont toujours, suivant l'article 8, présidents d'honneur de droit tandis que le maire de la ville, siège de la société, en est le vice-président d'honneur.

Les dispositions qui suivent concernent la présidence des séances du comice agricole. « Les président et vice-président d'honneur président les séances de l'assemblée générale auxquelles ils assistent lorsqu'ils réclament ce droit. Ils peuvent se faire représenter, mais sur place seulement, les registres des délibérations du bureau et de l'assemblée générale et s'en faire délivrer copie ; mais ils ne doivent point s'immiscer dans l'administration de la société ni participer aux délibérations du bureau en dehors de l'assemblée générale. Le préfet ou le sous-préfet et le maire ne peuvent désigner personne pour les remplacer dans les fonctions de président et de vice-président d'honneur ».

Nous arrivons alors à l'article 9 dont le texte a

trait à la nomination des membres du bureau. Cet article spécifie que « ces membres sont élus pour une période de trois, quatre ou cinq ans et demeurent toujours rééligibles soit à leur sortie immédiate du bureau, soit après délai déterminé. — Le renouvellement a lieu du reste par tiers, quart ou cinquième. Un tirage au sort déterminant pour la première fois ceux des membres qui sortent pendant les deux, trois ou quatre premières années. »

Les dispositions de cet article sont complétées par celle du suivant qui règle plutôt les formalités même de l'élection en ce qui concerne le mode du vote : C'est ainsi qu'il dispose que : « l'élection des membres du bureau a toujours lieu dans la séance du mois de... ce mois étant le premier ou le dernier de l'année de manière que le vote ait lieu soit dans la première soit dans la dernière séance de l'année en cours. Les associés sont convoqués par lettres individuelles avec indication de l'ordre du jour. L'assemblée ne peut voter valablement que si elle réunit un chiffre d'associés représentant la majorité plus un du nombre total des membres composant l'association. Si cette condition n'est pas remplie, la séance est ajournée (à huitaine ou à quinzaine) et de nouvelles lettres portant convocation, avec ordre du jour, sont adressées aux associés. Dans cette seconde séance, les votes sont valables quel que soit le chiffre des membres présents. Le vote doit

avoir lieu au scrutin (individuel ou de liste) et réunir pour la validité de l'élection la majorité des membres présents ». Toutefois l'on peut décider qu'à un second tour de scrutin la majorité relative sera suffisante pour valider l'élection.

Comme on le voit, les deux articles précédents consacrent nettement le principe de l'élection pour le choix des membres du bureau.

Après la première lecture de l'article 8, on aurait pu craindre que leur nomination par le Pouvoir exécutif quel que fût d'ailleurs ce pouvoir, fut la règle ; mais à bien examiner le texte même et en réfléchissant quelque peu aux restrictions indiquées, sans la moindre ambiguïté d'ailleurs, en ce qui concerne les droits du préfet, sous-préfet ou maire, en tant que le président ou vice-président d'honneur, on était parfaitement amené à croire que le principe de l'élection par leurs pairs serait admis, en théorie tout au moins, pour les futurs membres du bureau, quitte au préalable, à faire ratifier ensuite cette élection par le gouvernement. Eh bien cette dernière éventualité n'est même pas à envisager, les dispositions de l'article 8 sont très nettes : le rôle du Pouvoir exécutif se borne en tout et pour tout à présider officiellement et même non nécessairement les assemblées générales du comice et à prendre connaissance, s'il le désire, des décisions prises, mais sans s'immiscer le moins du monde dans son administration, et cela ni directement

en prenant part au vote, ni indirectement en faisant voter des personnes nommées par lui.

Ce point bien mis en évidence, nous passerons de suite à l'étude des devoirs et des droits du président ou pour mieux dire d'un seul mot à ses fonctions, et c'est l'article 11 qui nous les fera connaître. En voici la teneur : « Le président dirige les travaux de la société, préside les séances, dont il a seul la police, conduit les délibérations, recueille les votes et en publie le résultat. Il est de droit membre de toutes les commissions et des jurys des concours dont il prend la présidence lorsqu'il participe à leurs travaux. Il ordonne les dépenses et représente la société conjointement avec les autres membres du bureau dans la gestion des affaires et la défense des droits de l'association. Conjointement avec le secrétaire, il signe la correspondance ainsi que les diplômes et certifie les pièces dont l'authenticité doit être établie. Dans les votes du bureau comme dans ceux de l'assemblée générale, s'il y a égalité de voix, celle du président est prépondérante. »

En somme, d'après ces dispositions, la situation du président peut se résumer de la manière suivante : Vis-à-vis des autres membres de l'association, il est le directeur, si l'on veut le premier, non seulement au point de vue de leurs travaux, mais encore à celui de l'exécution de leurs décisions adoptées par la majorité. Vis-à-vis des personnes étrangères à

l'association, il est de celle-ci le seul représentant, cas il est le seul qualifié pour passer en son nom tous traités, marchés, contrats quelconques, emportant pour la société et les tiers des obligations bilatérales.

Ce n'est donc pas le secrétaire ni le trésorier, ni même des administrateurs spéciaux qui par leur seule signature pourraient en quoi que ce fût engager la responsabilité de l'association ; car si l'article relatif au président que nous venons d'étudier est formel dans ses termes, ses suivants les numéros 13 et 14 concernant spécialement les différentes personnes précitées ne le sont pas moins.

Le premier stipule en effet que « le trésorier est uniquement chargé de recevoir les sommes revenant à l'association et d'acquitter toutes les dépenses après qu'elles sont ordonnancées par le président. De plus il doit tenir la comptabilité de l'association ». C'est donc à la fois un comptable véritable, et un caissier dont le rôle est absolument identique à celui du comptable ou du caissier d'une maison de commerce, et qui par suite remplit la même fonction et dans les mêmes limites.

L'article 14 de son côté déclare que « le secrétaire fait les convocations, tient le registre des délibérations du bureau de l'assemblée générale ainsi que la correspondance qu'il signe avec le président, délivre les diplômes ainsi que toutes les pièces dont la

présentation est réclamée et jugée utile et en certifie l'authenticité ».

Lui aussi n'est donc que le « porte-parole » pour ainsi dire du président, soit vis-à-vis des membres du comice qu'il convoque et avertit de toutes les communications utiles, soit vis-à-vis des tiers, car s'il délivre à ceux-ci des diplômes ou des pièces quelconques en en certifiant l'authenticité, c'est toujours sous la responsabilité du président qui doit chaque fois mettre au bas de la pièce en question sa signature indispensable à la validité même de la pièce.

Tel est le rôle du secrétaire, lorsque la société a nommé un archiviste : correspondance, enregistrement des délibérations du bureau, délivrance des diplômes sont les seuls actes qu'il ait, de par sa fonction même, à accomplir dans les conditions ci-dessus indiquées ; mais lorsque la société n'a pas d'archiviste ni de bibliothécaire, le secrétaire est aussi chargé de rédiger le bulletin, soumis au bureau du reste avant l'impression, d'en surveiller la publication, de tenir les archives, la bibliothèque et enfin de veiller à la conservation du matériel et des collections.

Quant aux membres du bureau d'après l'article 15 « ils se réunissent d'office chaque mois le 1^{er}, 2^e, 3^e. lundi, mardi, etc., sans convocation spéciale, mais bien entendu peuvent être convoqués extraordinairement par le président. Il est tenu un registre spé-

cial des délibérations du bureau. Ce registre est communiqué sur place à tout associé qui le requiert. Les délibérations du bureau ne sont valables qu'autant qu'elles sont prises par la majorité plus un des membres dont il se compose. Le procès-verbal de chaque séance du bureau doit toujours mentionner en tête le nom des membres présents. Il est signé par le président et le secrétaire. » A ces obligations des membres du bureau ainsi exposées, il est une sanction en cas d'inexécution, c'est la démission du membre qui n'y a pas satisfait, démission prononcée d'office dans les conditions suivantes qui précisément font l'objet des deux derniers paragraphes de l'article 15 à savoir : « Tout membre du bureau qui aura manqué d'assister à trois séances consécutives sera considéré comme démissionnaire et remplacé par l'assemblée dans la séance qui suivra la déclaration de vacance (ou dans la séance réservée aux élections). Et le membre ainsi déclaré démissionnaire ne peut être réélu avant la première deuxième, troisième année qui suit celle où il a été privé de ses fonctions. »

Ici se termine l'alinéa 3 du spécimen de 1882 intitulé en propre « Administration ». Les deux suivants, bien que se rattachant étroitement à l'administration, font l'objet de rubriques spéciales en raison de l'importance des matières qu'ils traitent.

Les articles 16, 17, 18, rangés sous l'alinéa 4 ont

trait aux ressources de l'association. Le premier a pour but de définir dès l'abord en quoi consistent ces ressources : ce sont avant tout les cotisations des membres de l'association, puis les subventions de l'Etat, des départements ou des communes ; mais tandis que celles-ci sont entièrement facultatives en ce sens qu'elles peuvent ne pas exister sans pour cela entraîner l'inexistence de l'association, celles-là sont obligatoires et c'est précisément ce qu'explique clairement l'article 17. « Chaque membre, stipule cet article, est tenu de payer une cotisation annuelle fixée à..... Par exception, cette cotisation est réduite à..... pour les instituteurs, les secrétaires ruraux, les garçons jardiniers », etc., et il ajoute : « La cotisation est due pour l'année entière, quelle que soit l'époque à laquelle le membre a été admis ou s'est retiré ».

Ces dispositions sont formelles, en ce sens qu'une cotisation doit nécessairement être perçue de chaque membre du comice, mais il peut être admis par les statuts que chaque associé aura le droit de se rédimmer de la cotisation annuelle au moyen d'un versement d'une somme déterminée qui devra alors être capitalisée. Dans ce cas, en effet, le versement de cette somme peut être considéré à juste titre comme l'équivalent donné une fois pour toutes des cotisations annuelles, son taux étant suffisamment élevé pour que, capitalisée chaque année, ladite somme four-

nisse au capital social un apport annuel égal à la cotisation. A plus forte raison, les statuts pourront aussi exiger un droit d'entrée dans l'association, indépendant de la cotisation et payable une seule fois par le nouveau membre au moment de son admission. Enfin l'article 18 précise que « la cotisation doit être versée en entier entre les mains du trésorier dans les trois, quatre, ou six premiers mois de l'année ou dans le mois qui suit l'admission lorsqu'il s'agit d'un associé nouvellement élu ».

Ces dispositions sont évidemment obligatoires pour les associés et leur inobservation pour le membre qui s'y serait soustrait entraînerait non seulement la démission, mais encore un recours devant les tribunaux de droit commun, recours formé par le comice lui-même représenté en tant que personne civile par son président et son trésorier à l'effet d'obtenir le paiement des sommes dues et même de dommages-intérêts s'il y a lieu.

Continuant notre revue des dispositions de la circulaire de 1882, il nous faut dire quelques mots des assemblées générales dont la réglementation fait l'objet du paragraphe 5.

Aux termes de l'article 19 « l'association est réunie en assemblée générale au moins quatre fois par an les... » Ce nombre est d'ailleurs un minimum comme nous le verrons plus loin, puisque l'ordre du jour de ces séances comprend l'examen de ques-

tions nécessaires à l'existence même de l'association, et qui ne peuvent pas ne pas être discutées chacune au moins dans une séance. Et les dates de ces quatre réunions, solennelles si l'on peut dire, doivent être mentionnées en toutes lettres dans cet article même. Mais il peut exister d'autres assemblées générales et c'est ce qu'affirme le dernier alinéa de notre article. « Elle (l'association) peut en outre être convoquée extraordinairement si le bureau le juge nécessaire ». Ainsi, dans le premier cas, la convocation a lieu d'office, conformément aux statuts, dans le deuxième cas elle doit être faite, au nom du président, par le secrétaire et rappeler la décision du bureau qui la motive.

La fonction de l'assemblée générale ainsi réunie est fixée de la manière suivante par l'article 20 : « Elle entend à chaque réunion le rapport des bureaux sur la situation morale et financière de la société et délibère sur les questions qui lui sont soumises » et pour que ces délibérations produisent leur maximum d'effet utile, l'article 21 a pris soin de stipuler que l'ordre du jour, appelant la discussion sur telle ou telle question, est fixé par le bureau et que nulle autre question que celles qui y sont portées ne peut être mise en délibération.

Cette façon de procéder a l'immense avantage de ne pas éparpiller l'attention de l'assemblée sur les motions les plus diverses qui peuvent incidemment

au cours de la discussion lui être présentées, sans se rattacher aux questions mêmes étudiées, et en même temps de permettre à chacun, après s'être formé une opinion lui-même, de la présenter et de la défendre devant des personnes qui ont pu elles-mêmes, étant prévenues à l'avance, en examiner toutes les faces. C'est pour cette raison que le même article 21 décide que si chaque associé a le droit de provoquer l'examen d'une ou de plusieurs questions, il ne peut le faire qu'en adressant à cet effet sa proposition au président « un mois au moins avant la séance la plus prochaine ». Le bureau alors délibérera et admettra ou rejettera la proposition. Si celle-ci est admise, elle sera ajoutée à l'ordre du jour. Mais si elle est rejetée elle ne pourra plus être reproduite que l'année suivante au plus tôt et l'on retrouve ici la trace du soin déjà montré par le législateur d'éviter toutes discussions stériles sur des sujets ou absolument dénués d'intérêt pour l'association, ce qui peut se produire, ou susceptibles de provoquer dans son sein des dissensions regrettables.

Cependant il peut arriver qu'une proposition, formulée par un groupe assez important d'associés, mérite la discussion sinon immédiate du moins très prochaine et c'est pour cela que le dernier alinéa de ce même article 21 dispose que « si cette proposition émane d'un groupe représentant le dixième au moins des associés, le bureau devra la comprendre dans

l'ordre du jour de la plus prochaine séance, en la plaçant à un rang où elle puisse venir utilement en discussion. D'ailleurs au cas où elle ne pourrait être utilement discutée à cette séance, soit que sa discussion n'ait pas seulement été entamée, soit qu'au contraire elle n'ait pas été achevée, elle serait renvoyée d'office à la séance suivante pour y prendre rang dans l'ordre du jour avant toutes les questions nouvelles ». Encore une preuve, en passant, de cet esprit de suite aussi nécessaire aux sociétés qu'aux individus.

Telles sont brièvement exposées les dispositions applicables à toutes les assemblées générales quelle que soit leur importance, c'est-à-dire leur ordre du jour. Mais le spécimen de 1882 a tenu à fixer lui-même la date de celles où seraient discutées les questions pour ainsi dire essentielles à la vitalité de l'association, à savoir celles où sont proposés et approuvés le budget de l'année qui commence et celui de l'année qui finit et celles où se fait l'élaboration du programme des concours, la nomination du jury, et la proclamation des résultats. Et son article 23 a édicté les règles suivantes :

« Dans la première séance de l'année, l'assemblée générale arrête le budget de ses recettes et de ses dépenses et détermine les conditions de son ou de ses concours. Elle procède aux élections réglementaires. » (Il est à remarquer, nous l'avons dit plus haut,

qu'elle peut aussi procéder à ces élections dans la dernière séance de l'année.)

« Dans la deuxième séance elle désigne les membres qui devront composer les jurys de son ou de ses concours. « Dans la troisième séance (ou dans la séance qui suit le ou les concours, si l'association a plus de quatre réunions par an) il est rendu compte du ou des concours et des résultats. En outre l'assemblée désigne plusieurs de ses membres (deux, trois au plus) pris en dehors du bureau pour former une commission de finances à laquelle est confié le soin d'examiner la comptabilité du trésorier et de faire à l'association un rapport sur les comptes de ce dernier. « Dans la dernière séance de l'année, l'assemblée fait les élections réglementaires (si elles ne sont pas faites dans la première). De plus, elle reçoit le compte du trésorier, entend le rapport de sa commission de finances, discute le compte, l'approuve ou le rejette. Dans le cas d'approbation, le vote emporte quitus pour le trésorier. Si le compte est rejeté, la commission des finances est chargée d'en poursuivre le redressement et de faire opérer la rentrée des sommes qui pourraient être dues soit par le trésorier, soit par des membres du bureau ou de l'association, soit par des étrangers. Elle a tout pouvoir pour cet objet. »

Comme on le voit, cette dernière séance est avec la première la plus importante, puisqu'elle a pour

objet l'examen de la situation financière de l'association, aussi l'article suivant a-t-il décrété que les formes indiquées à l'article 10 pour les convocations et la validité des délibérations et des votes seraient strictement observées pour la teneur de cette dernière séance.

Enfin l'article 25 complète ces dispositions en stipulant que « le procès-verbal de chaque séance de l'assemblée générale doit être porté sur un registre spécial et signé par tous les membres du bureau présents. Ce registre indique toujours le nombre des membres qui ont pris part à cette séance. Les délibérations, prises régulièrement, obligent tous les associés, même ceux absents ou dissidents. Le registre des délibérations de l'assemblée générale est déposé au secrétariat et communiqué, mais sur place seulement, à tout membre de l'association qui le requiert. »

Il convient ici de rappeler que cette dernière disposition, nous l'avons vu au début de l'étude de cette circulaire modèle, est obligatoire même pour le préfet ou le maire qui, bien que président et vice-président d'honneur de droit du comice, ne peuvent avoir communication du registre que sur place, en se transportant comme de simples membres de l'association chez le secrétaire qui en a la garde.

Nous abordons maintenant la dernière partie du spécimen de 1882. Elle a trait à l'organisation des concours qui étaient et sont encore aujourd'hui la

principale, pour ne pas dire la seule, manifestation extérieure du but poursuivi par les comices agricoles. Ceux-ci, en effet, plus que les syndicats actuels et se rapprochant par là davantage des sociétés d'agriculture, qui d'ailleurs il est vrai ne sont que des comices à zone d'influence et à moyens d'action très étendus, ont pour objet les améliorations de toute nature qui peuvent être apportées soit au capital mort, soit au capital vivant d'une exploitation rurale. Or quel meilleur moyen d'encourager les procédés de culture plus rationnels, ou perfectionnés, les meilleures méthodes d'élevage, ou même seulement de faire connaître aux habitants des champs ces différents procédés ou méthodes que de récompenser les uns et les autres dans un ou plusieurs concours aussi largement dotés de prix que possible.

C'est pourquoi l'article 26 dispose que « chaque année l'association tiendra un ou plusieurs concours dans lequel elle récompensera, les améliorations foncières, les progrès de l'outillage agricole, les perfectionnements des méthodes d'élevage, etc. ».

Et ces deux derniers objets lui paraissent mériter de retenir son attention à un tel point que l'article 27 décide qu'en outre des encouragements énumérés ci-dessus, l'association achètera des animaux domestiques améliorateurs, et des instruments perfectionnés : ceux-là seront revendus ensuite au rabais à des

agriculteurs de la circonscription à charge par eux de les conserver pour la reproduction et de les faire saillir moyennant un prix fixé à l'avance. Ceux-ci jugés utiles à propager seront revendus également au rabais à des agriculteurs de la région.

A ce propos l'on peut remarquer que les syndicats agricoles eux aussi, quoique dédaignant le plus souvent les concours, portent par contre tous leurs efforts sur l'acquisition, sinon d'animaux reproducteurs susceptibles d'améliorer l'espèce, du moins d'instruments et de produits propres à augmenter le rendement du travail de l'homme ; mais tandis que les comices, de par leurs statuts mêmes, qui doivent pour chacun indiquer en détail les moyens adoptés par lui pour atteindre le but proposé, n'achètent ces animaux ou ces instruments que dans l'intention nettement marquée de favoriser les progrès de l'art agricole dans toute la région (témoin les dispositions concernant la revente des animaux ou des instruments), les syndicats font le plus souvent les mêmes acquisitions uniquement pour les mettre à la disposition des syndiqués dans le but rarement dissimulé d'ailleurs, de procurer au meilleur marché, le plus d'avantages possibles aux membres du syndicat et à ceux-là seuls.

Aussi peut-on dire, d'une manière générale, que les comices agricoles ont vraiment en vue les intérêts supérieurs de toute l'agriculture, et les syndicats

au contraire, uniquement les intérêts particuliers individuels, non pas même de tous les agriculteurs de leur région, mais de leurs propres membres seuls. C'est même, rappelons-le en passant, à propos des agissements de certains syndicats dans ce sens que s'est posée la question de savoir si ces groupements ne faisaient pas plutôt acte de société coopérative de production ou de consommation que d'associations professionnelles, méritant à ce titre d'être régis par la loi si bienveillante de 1884.

Mais revenons à l'article 25 du spécimen de 1882, qui concerne la distribution des prix et récompenses décernés dans les concours. Cette distribution, ou pour mieux dire cette affectation, doit être faite par les soins de jurys spéciaux, nommés comme il a été dit à l'article 25, et dont peut faire partie, en cas d'absence ou de démission des membres des jurys désignés par l'association et faute de suppléants nommés à cet effet, telle ou telle personne, chargée par le bureau de remplacer le membre du jury absent ou démissionnaire.

Les jurys d'ailleurs, aux termes de l'article 29, prononcent souverainement, à condition que leurs décisions soient prises à la majorité des voix, celle du président étant en cas de partage prépondérante. De plus, les opérations des jurys sont consignées dans des procès-verbaux qui doivent être déposés dans les archives de l'association.

Les deux articles suivants ont pour but: le premier, et nous retrouvons là encore la trace de l'idée directrice qui préside au fonctionnement des comices, d'ouvrir l'accès du concours à tous les agriculteurs habitant la circonscription d'une part, à tous les constructeurs de machines et d'instruments quelque soit leur domicile d'autre part, et cela sans se préoccuper s'ils sont ou non associés c'est-à-dire membres du comice; le deuxième d'ériger en disposition inéluctable la règle de droit commun, à savoir que nul ne peut être à la fois juge et partie dans sa propre cause. Mais si aux termes de cet article 31 aucun membre des jurys n'est admis à concourir, il peut toujours présenter hors concours des animaux, produits ou instruments. Enfin l'article 32 donne la police de ces réunions à un (ou plusieurs) commissaire désigné par le bureau de l'association.

Ici pourrait se terminer l'étude de la circulaire spécimen de 1882, en tant que modèle susceptible d'appropriation à un comice donné, les dispositions, que nous venons de passer en revue, variant dans certains de leurs termes avec chaque comice. Mais, pour être complet, il nous faut mentionner brièvement les quatre derniers articles de cette circulaire qui contiennent des règles générales applicables à tous les comices quel que soit leur objet et qui ont trait, le premier à l'interdiction formelle de toutes discussions, toutes publications, discours politiques,

religieux ou autres étrangers à l'agriculture, dans les réunions tenues par l'association ; le deuxième aux modifications à apporter aux statuts ; le troisième à la dissolution de l'association ; le quatrième enfin à l'approbation préfectorale des statuts ou de leurs modifications.

S'il n'y a rien à dire de l'article 33 et de l'article 36 soit que celui-là n'ait besoin d'aucun commentaire, soit que celui-ci ait déjà été examiné précédemment, il convient d'exposer tout au moins le contenu des articles 34 et 35. Aux termes de l'article 34 « les modifications aux présents statuts ainsi que les propositions tendant à la dissolution de l'association ne pourront être provoquées que par le bureau ou par un groupe d'associés représentant le cinquième au moins du chiffre total des membres de l'association. De plus, les modifications proposées seront imprimées et adressées à chaque associé un mois au moins avant la séance où ces modifications seront discutées.

Enfin les dispositions indiquées à l'article 10 pour la convocation des associations, la validité des délibérations et des votes seront observées pour la séance dans laquelle les modifications proposées seront discutées. (D'ailleurs on pourra exiger une majorité plus forte que celle ordinaire pour les modifications aux statuts et pour le vote relatif à la dissolution de l'association, par exemple les trois cin-

quièmes ou les deux tiers des membres présents.)

L'article 35 stipule que dans le cas où l'association serait dissoute pour quelque cause que ce soit, les fonds en caisse, le matériel, les livres, les collections et tout ce qui s'y trouvera lui appartenir, après liquidation de ses dettes, seront transmis à celle des associations agricoles du département que l'assemblée générale aura désignée. D'où la nécessité, dans le cas de dissolution volontaire ou forcée, de réunir pour la dernière fois une assemblée générale à fin de transmission des biens de l'association dissoute, si les statuts n'ont pas prévu dès la constitution du comice le cas envisagé et désigné préalablement l'association qui héritera de ces biens. D'ailleurs ce n'est pas ici le lieu de s'étendre sur les conséquences et les causes de la dissolution, nous étudierons ce point dans un chapitre spécial.

CHAPITRE III

ROLE DES COMICES AGRICOLES

Jusqu'à présent nous avons envisagé les comices agricoles au point de vue juridique en examinant leur constitution et leur fonctionnement d'après des textes ou des statuts ayant force de loi vis-à-vis des tiers et des associés eux-mêmes, il importe maintenant de se placer au point de vue économique pour étudier ce qu'ils ont fait, ce qu'ils font et ce qu'ils pourraient faire. Cette étude est d'ailleurs peut-être la meilleure méthode que l'on puisse employer pour se rendre compte des fins particulières qu'ont pu se proposer les comices agricoles et des moyens spéciaux dont ils ont fait usage pour atteindre leur but.

Voyons donc tout d'abord ce que les comices ont fait dès la première manifestation de leur existence.

A ce sujet il existe un document remontant à 1840, c'est-à-dire à plus de dix ans avant la loi, charte

des comices qui, autant sous le rapport de l'ancienneté que sous celui de l'originalité pour l'époque, mérite de retenir l'attention.

Il apparaît sous forme d'une note contenant exposé, sans commentaires, des moyens employés sinon par tous les comices du temps, du moins par ceux qui atteignaient alors le mieux le but qu'ils se proposaient. Voici d'ailleurs cette note dans son intégrité et partant dans sa saveur originelle :

Les comices qui produisent les plus heureux résultats sont ceux qui sont organisés et fonctionnent sur les bases suivantes :

I. — Un seul comice général avec concours annuel unique pour tout l'arrondissement, mais divisé en sections cantonales ayant chacune son bureau particulier, pour entretenir le zèle et réunir les souscriptions en même temps que pour correspondre avec le bureau du comice d'arrondissement. Deux membres du bureau cantonal font partie de droit du bureau du comice et y exposent les vœux de leur canton.

II. — Le concours annuel se tient successivement dans tous les cantons qui réunissent un minimum déterminé de souscriptions. On groupe ensemble les cantons qui n'ont pas ce minimum par deux, trois, etc., selon qu'il faut deux ou trois cantons pour former le nombre de souscripteurs exigé, et l'on ne porte le concours qu'une fois dans chaque groupe au lieu de le porter une fois dans chaque canton.

On évite en général de tenir la fête dans l'intérieur d'une ville, mais on s'en rapproche assez pour y attirer le plus de monde possible.

Le programme comprend : 1° une lutte de charrues ; 2° une exposition de bestiaux et d'instruments ; 3° la distribution des primes aux allocations ; 4° le banquet auquel les lauréats sont invités par le comice et qui a lieu par souscription volontaire.

III. — La fête est précédée d'une visite des fermes du canton où se tient le concours, exclusivement par une commission, en majorité composée de cultivateurs de ce canton, pour éviter les dérangements, mais auxquels il est bon cependant d'adjoindre au moins un propriétaire d'un autre canton assez zélé pour accepter cette mission, assez éclairé pour la rendre profitable.

Cette visite des fermes bien exécutée est un véritable enseignement surtout pratique, et sans contredit, la partie la plus utile du rôle des comices. On ne saurait donc traiter avec trop de soins tout ce qui s'y rattache, choix des commissaires, époque de la visite, rapport à faire par chacun d'eux sur les faits remarquables qui ont été observés.

La commission visite tous les cultivateurs du canton qui lui sont signalés comme progressifs sans exiger aucune demande ni formalité de leur part et son rapport détermine la nature et l'importance des primes que chacun d'eux peut avoir méritées.

IV. — *Les primes sont de deux sortes : les unes locales ne peuvent être données qu'aux cultivateurs du canton qui a le concours, ce sont toutes celles qui exigent une visite des fermes ou l'examen de certificats de moralité, etc. ; les autres générales sont offertes indistinctement à tous les cultivateurs de l'arrondissement qui veulent venir les disputer. A cette classe appartiennent toutes les primes qui peuvent se décerner par une exhibition sur le champ du concours, labourage, bestiaux, instruments.*

Dans les départements complètement organisés, il y a une troisième classe de primes, dites départementales, auxquelles concourt tout l'arrondissement et qui sont décernées par une Société centrale d'Agriculture se transportant alternativement chaque année dans chacun des arrondissements le jour du comice et y portant un nombre limité de primes plus importantes par leur chiffre et surtout par la solennité de leur distribution.

Les primes locales doivent être uniques et d'une importance relative aux difficultés vaincues pour les mériter.

Les primes générales doivent être multiples, ordinairement au nombre de 3 pour chaque classe, mais leur chiffre minimum ne doit pas descendre au-dessous de 50 francs, sauf celles pour le labourage.

I. — *Les primes locales sont les suivantes :*

a) *A l'exploitation la mieux dirigée, entretenant le*

mieux la plus forte proportion du meilleur bétail.

Pour une société départementale : 500 à 100 fr.

Pour un comice d'arrondissement : 200 francs.

b) *A la meilleure disposition des étables, bergeries, écuries et notamment à leur ventilation au moyen de cheminées d'appel à leur partie supérieure, à leur carrelage propre à faciliter l'écoulement des liquides dans une fosse à fumier.*

Pour une société départementale : 200 francs.

Pour un comice : 100 francs.

c) *Au meilleur mode de préparation des fumiers et notamment à l'emploi des engrais liquides, à la construction des fosses à fumier, à l'utilisation d'engrais négligés dans le pays.*

Pour une société comme pour un comice : 50 à 100 francs.

d) *A l'emploi des amendements calcaires et autres suivis de résultats heureux, marne, chaux, cendres minérales, etc.*

Pour une société comme pour un comice : 50 à 100 francs.

e) *Aux irrigations : 100 à 250 francs.*

f) *Au meilleur mode d'association entre un propriétaire et des cultivateurs, fermiers, régisseurs, métayers ou domestiques : 100 francs.*

g) *Aux domestiques de ferme qui se seront volontairement soumis à la formalité du livret : 50 francs.*

h) *A la meilleure comptabilité rurale et notam-*

ment à celles tenues collectivement par un instituteur rural : 100 francs.

i) A la plus forte proportion de cultures fourragères en comptant :

1 hectare de racines comme 4.

1 hectare de luzerne comme 3.

1 hectare de trèfle ou de sainfoin ou de fourrages annuels comme 1.

1 hectare de prairie irriguée comme 2.

1 hectare de pré naturel non arrosé comme 1/2.

k) A la moralité des serviteurs ruraux.

Laboureurs

Bergers

Gardes-champêtres

Vachères ou servantes

{ 50 francs en un lioret
de Caisse d'épargne

La douceur et les bons soins doivent être appréciés à l'égal de la longueur des services et de la probité.

l) Aux reboisements des terrains en pente ou abandonnés.

m) Aux défrichements, assainissements et mise en valeur de terres précédemment incultes.

n) Aux perfectionnements dans un art agricole, sériculture, viticulture, agriculture, sucreries, féculeries, meunerie, sylviculture, horticulture, etc.

II. — Les primes générales se réduisent aux suivantes :

a) A l'habileté des laboureurs : 15 à 25 francs.

3 prix en liorets de Caisse d'épargne

b) *Aux instruments perfectionnés ou nouvellement introduits: 50 à 100 francs, dont une médaille d'argent.*

c) *Aux bêtes bovines à l'exclusion des vaches, c'est-à-dire principalement aux taureaux d'au moins deux ans et accessoirement aux élèves, comme primes aux meilleures méthodes d'élevage et encouragement à cette spéculation. Ces primes doivent être surtout données par le jury de visite des fermes.*

d) *Aux bêtes ovines au point de vue des perfectionnements à obtenir dans la conformation apte à l'engraissement et les qualités de la toison. Les brebis doivent être exclues du concours dans lequel sont primés seulement : 1° les béliers principalement ; 2° des lots assortis et uniformes d'au moins 20 agneaux.*

Comme on le voit, les comices agricoles faisaient usage pour atteindre leur but il y a plus de soixante ans déjà, des mêmes moyens qu'aujourd'hui : la seule différence peut être entre les deux époques, c'est que les améliorations récompensées et les allocations distribuées alors étaient moins importantes ou moins variées qu'aujourd'hui ; ce qui s'explique au reste par la double raison que, d'abord la plupart de ces associations en étaient à leurs débuts, et que d'un autre côté, leurs ressources propres ou les subventions allouées par les pouvoirs publics, quoique en parfaite harmonie avec les conditions

d'existence du temps, reflétaient naturellement l'état peu avancé du développement et de la richesse économique de l'époque.

D'ailleurs, à ce propos, il y aurait lieu de se demander si, toutes proportions gardées, les perfectionnements encouragés et les sommes offertes en primes dans ces temps déjà lointains n'étaient pas relativement presque aussi remarquables, et aussi considérables que ceux récompensés ou celles distribuées à l'heure actuelle. La preuve de cette allégation peut se faire, semble-t-il si l'on observe pendant une assez longue période, le rôle joué par les comices, et cela même depuis leur fondation. Dans ce but, nous rapporterons ici un certain nombre de renseignements et de chiffres qui constituent des faits précis de nature à mettre ce rôle en lumière. Mais pour ne pas élargir dans de trop grandes proportions le cadre de cette étude, nous ne parlerons que d'un tout petit nombre de comices, que leur importance ou bien leur ancienneté désignent plus particulièrement à l'attention.

L'un des premiers en date, puisque sa fondation remonte à 1835, est assurément le Comice Agricole d'Orléans dont le but, reproduit dans l'avis placé à la première page de son *Bulletin annuel* est « de secondar les progrès de l'agriculture dans toutes ses branches, notamment en propageant les meilleures méthodes, en encourageant les essais pratiques, en

récompensant dans les concours publics les cultivateurs, patrons et ouvriers qui se seront signalés par leur intelligence et leur travail, leur moralité, leurs longs et loyaux services, comme aussi les inventeurs ou constructeurs d'instruments perfectionnés, les instituteurs, en un mot tous ceux qui auront le mieux contribué aux progrès de la science et de la pratique agricole ». Et ce même avis ajoute, ce qui n'est d'ailleurs qu'une conséquence naturelle : « Pour faire partie du comice il n'est donc pas nécessaire d'être propriétaire, agriculteur ou viticulteur, tous ceux qui de près ou de loin s'intéressent à l'amélioration des procédés agricoles peuvent s'y affilier ».

Depuis le 5 juin 1872, ce comice a été reconnu d'utilité publique et son influence dans la circonscription d'Orléans, qu'il embrasse d'ailleurs dans sa totalité, se fait chaque année sentir davantage de la manière la plus bienfaisante. C'est ainsi que tout en se renfermant dans le cadre tracé par le document de 1840 cité plus haut, il tient tous les ans successivement dans chaque canton de la circonscription un concours doté de primes nombreuses et importantes, qui est à la fois une fête pour le pays et un véritable enseignement pour les cultivateurs de la région. En 1902, par exemple, ce concours a eu lieu à Fargeau et les récompenses suivantes ont été décernées : A l'exploitation de grande culture la mieux entretenue du canton, un objet d'art, indépendam-

ment de médailles de bronze et d'argent pour les agents de l'exploitation primée, à l'exploitation de moyenne culture la plus parfaite un objet d'art également. A l'exploitation de la petite culture la plus remarquable, une médaille de vermeil, puis à la meilleure vacherie et au meilleur troupeau 2 autres médailles, mais cette fois en or.

Toutes ces récompenses ont été décernées par une commission chargée de la visite des fermes et qui a donné son appréciation dans un rapport fort documenté. C'est aussi du reste une autre commission également spéciale qui, à la suite de l'examen des vignobles du canton d'Artenay, a distribué les primes suivantes : 2 médailles de vermeil et 2 d'argent pour les vignes greffées et anciennes. Une médaille de bronze pour les vignes franches de pied. Enfin comme complément à ces encouragements, il a été décerné des diplômes et des médailles en or et en vermeil aux meilleurs vins rouges et blancs des deux années précédentes produits dans le canton.

De leur côté, les pépinières les mieux entretenues ont reçu 1 médaille de vermeil comme 1^{er} prix et 1 médaille d'argent comme second.

D'autre part, en ce qui concerne l'élève et l'amélioration des animaux, les représentants de l'espèce bovine se sont vus attribuer : 1 médaille de vermeil, 4 médailles d'argent et 2 de bronze, ceux de l'espèce

bovine 2 médailles de vermeil, 7 d'argent, 3 de bronze accompagnées de nombreuses primes en espèces d'une valeur variant de 40 à 20 francs, enfin ceux de l'espèce chevaline 2 médailles d'argent et 2 de bronze. Quant aux animaux de l'espèce porcine, ils n'ont pas été oubliés et on les a dotés, ainsi que les oiseaux de basse-cour et les lapins, de diverses médailles en argent et en bronze et avec prix variant de 5 à 30 francs.

En ce qui concerne les instruments agricoles, ils ont fait l'objet d'assez nombreuses récompenses consistant, soit en médailles ou diplômes, soit en rappel de médailles et de diplômes précédemment obtenus. De même certains produits agricoles de nature très diverse ont été dotés de médailles d'argent ou de bronze en assez forte proportion.

Mais ce qui fait surtout la particularité ou plutôt l'intérêt tout particulier de ce concours, c'est qu'on y a décerné des primes spéciales, s'adressant non pas aux produits de la ferme, si l'on peut dire, mais bien aux producteurs eux-mêmes et récompensant donc, non pas le produit créé, mais le travail nécessaire à sa production. C'est ainsi que dans la catégorie de ces primes, l'on peut compter les diplômes et médailles, le plus souvent accompagnées de prix en espèces variant de 50 francs à 10 francs décernés aux domestiques de ferme qui ont rendu les

meilleurs services, chez le maître ou dans la même exploitation, pendant le plus long temps, ou aux vigneron, aux chefs de culture, aux bergers et bergères, aux laboureurs, aux vachers et vachères, aux servantes de ferme, aux batteurs en grange, aux faucheurs, aux chauffeurs et conducteurs de machines, etc. ; dans les mêmes conditions que les domestiques de ferme.

De plus le comice agricole d'Orléans a dans ce même concours attribué des récompenses consistant en médailles, diplômes, ouvrages, etc., non seulement aux élèves des écoles ayant fait la meilleure composition sur un sujet agricole, donné, et subi le meilleur examen oral sur les principes généraux de l'agriculture pratique, mais encore à tous les instituteurs et à toutes les institutrices publiques et libres de la circonscription ayant donné les meilleures leçons d'agriculture et de viticulture et présenté les meilleurs élèves aux examens de la commission.

Il y a là certainement un exemple excellent, dont devraient s'inspirer certains comices qui se préoccupent surtout de récompenser les produits du sol et des animaux en laissant quelque peu de côté les efforts souvent très méritants des producteurs et principalement des ouvriers de la production.

Ainsi, par exemple, le Comice Agricole d'Alençon, aussi ancien certes que celui d'Orléans, trouverait peut-être quelque avantage à augmenter les primes

qu'il distribue, relativement en assez petit nombre, aux serviteurs ruraux des deux sexes. Tandis qu'en effet, comme il ressort du programme du concours tenu à Alençon en 1901, 1 médaille de vermeil et 3 d'argent accompagnées de prix en espèces de 60 et de 40 francs ont été accordées aux propriétaires cultivant eux-mêmes ou aux cultivateurs fermiers, et que les ouvriers agricoles, hommes ou femmes, n'ont eu à se partager que 2 médailles d'argent et 3 de bronze avec une somme totale de 150 francs, les récompenses accordées aux animaux des quatre espèces bovine, chevaline, ovine et porcine, aux produits agricoles, aux oiseaux de basse-cour et aux instruments de culture ont atteint un total de 3.500 francs environ, plus 13 médailles de vermeil, 21 d'argent, 44 de bronze, sans compter 3 objets d'art supplémentaires.

Il semble bien qu'il y ait là une disproportion un peu forte, car en récompensant trop uniquement le produit obtenu sans encourager également le véritable facteur de la production, c'est-à-dire l'ouvrier agricole, plus encore que le propriétaire du sol, on risque de détourner des travaux des champs les artisans, indispensables pourtant, sans les soins desquels le produit ou bien n'aurait pas été obtenu du tout, ou bien aurait été obtenu beaucoup moins parfait. Car il est absolument certain que des récompenses largement accordées aux ouvriers agricoles consti-

tuent non seulement une juste rétribution des efforts fournis, mais encore un stimulant précieux et d'une efficacité indiscutable pour la tâche à venir. Mais n'insistons pas davantage sur ce point.

Il faut reconnaître d'autre part que le comice agricole d'Alençon, dont la situation financière est d'ailleurs des plus prospères, a fait preuve de la plus louable initiative en créant dès 1899 une Caisse d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail. Cette caisse, qui en 1901 avait déjà versé aux propriétaires des animaux morts assurés une somme globale de 19.220 francs, garantit à chacun de ses membres le remboursement des 80 o/o de la perte subie, et malgré cette proportion fort élevée cette institution fonctionne dans les meilleures conditions : actuellement elle a versé depuis sa fondation à ses adhérents une somme dépassant 50.000 francs répartie entre plus de 900 propriétaires. C'est là certes un résultat des plus heureux dont on doit féliciter d'autant plus le comice que ces créations de Caisses d'assurance mutuelle sont la plupart du temps l'œuvre des syndicats agricoles, institution rivale et victorieuse dans bien des cas de celle qui nous occupe ici.

Mais si les deux comices que nous venons de prendre comme exemple s'occupent d'une manière générale des diverses branches de l'agriculture et appliquent tous leurs efforts à l'organisation de concours

permettant de récompenser le mieux possible les perfectionnements apportés dans toutes les parties de l'art agricole, il en est d'autres, en plus petit nombre, il est vrai, qui portent leurs soins vers une branche plus spéciale de la production à laquelle ils consacrent exclusivement leur temps et leur peine. C'est le cas en particulier du Comice Agricole de l'arrondissement de Béziers.

Fondée en 1875 par des viticulteurs de la région dans le but d'étudier en commun les meilleurs moyens de défense contre le phylloxera et les procédés de reconstitution des vignobles les plus pratiques, cette association groupa, à ses débuts mêmes, environ 150 propriétaires, qui dès la première année obtinrent du gouvernement et du département une subvention de 2.000 fr. Avec ces ressources augmentées, bien entendu, du produit des cotisations individuelles, fixées à 10 fr. par tête, le comice se mit à l'œuvre et s'occupa activement des remèdes à apporter à la crise subie par le vignoble méridional.

Vers le milieu de l'année 1876, il adressa dans ce but une pétition au Ministre de l'Agriculture le priant de prendre au plus tôt des mesures énergiques pour enrayer la mévente des vins, mévente due en grande partie à l'offre sur le marché de vins artificiellement colorés. L'année suivante et en 1878, deux concours : le premier de la bourage, le deuxième de recherches des meilleurs moyens de combattre le phylloxera

furent successivement organisés. A cette époque en même temps qu'il émettait un vœu favorable à la construction projetée du canal Dumont qui devait amener les eaux du Rhône pour submerger 7.000 hectares de vignes et arroser 7.000 hectares de prairies, il adressait au ministre une nouvelle pétition pour lui demander de hâter la confection du règlement administratif prévu sur l'introduction et la circulation des plants phylloxérés. Puis la même année toujours, le comice de Béziers créait un champ d'expériences où l'on donna des cours gratuits de greffage deux fois par semaine et ces cours inaugurés en 1880 aboutirent en 1883 à un concours de greffage auquel prirent part plus de 270 personnes : les résultats furent d'ailleurs remarquables, si bien qu'en 1884 de véritables écoles de greffage furent fondées à Béziers, Pézenas, Agde, Bédarieux, etc... Trois ans plus tard un nouveau champ d'expériences remplaçait l'ancien et on y essayait des engrais pour la vigne, dépensant à une étude de la chlorose et des moyens de la combattre une somme de 800 francs.

Dès cette époque, du reste, le comice était dans la situation la plus florissante et le département pouvait sans inconvénient diminuer sensiblement la subvention qu'il lui accordait. C'est alors que commença son active campagne contre l'invasion des vins dits de raisins secs, et que ses délégués vinrent porter leurs doléances jusqu'à Paris ; puis s'affiliant

au Comité des Associations Agricoles du Sud-Est, il réclama d'une part, l'abaissement des frais de transport trop élevés jusque-là pour les raisins frais et d'autre part, par contre, l'élévation des tarifs dits de pénétration dont le bon marché excessif permettait aux vins étrangers de venir chez nous faire concurrence aux produits indigènes.

Cette dernière question si importante fut d'ailleurs l'objet d'études durant toute l'année 1891 et les trois suivantes et ce n'est qu'en 1896 qu'une commission spéciale fut nommée pour examiner le texte et les conséquences du projet de loi présenté par le Sénat sur la réforme des boissons particulièrement en ce qui concernait le privilège des bouilleurs de cru et la suppression des octrois. Deux ans après, ce furent l'arrangement commercial franço-italien et les droits d'importation sur les vins espagnols qui retinrent l'attention du comice. Enfin en 1900 son président organisait une ligue viticole de l'Hérault, ayant pour objet de démontrer, non seulement la non-nocivité, au point de vue médical, du bon vin naturel, mais encore son excellent effet sur l'économie générale, de signaler les meilleures méthodes de culture, les procédés de vinification les plus parfaits, de réclamer un dégrèvement des droits sur les boissons, de dénoncer les fraudes commises dans le commerce des vins, enfin de demander la suppression définitive des octrois sur les boissons hygiéniques.

A ce moment, le comice agricole de Béziers qui compte plus de 250 membres, ne reçoit plus du département qu'une subvention de 400 francs et de l'Etat qu'une allocation de 800 francs. Nul doute cependant que malgré cette diminution des faveurs administratives, cette active association ne continue à rendre à la viticulture les services les plus marqués.

Mais il nous faut maintenant dire un mot d'un groupement qui n'est pas à proprement parler, du moins si l'on s'en rapporte à son titre, un comice agricole, mais bien une réunion de comices fusionnés sous le nom de Comité Central Agricole de la Sologne. C'est ce qui résulte nettement d'une communication du président de cette association à l'assemblée générale du 25 octobre 1896.

Il y a en effet aujourd'hui cinquante ans, la Sologne, tandis que la Beauce, le Berry et les vignobles de l'Orléanais atteignaient déjà une fécondité et une prospérité remarquables, restait à l'état de désert, alternativement formé de landes incultes et de marécages insalubres. Aussi n'est-ce pas un faible honneur pour les délégués de tous les comices de la Sologne d'avoir établi dans la réunion mémorable du 27 décembre 1858 un programme d'ensemble, ayant pour but de transformer radicalement la situation économique du pays en mettant en œuvre tous les moyens d'action, de quelque nature qu'ils soient,

dont pouvaient disposer les habitants de ce sol ingrat.

Le Comité Central, qui comprenait à son origine des savants, des ingénieurs, des économistes, des sénateurs, des députés, des grands propriétaires et aussi de petits cultivateurs, se mit aussitôt à l'œuvre, si bien qu'en 1878, c'est-à-dire vingt ans à peine après ses débuts, on lui devait le tracé de tout le réseau des routes qui a tant contribué au développement de la Sologne, l'organisation des concours de la région, tels qu'ils existent encore aujourd'hui, les dépôts de marne établis dans toutes les gares de la ligne du Centre, les mesures d'hygiène et de salubrité, telles que le curage des rivières qui ont rendu le pays habitable, puis une série d'études sur le canal latéral à la Loire à travers la Sologne, etc... enfin et surtout la création d'un vaste domaine forestier résineux obtenu par un semis de pin maritime sur de grandes étendues. Aussi lorsqu'en 1878 le gouvernement voulut que le Comité Central perdît son caractère officiel pour devenir une association libre, simplement patronnée par la loi, la nouvelle situation ne diminua-t-elle en rien l'importance de son action ; et le Comité reconstitué avec approbation préfectorale continuait dans les meilleures conditions son rôle primitif de régénération, lorsque survint le rigoureux hiver de 1879 qui, en une saison, anéantit

la partie la plus importante de son œuvre détruisant plus de 80.000 hectares de forêts.

Un semblable désastre devait nécessairement appeler l'attention des administrations départementales, qui en l'occurrence réclamèrent l'assistance de l'Etat. C'est alors que le Ministre de l'Agriculture de l'époque chargea le conservateur des forêts en résidence à Tours, tout d'abord d'évaluer aussi approximativement que possible l'étendue des dommages, puis de rechercher les moyens par lesquels le gouvernement pouvait venir en aide à la Sologne. Le Comité Central, consulté par ce fonctionnaire en 1881, résuma la situation dans un rapport longuement motivé dont les conclusions adoptées par les conseils généraux des départements éprouvés amenèrent le Ministre de l'Agriculture à mettre à la disposition du Service des forêts une somme de 38.000 francs pour l'établissement de six pépinières de reconstitution à Saint-Cyr, Lamotte-Beuvron, Saint-Laurent-des-Eaux, Neung-sur-Beuvron, Romorantin, Salbris. Les bons effets de cette mesure ne tardèrent pas à se faire sentir, et grâce à des distributions de plants et de graines sagement réparties, en quelques années les pineraies solognotes furent reconstituées.

D'ailleurs, en même temps que l'on abandonnait pour cette reconstitution le pin maritime, trop sujet à la *maladie ronde*, pour le pin sylvestre plus rustique, on s'ingéniait à tirer le meilleur parti pos-

sible des bois gelés, et lors de l'Exposition de 1889, le rapporteur du jury international à l'Exposition Universelle pouvait dire en toute vérité du grand travail de déblaiement et de reboisement accompli : « C'est une œuvre considérable, et d'une importance très grande, au point de vue général. Son exécution fait le plus grand honneur au forestier qui l'a conçue et dirigée, aux propriétaires et aux ouvriers de la Sologne qui l'ont réalisée. »

Et certainement, le Comité Central pouvait s'attribuer la plus grande part dans cette œuvre de régénération. D'un autre côté, en 1882, M. le D^r Burdel, un de ses membres, présentait à l'assemblée générale un mémoire de la plus haute importance sur « Les eaux potables en Sologne » en même temps que deux grands propriétaires de la région multipliaient les expériences et par leurs exemples contribuaient à faire transformer en bonnes prairies, des bruyères et des marécages jusque-là malsains. Un an plus tard enfin, le Comité mettait au concours la rédaction d'un *Manuel du Cultivateur de Pins en Sologne*.

Le résultat de tous ces efforts fut, qu'en 1889, 91.000 hectares de bruyères humides et de queues d'étangs avaient été convertis en cultures ou en plantations de bois feuillus ou résineux. Dans ces conditions il ne faut pas s'étonner si, à l'Exposition de 1889, le Comité Central se voyait, après un rapport de M. Grandeau, décerner par le Jury un grand prix,

c'est-à-dire la plus haute récompense et la seule accordée à une société libre.

C'est vers ce temps que le comité eut à prévenir une crise qui menaçait l'avenir même de la Sologne précisément au moment où les bois venaient à peine d'être reconstitués. L'écoulement de leurs produits, jusque-là assurés par le chauffage de la boulangerie de Paris, pouvait en effet se trouver gravement compromis par la redoutable et double concurrence du gaz et du coke, dont l'emploi commençait à se répandre dans cette industrie. C'eût été la ruine, à la fois pour les propriétaires et pour les ouvriers, menacés de chômage par suite de non-exploitation de forêts sans utilisation désormais. Aussi le Comité étudia-t-il la fabrication de bois de mines : il y trouva un débouché merveilleux assurant non seulement l'emploi de tous les bois que pourrait délaissier la boulangerie, mais encore utilisant les menus brins qui jusqu'alors étaient presque sans valeur. Toutefois ce débouché ne pouvait être avantageux que si les tarifs de transport en vigueur étaient abaissés dans de fortes proportions, et ce fut à cet abaissement de tarifs que s'employa courageusement le comité en multipliant auprès de la Compagnie d'Orléans les démarches et les instances. Il y réussit, d'ailleurs, pleinement et les effets déjà excellents à l'époque dépassent aujourd'hui les prévisions les plus optimistes.

Quand le Comité n'aurait à son actif que la transformation du sol inculte de la Sologne en pineraies et en prairies d'excellent rapport, il mériterait déjà à ce titre les plus grands éloges et cela suffirait à sa gloire, mais sa sollicitude pour les choses de l'agriculture ne s'est pas localisée, si l'on peut dire, à ces deux points. Il a en outre étudié avec soin la question de l'introduction dans l'assolement de plantes nouvelles telles que la *vesce velue*, la *consoude du Caucase*, le *lathyrus sylvestris* et a continué à donner la plus forte impulsion à la culture de la vigne, poussant d'abord les propriétaires à reconstituer les anciens vignobles et à en créer de nouveaux, puis récompensant d'une médaille d'or un mémoire remarquable d'un publiciste agricole sur la « création d'un vignoble en Sologne ». Enfin le Comité s'est particulièrement occupé de la question des marnes et a obtenu par des efforts incessants que cet amendement, absolument indispensable aux terres sans calcaire de la région, fût livré à bon compte aux cultivateurs ; et à ce point de vue le comité a dû entreprendre une campagne véritable contre les agissements d'une société qui avait accaparé toutes les marnières facilement exploitables.

Voilà rapidement résumé, dans sa période la plus difficile, le rôle joué par le Comité Central de la Sologne. Grâce à ses soins, en le court espace de seize ans, le pays a vu renaître une richesse qui lui était

toute particulière, à savoir l'exploitation forestière ; en outre dans ses parties les plus reculées, les récents procédés de culture et l'emploi des engrais artificiels, se sont peu à peu introduits, si bien qu'un bétail de plus en plus nombreux a pu y trouver son entretien, et que des produits de jour en jour améliorés ont pu sortir de son sol. Quant à la culture de la vigne, elle a pris un essor considérable puisque dès 1896 la récolte dépassait 75.000 hectolitres. Depuis lors, les progrès commencés n'ont fait que s'accroître et la Sologne, si déshéritée autrefois, est devenue peu à peu aujourd'hui une contrée sinon comparable à la Normandie, du moins certainement plus fertile que bien des parties de la France.

Si nous avons tenu à insister assez longuement sur le rôle joué en l'espèce par le Comité Central Agricole de la Sologne c'est que nous avons voulu montrer que les comices agricoles, car ne l'oublions pas, ce Comité n'est que la fusion des différents comices existant en Sologne, peuvent parfaitement, sans prendre la forme de syndicats, avec leurs propres moyens d'action, faire œuvre utile, et cela soit qu'ils appliquent leurs efforts à toutes les branches de l'agriculture, soit qu'ils s'occupent plus particulièrement de telle ou telle.

D'ailleurs, nous terminerons cette série d'exemples choisis jusqu'ici parmi les comices, par l'exposé des travaux de tout genre, exécutés par une société

d'agriculture cette fois, mais par la plus ancienne certainement qui existe en France et cela à titre de modèle, pour les comices présents ou futurs qui peuvent très bien, même avec les moyens évidemment limités dont ils disposent, jouer un rôle des plus actifs dans le développement de l'industrie agricole du pays.

La Société départementale d'Agriculture de la Nièvre qui compte aujourd'hui plus de 800 membres et dont l'importance depuis plus de quarante ans s'est affirmée chaque jour, remonte comme idée première à la fin du xviii^e siècle. Toutefois, par suite de la rareté des documents conservés sur ses origines, il n'est guère possible de se rendre compte des difficultés de toutes sortes qu'elle a, comme toute société nouvelle, rencontrées à ses débuts et des réorganisations successives qu'elle a dû subir pour se mettre en harmonie avec les besoins des différentes époques. Si en effet les agriculteurs, aujourd'hui encore, ont horreur des chiffres qui trop souvent leur démontreraient trop péremptoirement l'inutilité de leurs efforts, ils ont été, notamment dans la Nièvre si peu écrivassiers, que ce n'est que depuis 1879 que des registres de procès-verbaux ont marqué d'une façon suivie l'ordre de leurs travaux.

Il n'en est pas moins certain, ainsi qu'il résulte d'une communication faite par M. Paul Meunier à la Société des Lettres, Sciences et Arts de la Nièvre, que

c'est au sein de l'Assemblée Provinciale à la tête de laquelle se trouvaient tous les hommes de réelle valeur du pays, que cette création fut étudiée ; malheureusement, les événements d'alors ne permirent pas de mettre sur pied cette société, et son établissement ne fut consacré qu'en 1797, grâce aux efforts et à la persévérance d'un botaniste distingué M. l'abbé Gilbert Troufflaut. C'est en effet le 24 pluviôse an V que l'Administration Centrale institua la Société d'Agriculture de la Nièvre dont le procès-verbal d'inauguration date du 16 fructidor an VI. Le premier président fut Etienne Goussot, le vice-président Lebrun, les assesseurs Gillet, Degantières, Fontenelles, et le secrétaire Troufflaut.

A cette époque, l'agriculture, si l'on s'en rapporte aux fragments du discours de M. Meunier à la séance d'inauguration, était dans un tel état d'infériorité et les agriculteurs eux-mêmes dans une telle situation d'ignorance et d'indolence, qu'il ne pouvait y avoir entre ces derniers et les idéalistes qui s'étaient mis en tête de relever la production agricole du pays aucun point sérieux de contact.

Aussi, comme le constatent les rares procès-verbaux retrouvés des séances qui ont eu lieu du 2 vendémiaire au 27 germinal de l'an XIII, les travaux de la Société consistent-ils uniquement alors en vœux, rapports, recherches, propositions de prix, réceptions d'ouvrages agronomiques. Bientôt du

reste, cette action pourtant si faible, se restreignait encore, car en même temps que Troufflaut, son secrétaire quittait Nevers pour aller à Autun, les séances dont il rédigeait les procès-verbaux s'espacèrent de plus en plus et le nombre de ses adhérents diminua d'une manière continue si bien qu'en 1839, aux débuts mêmes de la fondation des comices agricoles dans le département, le président de la Société se contentait de venir assister et de prendre la parole aux réunions données par ces organisations nouvelles. Il faut arriver jusqu'en 1864 pour trouver un relèvement ou du moins une tentative de relèvement de cette société, dont le principe était pourtant excellent, dans l'appel chaleureux adressé par son président, le comte de Saint-Phalle, aux agriculteurs du pays, membres ou non de l'association.

Cet appel fut d'ailleurs entendu et les courages vacillants quelque peu ranimés : la société décida même l'établissement, sous son patronage et sa surveillance, d'un herdbook de la race bovine nivernaise analogue à celui de la race Durham. Malheureusement cet essai dû à l'initiative de quelques grands éleveurs du département tels que le comte de Bouillé, le marquis de Vogüé, etc... avorta piteusement au bout de deux ans.

Par contre à cette même époque la Société portait aux comices une sollicitude toute particulière, car,

bien que dans une situation plutôt médiocre, elle trouvait le moyen de doter d'une subvention de 400 francs les institutions de cette sorte fonctionnant dans la Nièvre. Enfin quelques années plus tard, en 1867 pour la première fois, elle organisait elle-même un concours général d'animaux gras subventionné de plus de 5.000 francs de primes auxquelles contribuaient pour une large part l'Etat et le département. Cette exposition réussit pleinement. Dès lors l'élan était donné, et la société désireuse d'assurer à ses concours une base à la fois large et liérale, loin de limiter son action au seul département de la Nièvre faisait appel aux agriculteurs de toute la France, sans privilège aucun pour les cultivateurs de la région.

Jusque-là les relations que pouvait avoir la Société avec les comices étaient, si l'on peut ainsi parler, facultatives, c'est-à-dire ne résultaient pas d'un accord conclu entre les intéressés pour fixer la part de chacun dans les manifestations agricoles des comices ; aussi n'est-ce pas la partie la moins importante de l'œuvre du comte de Saint-Phalle d'avoir obtenu en 1868 l'élaboration d'un règlement dans lequel il était dit textuellement que « pour remplir le but de son institution la Société se mettait en rapport avec les comices d'arrondissement », auxquels chaque année elle donnerait des primes. En outre elle accordait tous les ans en séance publique une

médaille d'or au meilleur des mémoires qu'elle invitait chacun de ses membres à lui adresser sur une question agricole.

C'est à ce moment que le comte de Bouillé prit la succession de M. de Saint-Phalle dont l'état de santé réclamait un repos bien mérité.

Sous l'impulsion du nouveau président, les progrès de la société continuèrent et dès 1870 le concours qu'elle organisa comprenait 70 animaux, de race bovine nivernaise, nombre vraiment remarquable pour l'époque et qui justifiait certes les 12.000 francs de prix distribués.

Trois ans après la Société ajouta à son concours d'animaux gras une exhibition de machines, d'instruments agricoles et enfin, sur la proposition d'un de ses membres, annexa à ces deux expositions, un concours spécial d'animaux reproducteurs : c'était la première manifestation de ce genre et elle obtint un véritable succès ; 70 taureaux y figuraient divisés en quatre catégories à côté de 40 représentants de l'espèce ovine. Les exposants, membres pour la plupart de la société, y trouvèrent l'occasion de transactions importantes et l'on cite un taureau, appartenant à l'un des plus grands éleveurs du pays, qui ayant obtenu une 1^{re} médaille fut vendu 5.000 francs.

Ce résultat ne fut pas, bien on pense, sans encourager et stimuler le zèle de la Société qui, sur les conseils du comte de Bouillé, porta alors ses efforts

sur l'amélioration des races indigènes de trait, car, disait le président, « si nous avons de bonnes juments, les étalons sont loin d'être en rapport avec elles, soit par le nombre, soit par la qualité ». Aussi dès la fin de 1873, après avoir constaté l'insuccès du système inauguré par le gouvernement, système consistant dans l'attribution de primes aux plus beaux étalons de race percheronne introduits dans le Nivernais, le comte de Bouillé proposa-t-il au préfet de substituer aux primes qui pour la plupart n'avaient pu être distribuées, l'acquisition et la revente d'étalons de choix. Ces étalons seraient achetés par une commission nommée à cet effet et revendus au moment des concours : le département n'aurait alors qu'à verser à la société l'écart entre les prix d'acquisition et ceux de vente. Le Conseil Général accepta cette manière de voir et inscrivit pour cet objet une somme de 8.000 francs à son budget.

Dans ces conditions le concours de 1876 devait prendre une importance particulière et effectivement les exhibitions ajoutées au programme de 1873, à savoir celles d'attelages de bœufs nivernais, celles de volailles mortes, de beurre, de fromage, et enfin celle d'étalons de trait donnèrent à cette réunion un éclat exceptionnel. Il y avait à ce concours 104 animaux gras, 131 taureaux, 3 étalons de trait, 23attelages de bœufs nivernais, mais l'innovation vraiment sensationnelle fut la vente aux enchères des étalons

achetés par la commission. Celle-ci qui avait pour mission d'en acquérir 4 en avait acheté 6 qui furent si bien revendus qu'un septième put être acheté quelque temps après.

L'année suivante on ajouta à ce programme, déjà si complet, une exposition d'attelages de juments nivernaises, et 6 nouveaux étalons de trait furent encore achetés.

Vers cette époque la Société, quoique satisfaite des résultats obtenus au point de vue de l'élevage, s'aperçut que la culture du sol ne suivait pas la même progression. Elle décida alors, sur l'initiative de son dévoué président, d'éveiller parmi les agriculteurs du département la plus vive et même en temps la plus efficace émulation en allouant pour l'année 1876 un prix d'honneur départemental d'une valeur de 1.200 francs au domaine le mieux exploité des quatre arrondissements. Puis continuant dans cette voie, la Société organisa la même année un concours de faucheuses et de moissonneuses, destiné à faire connaître et apprécier ces instruments d'un usage encore peu répandu dans le pays. En outre l'année suivante elle créa des prix pour les instituteurs du département afin d'encourager d'une manière directe l'enseignement élémentaire de l'agriculture dans les écoles primaires.

En 1879 le concours annuel se distingua des précédents par l'exposition des pouliches issues d'éta-

lons importés, dont les meilleurs reçurent une prime, et par l'accroissement énorme du nombre des reproducteurs de l'espèce bovine, car on en compta 225. Quant aux ventes d'étalons elles se continuèrent et 27 animaux sur 37 importés firent la saillie. L'année suivante le concours d'attelages de bœufs nivernais fut supprimé, mais l'exposition de la race chevaline s'augmenta d'une catégorie comprenant les juments de quatre ans et au-dessus, ce qui complétait le concours de la manière la plus heureuse.

Ici prend place une décision de la Société d'un intérêt tout particulier pour ceux qui veulent suivre au jour le jour les travaux divers auxquels elle s'est livrée. Sur la proposition de son secrétaire, M. La Vallière, l'assemblée générale vota l'impression des procès-verbaux de ses séances qui seront désormais périodiquement communiqués à ses membres par la voie d'un bulletin trimestriel. L'effet de cette décision ne se fit pas attendre, et dès 1881 l'on trouva régulièrement consignés l'état des recettes et dépenses de la société ainsi que le résumé des délibérations prises et des résultats obtenus. Un autre fait signale encore à l'attention l'année 1880 : à ses débuts, exactement le 28 janvier, furent nommés simultanément, grâce aux efforts du comte de Bouillé, deux commissions chargées d'établir l'une le herd-book, l'autre le stud-book des animaux des espèces bovine et chevaline de la région.

Plus tard la Société voulant témoigner l'intérêt de plus en plus vif qu'elle portait aux comices du département, décida d'affecter, en dehors du grand prix d'honneur de 1.200 francs régulièrement décerné depuis 1875, une récompense exceptionnelle consistant en une coupe d'une valeur de 2.500 francs ajoutée à une somme de 2.000 francs au plus méritant de ceux qui ont déjà concouru pour le grand prix cultural.

A cette époque la Société à laquelle viennent s'affilier de nombreux adhérents nouveaux compte, d'après une liste publiée au mois d'août, 442 membres et dispose d'un budget de plus de 25.000 francs auxquels le gouvernement et le département contribuent pour plus de moitié.

Aussi, forte des recrues qui lui arrivaient de toutes parts et s'appuyant sur des ressources fort importantes pour le temps, la Société organisa-t-elle un nouveau concours de moissonneuses et de lieuses qui remporta le plus vif succès. La situation était donc excellente, et malgré une légère diminution de la subvention accordée par le département, elle permit de maintenir à 5.000 francs le montant des prix offerts en concours et de réduire seulement de 10.000 à 7.000 les sommes allouées pour l'importation des étalons. Au point de vue du reste de la reproduction chevaline, il y avait amélioration rapide. La commission du stud-book, bientôt vieille

d'un an, publiait son premier fascicule en même temps qu'elle faisait paraître un rapport des plus encourageants pour l'avenir. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si, deux ans plus tard, devant le résultat acquis, le comte de Bouillé obtint du ministre que l'Administration des Haras pourrait de nouveau autoriser et même approuver des étalons de trait dans la Nièvre, revenant ainsi sur la décision prise à cet égard en 1875.

Sous ces diverses influences, le concours de 1884 fut très brillant, particulièrement en ce qui concerne l'espèce chevaline. Cependant, si la Société avait déjà fait beaucoup pour l'élevage du cheval, il lui restait encore davantage à faire, comme le constatait le vicomte de Saint-Sauveur, en critiquant le système des importations auquel il préférait celui des primes aux meilleurs reproducteurs ; il aurait voulu également qu'on s'occupât davantage à l'avenir des qualités du cheval que de sa robe et que l'on accueillit en conséquence aussi bien les animaux bais et gris que ceux de robe noire. Mais après bien des discussions souvent acharnées, la société repoussa ces propositions et le *statu quo* fut maintenu.

En 1885 toutefois, dans un esprit de conciliation, il fut décidé qu'au concours de Nevers il serait décerné aux étalons de gros trait, nés dans le département, des primes importantes variant de 1.400 à

2.500 francs, primes qu'on distribuerait dans les mêmes conditions qu'aux animaux importés. Puis quelque temps après, et pour la première fois, la Société organisa un concours de poulains doté de 3.000 francs de prix.

Mais celle-ci, tout en s'occupant spécialement de la création, ou pour mieux dire de la fixation par sélection, d'une race chevaline indigène, ne négligeait pas les questions agricoles d'ordre plus général. Nous en trouvons la preuve dans la constitution entre ses membres d'un syndicat qui, fondé le 11 avril 1885, fonctionna dès ses débuts mêmes d'une façon très satisfaisante. D'autre part, désireuse de continuer aux comices ses encouragements, elle vota d'abord une subvention de 1.200 francs pour la création de prix de cheptel à distribuer par l'intermédiaire des comices des quatre arrondissements du département, puis institua un prix de 3.000 pour le meilleur mémoire traitant de l'avortement épizootique dans les espèces bovine et ovine, et enfin distribua, toujours par l'intermédiaire des comices, plusieurs médailles aux agriculteurs qui justifiaient avoir fait l'emploi le plus judicieux des engrais chimiques.

Toutefois en 1886, la société dut reporter plus que jamais son attention sur les questions d'élevage aussi bien d'ailleurs en ce qui concerne les animaux de l'espèce bovine que ceux de l'espèce chevaline. Il

convenait en effet, d'une part, d'apporter au règlement de 1863, charte du herd-book Nivernais, des modifications devenues indispensables, et d'un autre côté il y avait à répondre aux critiques formulées au sein du Conseil Général contre la robe entièrement noire adoptée comme signe de race pour les étalons du pays. Déjà l'année précédente, l'assemblée départementale avait émis un vote de défiance au sujet de la répartition faite par la Société des 10.000 francs alloués aux propriétaires d'étalons de trait ; elle fit état de ce précédent et, sous prétexte que l'association était un centre d'agitation politique réactionnaire, supprima brutalement et d'un seul coup toutes les subventions accordées, non seulement à la Société de la Nièvre, mais encore aux comices et aux concours hippiques du département.

C'était retirer en une fois une somme de 24.500 francs qui devait aider à subventionner magnifiquement une société rivale nouvelle fondée sous les auspices du Conseil Général. La situation fut grave ; mais grâce à l'énergie de son président et à la bonne volonté de ses 730 membres, la Société put cependant éviter un amoindrissement, gros de conséquences, et prévoir à son budget de 1887, au chapitre des concours, une somme de 5.740 francs représentant encore près de la moitié de celle inscrite au budget de 1885.

Naturellement, l'exposition des animaux gras se

ressentit du vote du Conseil Général, et 50 bêtes à cornes seulement, au lieu de 124 l'année précédente, y figurèrent ; tandis que pour les animaux des races ovine et porcine la diminution fut plus sensible encore. Aussi, pour compenser, dans la mesure du possible, la médiocrité, relative toutefois, de cette exhibition, la Société décida-t-elle de faire dans son concours de reproducteurs une place aux femelles à côté des mâles. C'était le premier essai du genre et pour un commencement il réussit à souhait, car 61 génisses s'y rencontrèrent avec 246 taureaux.

D'autre part, le concours réservé à la race chevaline fut superbe et dès la fin de l'année, la Société, comptant maintenant 916 membres, avait repris tout son éclat. Si bien qu'en 1888 le comte de Bouillé put obtenir du Conseil Général le rétablissement des anciennes allocations, sauf pourtant de celles affectées à la race chevaline. Cependant, malgré l'aide fournie par les 5.000 francs de la subvention départementale, la Société après les lourds sacrifices qu'elle venait de s'imposer, car elle avait malgré tout continué ses encouragements aux comices sous forme de prix de cheptel, se vit dans l'obligation de supprimer son concours d'animaux gras. Elle en profita d'ailleurs pour augmenter, autant qu'elle le pouvait, les primes dont elle dota son concours de reproducteurs ; et en 1889 retrouvant complètement l'appui pécuniaire du Conseil Général, à défaut de celui de

l'Etat, elle réussit à grouper dans cette exposition 60 chevaux et juments, 193 taureaux, 44 génisses, 59 porcs et truies, enfin 63 moutons et brebis.

A cette époque, le comte de Bouillé ayant succombé à une longue et douloureuse maladie, M. Tiersonnier fut élu président, et c'est sous son influence que la Société continua son œuvre et son rôle bienfaisant dans le département. Les comices étaient toujours l'objet de sa sollicitude et recevaient régulièrement les subventions qu'ils devaient décerner en prix de cheptel. Le syndicat, déjà vieux de six ans, progressait rapidement, enfin les commissions du herd-book et du stud-book fonctionnaient régulièrement, enregistrant des déclarations de plus en plus nombreuses.

Mais cette quiétude première ne fut pas de longue durée et, à propos de l'élaboration du programme de 1890, la discussion reprit très ardue, très acharnée, toujours au sujet des reproducteurs de la race chevaline. L'occasion était en effet trop belle, pour que les adversaires de la robe noire n'essayassent pas avec un nouveau président, dont l'opinion s'était manifestée à diverses reprises contre cette couleur, signe de race, de rendre illusoire tous les sacrifices faits jusqu'à ce jour et d'annuler les progrès déjà réalisés. Le vétérinaire Guérin fut le porte-parole des détracteurs du système d'encouragement depuis longtemps adopté, et à la suite d'un long rapport soumis à la Société la proposition suivante : « Dans les concours,

les chevaux de toute robe seront admis, toutefois à mérite égal la préférence sera donnée aux animaux noirs. » Cette proposition vivement combattue par MM. Bourdeau, Bellard, Signoret, fut repoussée à une assez forte majorité ; et l'on doit reconnaître qu'en cette circonstance la Société fit preuve d'une grande sagesse car « les chevaux noirs de la Nièvre » comme on commençait à les désigner communément dans le monde des éleveurs, attiraient déjà l'attention, non seulement des départements voisins, mais encore de l'étranger.

Cette difficulté une fois résolue, la Société reprit de plus belle le cours de ses travaux et dès lors une ère de prospérité semble s'ouvrir devant elle pour de longues années. Son président eut en effet le plaisir de pouvoir annoncer à ses collègues en séance solennelle qu'il avait obtenu du Ministre de l'Agriculture, le rétablissement dans son intégrité des deux subventions de l'Etat concernant le concours des animaux gras, et celui des reproductions de l'espèce chevaline.

Dans ces conditions, le concours de 1890 promettait d'être fort brillant et effectivement le succès vint récompenser les efforts fournis : 257 laureaux, 26 génisses, une soixantaine de moutons et de pores, 21 étalons, 38 pouliches, furent exposés. Et il faut remarquer que les types présentés furent d'un modèle plus parfait qu'aux exhibitions précédentes, l'on cite

en effet un étalon qui, non primé, trouva pourtant acquéreur au prix de 5.500 francs et fut envoyé dans les Vosges. L'annexe des instruments et machines agricoles prit, elle aussi, une plus grande importance, tant par la quantité des objets exposés que par leur nouveauté.

Encouragé par ces résultats, M. Tiersonnier porta alors son attention sur un autre objet forcément laissé de côté au milieu des préoccupations antérieures. Voulant mettre en plus parfaite harmonie avec les conditions économiques du temps les statuts de la Société qui n'avaient reçu depuis leur adoption primitive aucune modification, et pour cette raison étaient quelque peu caducs, il proposa à la Société, d'abord de partager ses membres en un certain nombre de groupes ou sections chargés plus spécialement de l'étude de telles ou telles questions, puis d'augmenter le nombre de ses vice-présidents enfin de renouveler entièrement le bureau,

Ces diverses modifications furent adoptées sans discussion pour ainsi dire, et à partir de cette époque l'on voit toutes les questions importantes renvoyées en premier examen aux sections compétentes qui fournissent un rapport permettant à la société de donner un avis juste en connaissance de cause. C'est ainsi par exemple que fut renvoyée à la section hippique une proposition de M. Bricheteau relative au concours hippique dont il critiquait l'opportunité au mois de février, les poulains sortant du

pré à cette époque sans avoir eu la nourriture suffisante pour les mettre en état de figurer convenablement à une exposition. La justesse de cette observation fut reconnue et en 1890 on résolut de scinder en deux parties le concours annuel. L'exhibition d'hiver fut réservée aux chevaux de trait de trois ans et au-dessus ; et une autre qui eut lieu en octobre réunit les poulains âgés de moins de trois ans ainsi que les juments. D'ailleurs, les jeunes animaux présentés à ce dernier concours devaient être représentés au concours d'hiver de l'année suivante, s'ils en avaient l'âge bien entendu, et les juments primées devaient être saillies par des étalons approuvés et payés par la société. Le succès couronna la décision nouvelle : 46 poulains, 250 juments figurèrent parmi lesquelles 120 méritèrent une inscription au stud-book.

A la fin de 1890, la situation de la Société qui avait recouvré la totalité de ses anciennes subventions était donc fort bonne. Aussi les deux concours de 1891 s'annonçaient comme plus remarquables encore que leurs devanciers : celui des animaux gras réunit 70 bêtes environ ; et celui des reproducteurs groupa 230 taureaux. Quant au concours d'étalons il eut sa large part de succès, car pour la première fois y furent primés des chevaux nés et élevés dans la Nièvre.

Toutefois les concours ne furent pas seuls à être

l'objet de l'attention de la Société. Celle-ci, toujours cette même année, approuva deux rapports intéressants à l'appui de vœux relatifs à la création d'un établissement d'enseignement agricole dans le département et d'une fabrique de conserves de viande pour l'armée. De plus dans le but de favoriser la généralisation du stud-book et d'en faire apprécier l'intérêt, la société décida que le concours de poulains et de juments de 1892 se tiendrait à Tannay au lieu de Nevers. Telle est brièvement résumée l'œuvre accomplie par la Société centrale d'Agriculture de la Nièvre depuis son origine jusqu'en 1892.

Sans pousser plus loin l'exposé des travaux accomplis par elle ni rappeler par le détail les différentes tâches qu'elle a assumées dans ses quinze dernières années il est permis de conclure que c'est grâce à cette association que le département est devenu le berceau, non seulement d'une race bovine appréciée dans le monde entier, mais encore d'une catégorie de chevaux de trait qui n'en est plus à faire ses preuves. A un autre point de vue l'on peut dire que sans elle les divers comices agricoles de la région qui ont également tant travaillé pour arriver à ce double résultat n'auraient non seulement pas fait œuvre utile, mais encore vraisemblablement n'auraient pu seulement exister.

C'est pourquoi il n'était que juste, dans une étude comme celle-ci consacrée aux comices agricoles, de

faire place à côté d'eux, sinon au-dessus à une association qui, à tout bien regarder, par son but autant que par les moyens d'action employés est avant tout un véritable comice agricole, sans doute plus important, disposant de plus de ressources que les groupements qui prennent ordinairement ce titre, mais, en fin de compte, semblablement organisée et outillée, quoique naturellement dans des proportions plus vastes en raison même du nombre des adhérents.

Ceci dit, et il fallait le dire, on peut se demander si les comices agricoles, qui existent actuellement, doivent ou non continuer le chemin tracé par leurs devanciers ou s'engager dans la voie ouverte depuis une dizaine d'années par les syndicats dits professionnels. A notre avis, ce serait une erreur de conseiller à ces associations d'imiter les syndicats; non, à chacun son but, à chacun sa tâche, à chacun ses moyens propres.

Les syndicats de par la loi de 1884, ont la garde et le souci des intérêts professionnels et à cette fin, qui correspond pour eux à la défense des intérêts particuliers de leurs membres, ils emploient tous les moyens d'action que la loi ne leur interdit pas formellement jusqu'à faire plus ou moins acte de commerce, si l'on veut jusqu'à être de véritables sociétés coopératives de production ou de consommation. Laissons-les faire, puisque aussi bien la jurisprudence

établie à leur égard semble les y autoriser. Mais quant aux comices qui doivent avoir pour but le développement de la richesse agricole du pays, qu'ils conservent les moyens d'action déjà pratiqués en 1840 et qui ont donnée de si bons résultats.

Sans doute les temps ont évolué et les diverses catégories jadis introduites dans les concours et les expositions peuvent ne plus avoir la même importance qu'autrefois, mais il suffira pour remédier à cet inconvénient de remanier les programmes, soit en modifiant ces catégories mêmes par addition de nouvelles, plutôt que par suppression d'anciennes, soit en augmentant le nombre et la valeur des encouragements distribués.

Que les comices ne perdent pas de vue les intérêts supérieurs de l'agriculture en général et les placent avant les intérêts particuliers de leurs membres, d'ailleurs ceux-là correspondent le plus souvent à ceux-ci sinon manifestement et immédiatement du moins indirectement et par contre-coup.

Au surplus que les comices fondent des syndicats, des caisses de crédit, voire même des sociétés coopératives pour la vente des produits agricoles, rien de mieux ; pourvu que ces institutions restent entièrement indépendantes des comices tant par leur organisation que par leur fonctionnement. De cette manière, tous ces groupements gardent chacun leur caractère et feront chacun de leur côté et dans leur sphère pro-

pre, œuvre utile et recommandable. D'ailleurs les comices pourront également, si l'occasion s'en présente, se livrer comme les grandes sociétés d'agriculture à des études et à des essais sur telles questions ou tels perfectionnements ne se rapportant pas immédiatement à l'art agricole considéré à un point de vue plus spécialement pratique, du moment que, toujours, dans tous leurs actes, dans tous leurs travaux, ils ne cesseront d'être guidés par des considérations d'intérêt général collectif et non par des motifs d'ordre privé personnels.

En procédant ainsi, c'est-à-dire en distribuant sous n'importe quelle forme leurs encouragements non pas à une coterie véritable de quelques cultivateurs mais à l'agriculture tout entière, dans toutes ses branches, les comices rempliront une tâche glorieuse et si indispensable que l'Etat serait forcé, à leur défaut, de l'assumer au même titre qu'il se charge de la défense nationale, car il est aussi nécessaire à un pays de vivre que d'être libre ; et quelle meilleure condition pour la liberté qu'une existence aisée, c'est-à-dire que la satisfaction facile des besoins corporels.

Or l'Etat ne peut guère faire davantage que ce qu'il fait aujourd'hui ; mais sans être précisément impuissant à contribuer aux améliorations apportées dans telle ou telle partie de la production nationale, témoin les concours généraux d'animaux reproduc-

teurs, ses ressources d'une part sont nécessairement limitées et d'autre part sa connaissance des conditions économiques de chaque région forcément insuffisante. Ce deuxième inconvénient est même plus grand que le premier, nous n'en voulons pour preuve que l'échec lamentable des Chambres d'Agriculture, organe pourtant officiel de la représentation des intérêts agricoles devant le gouvernement. Théoriquement, ces assemblées devaient attirer l'attention des pouvoirs publics sur les vœux des populations rurales, sur les progrès désirés ici et là, mais en fait leurs membres nommés par le Pouvoir exécutif et non élus par leurs pairs s'occupaient certainement moins des intérêts de la région, qu'ils étaient censés représenter, que des avantages personnels qu'ils pouvaient retirer d'une situation politique susceptible de servir, le cas échéant, de marchepied vers une autre tout à la fois plus élevée et plus lucrative. Il en résultait inévitablement que leurs réunions, le plus souvent sans objet, manquaient de vie totalement, tant et si bien qu'elles s'espacèrent peu à peu pour disparaître complètement un jour.

Y a-t-il lieu d'en souhaiter le rétablissement même sur des bases autres que les anciennes ? non, c'est aux comices, aux sociétés d'agriculture plus encore qu'aux syndicats, nous le répétons, de remplacer près du gouvernement cet organe caduc qui ne fonctionne plus d'ailleurs nulle part dans la métropole. C'est à

nos associations agricoles libres qu'il appartient d'exposer en haut lieu les desiderata des populations rurales, d'appeler l'attention des pouvoirs publics sur tel ou tel perfectionnement susceptible d'améliorer la production, enfin de récompenser dignement et de stimuler toujours davantage le zèle des artisans de tout progrès quel qu'il soit, contribuant à augmenter la richesse économique du pays.

Comme on le voit, le rôle des comices très important au point de vue régional, local même si l'on veut, ne l'est pas moins au point de vue général de l'ensemble de la France; et il est absolument certain, sans pour cela déprécier l'action des syndicats, que les comices peuvent, s'ils le veulent et s'ils s'y attachent exclusivement, renforcer et surtout compléter de la manière la plus efficace l'œuvre des institutions de 1884. Mais nous ne nous étendrons pas davantage sur ce côté économique de la question, et nous reviendrons, assez brièvement du reste, sur le point juridique qui nous reste à traiter pour compléter cette étude, à savoir la dissolution des comices et ce sera l'objet du quatrième chapitre.

CHAPITRE IV

DISSOLUTION DES COMICES

Comme toute association d'individus, les comices peuvent se dissoudre ou être dissous. Dans le premier cas, la dissolution volontaire, ou à l'amiable ou encore de plein droit, résulte de l'expiration du terme pour lequel le comice a été constitué, soit que la durée du pacte social ait été nettement stipulée dans les statuts, soit que l'objet en vue duquel il a été formé se soit réalisé. D'ailleurs, cette dernière hypothèse est toute théorique, car l'on ne cite pas d'exemple d'un comice fondé uniquement pour obtenir une chose déterminée, telle par exemple que la promulgation d'une loi nouvelle, ou la modification d'une ancienne, et dissous après avoir obtenu cette promulgation ou cette modification. Quant à la première, elle ne se réalise pas davantage dans la pratique courante, non pas, que les statuts fixent au contrat d'association une durée quelconque avec faculté de prolongation tacite, mais parce qu'ils sont le plus souvent absolument muets sur cette question de la durée.

En règle générale, les comices sont donc des personnes morales dont l'existence légale ne prend pas fin si un ou plusieurs de leurs membres vient à mourir ou à démissionner. Lorsque ceux-ci désirent la dissolution de leur groupement, ils doivent, que les statuts d'ailleurs le disposent ainsi ou non, se réunir en assemblée générale afin de statuer sur ce point. Dans ce cas la décision pour être valable doit être prise à l'unanimité, à moins pourtant qu'une clause statutaire n'ait donné à la majorité des votants de cette assemblée spéciale le pouvoir de décider en pareille circonstance. Le fait ne mérite pas d'ailleurs que l'on s'y arrête longuement car, outre sa rareté, il ne donne lieu dans son application à aucune difficulté. Mais il nous reste à envisager le deuxième cas à savoir celui de la dissolution forcée, c'est-à-dire prononcée par l'autorité compétente, soit sur son initiative propre celle-ci agissant spontanément, soit sur celle des intéressés par l'intermédiaire des tribunaux judiciaires.

Nous avons vu précédemment que les comices pour se constituer légalement doivent avoir leurs statuts approuvés par le préfet du département où est situé leur siège social. Or c'est une règle constante de droit administratif, que le pouvoir qui donne une autorisation quelconque a toujours le droit de la retirer, pourvu bien entendu que ce retrait soit basé sur des motifs valables ; et la décision ainsi

intervenue a toujours force de loi par elle-même dès qu'elle est prise ; ce n'est qu'après son exécution, pour mieux dire, que les personnes lésées peuvent en appeler, d'abord à l'autorité elle-même qui a pris la décision pour qu'elle l'annule étant « mieux informée » puis soit en suivant la voie hiérarchique au ministre compétent et enfin au Conseil d'Etat, soit directement au Conseil d'Etat. Deux cas d'application de ce pouvoir du préfet de dissoudre les comices sont enregistrés dans les *Annales judiciaires* ; l'un où cette application fut imparfaitement légitime, l'autre où elle fut erronée, mais leur exposé du reste mettra mieux en lumière que tout raisonnement l'équité et le bien-fondé des deux solutions intervenues à leur propos.

En 1887 le comice agricole de Poligny fonctionnait d'une façon irrégulière, c'est-à-dire en complet désaccord avec les dispositions des statuts approuvés par le préfet du Jura. Ce comice avait élu, contrairement à ces dispositions, en raison de la résidence trop éloignée du président et du vice-président, un second vice-président, de plus le titre de secrétaire général avait été changé en celui de secrétaire-trésorier, enfin le bureau avait été nommé en dehors de l'époque fixée pour cet objet. En présence de telles irrégularités le préfet avait tout simplement dissous l'association.

Les membres du comice firent alors appel de cette

décision au Conseil d'Etat, qui, le 4 mai 1888, confirma la décision préfectorale, en décidant que le préfet ne faisait qu'user des pouvoirs, à lui donnés par la loi, en dissolvant un comice à raison d'irrégularités commises dans son fonctionnement, irrégularités consistant en infractions aux dispositions statutaires. Et le jugement du Conseil d'Etat prenait d'autant plus d'importance qu'il reconnaissait au préfet seul le droit de juger ces irrégularités, alors que les infractions à l'article 292 du Code pénal (à cette époque en vigueur), surtout lorsqu'il n'y a pas eu invitation préalable à les faire cesser, relevaient exclusivement de l'autorité judiciaire.

Par contre, le 4 février 1881, le Conseil d'Etat saisi d'une décision préfectorale portant dissolution de comice, annulait cette décision pour raison d'excès de pouvoir et de mauvaise interprétation de la loi.

Il s'agissait en l'espèce du comice agricole de Châteaudun, qui, après avoir reçu l'autorisation réglementaire pour sa constitution, s'était vu dissoudre par le préfet d'Eure-et-Loir pour le seul motif que d'autres associations du même genre existaient dans le même arrondissement. Le tribunal administratif suprême trouvant la raison donnée à la fois illégale, car la loi ne contenait aucune interdiction de cette espèce, et entachée de partialité, car cette dissolution avait été prononcée uniquement dans l'intérêt d'une association rivale, annulait purement et sim-

plement la décision préfectorale pour excès et détournement de pouvoir.

Toutefois les considérants spécifiaient en même temps que sauf dans l'hypothèse d'un détournement de pouvoir aussi caractérisé, il appartenait à l'administration, sous sa responsabilité, d'apprécier les circonstances qui pouvaient la déterminer à user du droit de révocation résultant de l'article 291 du Code pénal et de l'article 1 de la loi de 1834 combinés : les autorisations de police de cette nature étant essentiellement précaires et révocables. Ceci dit, il nous faut pour terminer ajouter un mot sur une question qui n'est que l'effet, la conséquence naturelle plutôt, de la dissolution de l'association, à savoir : la dévolution des biens de toute nature qui appartenaient à l'association dissoute. A qui ces biens reviendront-ils ? Tel est le problème qui se pose de lui-même une fois la décision administrative ou judiciaire rendue. La plupart du temps la réponse reste dans le vague ou du moins n'est pas soumise à une règle uniforme. Si en effet l'article 35 du spécimen de 1882 spécifie nettement que, dans le cas de dissolution, les fonds en caisse, le matériel, les livres et collections de l'association dissoute, ainsi d'ailleurs que tout ce qui se trouve lui appartenir, après liquidation de ses dettes, sont transmis à celle des associations agricoles du département que l'assemblée générale aura désignées, la majorité des statuts des

comices antérieurs à 1882 ne contiennent aucune disposition envisageant l'hypothèse de la dissolution. C'est alors à la mesure préfectorale de statuer sur ce point, et si la décision prise n'y fait pas allusion, il y a là matière à difficultés, c'est-à-dire à contestations pas toujours aisées à résoudre et qui entraînent pour les parties intéressées, tiers ou associés, de longs procès devant les tribunaux, et encore quels tribunaux, les judiciaires ou les administratifs ? cela dépend des espèces. De là une source de conflits d'attributions qui exigent toujours beaucoup de temps et des frais élevés pour trouver leur solution.

Quoi qu'il en soit, que la dévolution des biens de l'association dissoute se fasse conformément aux statuts, ou en vertu de la décision d'un tribunal quelconque, elle ne pourra jamais être faite qu'au profit de collectivités agricoles, comices ou sociétés d'agriculture, poursuivant un but identique ou analogue. Mais en aucun cas les associés ne peuvent se partager le fonds social pour la raison bien simple que les comices ne sont pas des sociétés commerciales, formées en vue de partager des bénéfices entre leurs membres pour l'enrichissement personnel de ceux-ci. Tout au plus peut-on accorder à chacun la faculté de reprendre dans la masse sociale ce qu'il a versé à titre d'apport sous forme de cotisation ou sous toute autre forme, selon les dispositions des statuts.

Dans ces conditions, il faut décider que si pour une raison quelconque les biens de l'association dissoute ne passaient pas à une autre d'objet analogue, tout ce qui reste de l'actif social, une fois le droit de reprise des apports exercé, serait *res nullius*, et la succession s'ouvrirait au profit de l'Etat conformément aux articles 539 et 713 du Code civil.

Ici se termine à proprement parler l'étude que nous nous proposons de faire sur la situation des comices agricoles en France; mais cette étude ne serait pas complète si nous ne nous arrêtions quelque peu aux institutions plus ou moins semblables existant dans les principaux pays étrangers d'Europe et d'Amérique. Bien que naturellement l'on ne rencontre pas dans ces pays des sociétés absolument identiques comme titre et comme fonctionnement aux comices agricoles français, les groupements s'occupant d'agriculture qui y existent, méritent qu'on les passe en revue, tout au moins rapidement, quand ce ne serait que pour faire ressortir les différences ou les analogies qu'ils présentent avec nos institutions indigènes. Ce sera l'objet du chapitre suivant, sorte d'annexe indispensable qui donnera un aperçu suffisant de l'état de la question au dehors de chez nous.

CHAPITRE V

LES ASSOCIATIONS AGRICOLES A L'ÉTRANGER (1)

Nous examinerons tout d'abord ce qui existe à ce point de vue dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne.

ANGLETERRE

En Angleterre, l'agriculture se trouve dans des conditions différentes de celles qui prévalent sur le continent. Elle y est considérée comme une profession que ne dédaignent pas les classes aisées et même l'aristocratie. La reine et d'autres membres de la famille royale se font honneur de prendre part, dans les conditions communes à tous, aux concours et expositions agricoles. Au-dessus du prolétariat formé de manœuvres et d'ouvriers, assez misérables du reste, ceux qui se consacrent à

1. Les renseignements contenus dans ce chapitre proviennent pour la plupart de communications faites par nos consuls en résidence dans les grandes villes des pays étrangers.

l'agriculture disposent en général de ressources bien souvent considérables. Aussi l'Association agricole est-elle en Angleterre plus difficile à organiser que sur le continent, d'autant mieux que l'agriculteur anglais pousse à l'excès la tendance individuelle de sa race.

C'est pourquoi l'on peut dire qu'il n'existe pas dans les îles Britanniques de syndicats professionnels agricoles comme en France et en Allemagne. Cependant l'on y compte de fort nombreuses sociétés d'agriculture qui se classent d'ailleurs en deux catégories distinctes : les unes ayant pour objet la défense proprement dite des intérêts de l'agriculture, tant au point de vue économique qu'au point de vue législatif ou administratif, et qui remplissent en quelque sorte auprès des autorités anglaises le même rôle que nos Chambres théoriques d'agriculture coloniales et métropolitaines, les autres se consacrant exclusivement à l'encouragement de l'élevage du bétail, au développement des machines agricoles, enfin au perfectionnement de tout ce qui touche l'art agricole et organisant à cet effet de nombreux concours ou expositions dotés de prix et de récompenses fort élevés.

Toutes ces sociétés sont privées et tirent uniquement leurs ressources des souscriptions individuelles de leurs membres et des offrandes qui leur sont faites en grand nombre par de généreux donateurs. Un fait important à signaler, c'est que toutes ces socié-

tés doivent leur existence et leur réussite à l'esprit d'entreprise, à la ténacité montrée par leurs secrétaires respectifs dont l'influence dans bien des cas se substitue à celle du président. Sous l'impulsion de ces secrétaires, les concours organisés par les sociétés, que le gouvernement ne patronne jamais, remportent des succès remarquables. La foule s'y porte quotidiennement toujours aussi dense, quelle que soit la durée de ces expositions, où les entrées atteignent couramment le chiffre de 8 à 10.000 par jour. Il est vrai que les animaux présentés, les machines exposées, les produits agricoles qui y figurent, sont tous d'une qualité exceptionnelle, et justifient amplement la vogue qu'ils obtiennent auprès d'un public aussi nombreux que divers, car toutes les classes de la société s'y trouvent mêlées.

Parmi les plus importantes sociétés d'agriculture anglaises, il faut citer la « Royal Agricultural Society » reconnue par l'Etat le 28 mars 1840, qui compte actuellement plus de 10.000 membres. Cette société qui est administrée par un conseil comprenant un président élu annuellement, 12 fidéicommissaires, 12 vice-présidents, et 50 membres renouvelés par moitié tous les ans, tient 3 assemblées générales chaque année, l'une en mai, l'autre en été, enfin la dernière en décembre.

Elle organise des expositions où se trouvent réunis les animaux de race et les instruments agricoles les

plus perfectionnés. De plus elle s'est adjoint un laboratoire où travaillent d'éminents botanistes, zoologistes et vétérinaires, et pratique dans sa ferme de Woburn des essais de culture où l'on expérimente aussi bien les variétés nouvelles de plantes que les procédés modernes d'exploitation du sol. Son journal périodique a pris rang parmi les publications scientifiques et tous les ans des médailles d'or, d'argent, ainsi que des diplômes de membres à vie de la société sont disputés par les élèves en agriculture.

D'autre part, les membres de la société ont à leur disposition une bibliothèque très complète et une vaste salle de lecture ; en outre un arrangement conclu avec le Collège Royal des vétérinaires leur permet d'obtenir une consultation dans les cas de maladie du bétail, et même d'envoyer à l'infirmerie de cet établissement les animaux malades ; enfin, grâce à une subvention importante de la société, ils peuvent se procurer à bas prix tous les engrais qui leur sont nécessaires.

A côté de cette société, la première du royaume, il faut mentionner : dans les comtés de Northumberland et de Durham ; le « Newcastle Farmer's Club » créée en 1845 ; « The Yorkshire Union of agricultural clubs and chambers of Agriculture » qui compte 2.000 membres et représente en réalité une fédération de 23 petits clubs locaux situés tous dans la même région ; dans le comté de Lincoln, « La Lin-

colnshire Longwool breeder's Association » qui encourage spécialement l'élevage du mouton de cette race et tient à cet effet un pedigree des animaux mâles ; enfin dans le comté de Kent la « Société d'Agriculture d'East Kent » qui groupe toute la noblesse foncière du pays et organise chaque année de nombreux concours d'animaux reproducteurs des espèces bovine, ovine et chevaline.

Toutes ces sociétés sont fort anciennes ; mais c'est à l'Ecosse que revient l'honneur d'avoir vu naître la première association agricole de tout le Royaume-Uni.

Cette société fondée en 1723 a pour titre « The honourable Society of Improvment the Knowledge of Agriculture in Scotland ». Depuis lors, nombreuses furent ses imitatrices et aujourd'hui l'on en compte 500 environ parmi lesquelles il convient de citer « The Highland Agricultural Society » comprenant 6.000 membres dont le siège est à Edimbourg, « The Glasgow Agricultural Society » avec 1.300 affiliés et quelques autres de moindre importance. L'objet de toutes ces associations est d'encourager l'amélioration des races de bétail et de récompenser les progrès réalisés dans la culture du sol. A cet effet elles organisent périodiquement des concours et expositions agricoles et attribuent des prix aux meilleurs ouvrages traitant les questions d'agriculture. La « Highland Agricultural Society » occupe actuellement sans contredit la première place parmi tous ces groupements.

Fondée en 1787, une charte nouvelle de 1834 lui permit d'étendre son champ d'action, limité jusqu'à aux « Highlands », et de contribuer dans toute l'Ecosse au progrès des diverses branches de l'industrie rurale. Plus tard, en 1856, une autre charte lui accorda la faculté d'augmenter les connaissances techniques chez les agriculteurs et l'autorisa à délivrer des diplômes aux professeurs d'agriculture. Elle organise tous les ans en Ecosse depuis 1822, presque sans interruption, une exposition d'agriculture à laquelle sont conviés tous les producteurs et éleveurs de l'Angleterre.

Cette société a une source de revenus qui lui est particulière et sans laquelle elle ne pourrait mener à bonne fin la tâche qu'elle a entreprise : les percepteurs des comtés compris dans le district de l'exposition ajoutent aux taxes ordinaires une contribution volontaire grevant la propriété foncière et immobilière : le taux de cette perception a varié de 20 à 30 shillings par 1.000 livres sterling de loyer, et en général les propriétaires n'ont fait aucune difficulté quand on leur a demandé une fois tous les huit ans d'acquitter cet impôt supplémentaire. La société est administrée par 1 président, 4 vice-présidents, 2 directeurs ordinaires, 20 extraordinaires, 1 trésorier et 2 secrétaires ; elle publie annuellement un volume qui porte le titre de *Transactions of the Highland and Agricultural Society of Scotland*.

En Irlande il n'existe que deux sociétés importantes, la « North East Agricultural Association » et l'« Ulster Chemico Agricultural Society » qui toutes deux ont leur siège à Belfast. A la tête de la première se trouve le comte Cadogan, lord lieutenant d'Irlande, 12 présidents, 3 conseils de 25 membres et 4 comités spéciaux. L'association, propriétaire d'un vaste terrain à 2 milles de Belfast, y organise chaque année deux expositions, l'une au printemps, ouverte à tous les animaux d'élevage, l'autre en été plus spécialement consacrée aux chevaux et aux moutons. Le succès de ces divers concours est très grand, car ils sont l'occasion à la fois de transactions importantes et de plaisirs faciles qui attirent une foule énorme.

Enfin disons qu'à côté de ces grandes sociétés il en existe de moins importantes, les « Farmer's clubs » qui sont des associations agricoles ayant pour objet la diffusion des connaissances techniques parmi leurs membres, tous fermiers cultivateurs. Quelques-uns de ces clubs à l'instar de nos syndicats français achètent du bétail ou des instruments pour les revendre à leurs adhérents, et facilitent la vente des produits de ceux-ci, mais ce dernier cas est plutôt rare.

ALLEMAGNE

On peut avancer sans crainte d'exagération, que l'Allemagne est aujourd'hui le pays par excellence des associations agricoles, car il n'y a guère de commune importante qui n'en possède plusieurs. Toutes ces associations, libres et privées, gravitent d'ailleurs, plus ou moins, dans l'orbite de Berlin où se trouve le Conseil Agricole fondé dans cette ville en 1872 et composé des délégués des associations de chaque Etat confédéré. Ce Conseil se réunit une fois par an en assemblée plénière et se fait représenter le reste du temps par un comité permanent.

Les sociétés allemandes sans attaches gouvernementales, du moins constitutionnellement, ont été fondées par l'initiative individuelle de notables agronomes du pays. Leur influence s'exerce sur toutes les branches de l'agriculture, et selon les besoins elles se réunissent à des époques variables, pour étudier telles ou telles questions et transmettre ensuite les procès-verbaux de leurs séances au conseil d'agriculture. La plupart du temps ces sociétés se consacrent plus particulièrement à un objet spécial ; elles se présentent le plus souvent sous la forme de sociétés de prêt ou de crédit, d'associations pour l'achat en commun des matières premières et la vente des produits agricoles, de sociétés de consommation, de sociétés pour l'achat des machines

et instruments nécessaires à la culture du sol.

Ce sont de véritables syndicats professionnels analogues dans leur objet aux nôtres et comme l'on en compte plus de 10.000, il convient de dire un mot de leur organisation bien que cette question sorte légèrement de notre sujet.

Il y a lieu tout d'abord de remarquer que ces syndicats allemands offrent une différence considérable avec leurs homonymes de France. Tandis, en effet, que la loi française du 21 mars 1884 assigne (théoriquement du moins) aux institutions de cette espèce pour but exclusif, l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux, agricoles, la loi allemande du 1^{er} mars 1889 définit le syndicat ou association, « une société ayant pour but de favoriser la prospérité de l'individu ou du ménage de ses membres au moyen de l'exploitation en commun ». De plus et comme conséquence, tandis que le syndiqué français est quitte de toute obligation envers la société lorsqu'il a acquitté sa cotisation annuelle, le syndiqué allemand est solidairement responsable des obligations de la société considérée comme personne morale.

Pour s'expliquer cette différence, il suffit de se rappeler que les sociétés allemandes créées par le fameux « Schulze Delitzsch ne sont pas des sociétés par actions à capital fixe représenté par lesdites actions. Chaque associé pouvant au contraire, à chaque ins-

tant, retirer sa part de l'actif social, le capital de l'association est essentiellement variable et par suite inconnu du public, aussi pour garantir les créanciers des risques provenant de cette variabilité a-t-on été forcé d'admettre la solidarité des associés avec l'association elle-même. D'ailleurs, toujours à l'encontre de ce qui se pratique chez nous, le syndicat allemand peut acquérir des propriétés et des droits réels sur toutes sortes d'immeubles et les syndiqués sont considérés par la loi comme de purs et simples commerçants.

Mais en dehors de ces syndicats il existe de véritables sociétés d'agriculture très florissantes que nous allons maintenant examiner rapidement.

C'est à Berlin que se trouve le siège de la principale qui a pour titre « Société d'agriculture allemande ». Fondée en 1884 avec 550 adhérents, elle compte aujourd'hui plus de 11.000 membres et est placée sous le haut patronage de l'Empereur et la présidence de Son Altesse le prince Frédéric-Auguste de Saxe. Les cotisations s'y élèvent annuellement à 220.000 marks, auxquels il convient d'ajouter 100.000 marks provenant d'autres recettes. L'administration de la société est divisée en sept sections, à savoir : celles des engrais, des semences, du labourage, de la culture des champs, de l'élevage du bétail, de l'outillage agricole, enfin de la culture des fruits et de la vigne.

Ces sections indiquent à leurs adhérents tous les perfectionnements apportés dans leur branche spéciale et créent des offices qui servent non seulement d'intermédiaires entre vendeurs et acheteurs, mais encore recherchent toutes les améliorations dont elles pourraient amener la réalisation. La société organise tous les ans des expositions agricoles dotées de prix importants et publie en fin d'exercice un compte rendu détaillé de ses travaux.

A côté et légèrement au-dessous d'elle comme importance, l'on peut citer, pour mémoire tout au moins, l'« Association des Sociétés agricoles de la marche de Brandebourg et de Niederlausitz », qui présente cette particularité d'être en quelque sorte le banquier des sociétés affiliées ; celles-ci peuvent, en effet, sous certaines conditions, se faire ouvrir un compte courant par l'intermédiaire duquel elles font toutes leurs transactions.

Dans d'autres parties de l'Allemagne, telles que le Hanovre, la Silésie, l'Etat de Hambourg, le Grand-Duché de Bade, l'on compte également de nombreuses sociétés d'agriculture, mais les plus remarquables et les plus florissantes, en dehors des deux associations précitées, sont celles situées dans le royaume de Saxe, la Bavière et la Prusse, tant rhénane qu'occidentale.

En Saxe il existe environ 780 sociétés d'agriculture désignées sous le nom de *Zweigvereine* (sociétés Ra-

meaux) représentant un total de 49.056 membres répartis dans les 5 cercles suivants : Cercle de Dresde, 141 sociétés, 8.696 membres ; Cercle de Leipzig, 86 sociétés, 5.442 membres ; Cercle de Chemnitz, 303 sociétés, 18.832 membres ; Cercle de Reichenbach, 110 sociétés, 7.866 membres ; Cercle de Bautzen, 90 sociétés, 8.220 membres. L'admission des sociétés dans ces cercles est d'ailleurs très aisée, puisque pour toute formalité la société impétrante n'a qu'à joindre à sa demande une copie de ses statuts, qu'elle a du reste rédigés en toute liberté. C'est pourquoi toutes les sociétés du royaume font partie de l'un ou l'autre de ces cercles. Ceux-ci ont chacun à leur tête une société centrale dirigée elle-même par un comité composé des présidents des sociétés affiliées. Ce comité nomme à son tour un directorium, des députations, des commissions spéciales, établit le budget, vérifie les comptes et en donne décharge.

Bien qu'il n'y ait pas d'époque fixée pour les séances, celles-ci, en général, ont lieu tous les trimestres : on y fait connaître les événements concernant les sociétés affiliées, les communications du ministre de l'Intérieur, enfin les propositions, projets, ainsi que les comptes rendus des travaux précédemment effectués.

Le directorium est chargé de l'exécution des décisions prises par l'assemblée générale, comme d'ailleurs de toute la partie proprement administrative. Il comprend un président, un vice-président et

surtout un secrétaire général inamovible, toujours choisi parmi les personnes les plus compétentes dans l'art agricole. Au-dessus de toutes les sociétés agricoles de la Saxe, se trouve le Conseil d'Agriculture, organe plutôt politique, qui se rapprocherait de nos Chambres d'agriculture tant au point de vue de sa constitution que de son objet.

Le royaume de Bavière compte également de nombreuses sociétés. Le plus importante en est : « L'Association Agricole de Bavière » qui s'étend sur tout le royaume et se subdivise en sociétés de cercles et de districts. Cette association peut être considérée comme le Conseil agricole du pays et fonctionne sous le contrôle du ministre de l'Intérieur. Elle organise chaque année des expositions régionales et fait paraître toutes les semaines à Munich un journal tiré à 50.000 exemplaires. En dehors de cette grande association, il existe en Bavière 4.900 groupements agricoles de moindre importance, mais qui cependant réunissent dans leur ensemble 400.000 membres. Parmi eux l'on peut citer les sociétés pour l'amélioration de la race chevaline « l'Allgäuer Herdbuch Gesellschaft » dont le but est d'obtenir à la fois le meilleur lait et la meilleure viande en même temps que le perfectionnement de la race bovine locale, la Société laitière de « l'Allgäu » dont le siège est à Kempten, qui a pour objet la production du beurre et du fromage, et enfin les sociétés d'horticulture très florissantes dans tout le Palatinat.

Dans les provinces prussiennes, occidentale mais surtout rhénane, nous rencontrons deux groupements véritablement sérieux : l'un dont le siège est à Dantzig formé de gros propriétaires fonciers, l'autre situé à Bonn et doté de la personnalité civile.

La Chambre d'agriculture de Prusse Occidentale a pour objet l'amélioration constante et progressive de la culture et de l'élevage. A cet effet elle prend l'initiative de nombreuses expositions où elle décerne des récompenses de toutes sortes aux exposants des meilleurs produits. Elle possède en outre à titre personnel des haras et des étables modèles où elle entretient des étalons et des taureaux de race qu'elle met à la disposition des éleveurs pour une rétribution modique. De plus, elle fournit aux cultivateurs tous les engrais dont ils ont besoin aux prix les plus bas et charge ses nombreux professeurs de conférences agricoles dans chaque contrée.

Quant à l'Association des agriculteurs de la Prusse Rhénane, fondée en 1833, elle répartit ses travaux entre les 16 sections dont elle se compose. Cette société qui compte 60.000 membres a dû se subdiviser en 66 sections locales organisées à son image. En outre ses membres sont répartis en groupes ou « casinos » affiliés aux sections locales. Et à chaque casino est joint un bureau par l'intermédiaire duquel s'opèrent les achats et les ventes des produits, les offres et les demandes d'emploi, les affaires de fermage et de bail.

L'Association des agriculteurs de la Prusse Rhénane a en outre créé des institutions spéciales qu'il y a lieu de ne pas passer sous silence. Ce sont :

1^o La Commission d'achat qui, comme son nom l'indique, a pour triple but d'acheter de bonnes marchandises, d'éviter les fraudes commises dans le commerce des fourrages et des engrais, et enfin de maintenir, par des combinaisons appropriées, les prix à leur niveau régulier. Elle cherche surtout à obtenir des rabais considérables en effectuant des achats par de grandes quantités ; aussi centralise-t-elle toutes les demandes, et les bénéfices qu'elle réalise par ce moyen profitent aux agriculteurs qui s'approvisionnent par son intermédiaire.

Les demandes, une fois centralisées, sont transmises au vendeur qui expédie directement à l'intéressé ce qu'il désire ; mais, et c'est là le point important et même capital pour l'acheteur, toute la correspondance, toutes les réclamations relatives à la qualité de la marchandise vendue s'effectuent par les soins de la commission, toujours plus compétente qu'un simple particulier grâce à ses services techniques, et qui de plus se charge gratuitement des frais d'analyse du produit incriminé, lorsque la quantité dépasse, ou au moins atteint, 10.000 kilos.

Les résultats obtenus par cette manière de faire ont été si excellents, que dès 1856 plusieurs sociétés agricoles s'étaient réunies en un vaste syndicat inti-

tulé « Bezugsvereinigung » s'occupant exclusivement d'achats de matières premières pour ses adhérents.

2° Une station d'expériences (Versuchstation) qui, créée en 1885, exerce depuis cette époque un contrôle des plus actifs sur le commerce des engrais, fourrages et denrées alimentaires, en analysant fréquemment les matières achetées au moyen de prélèvements effectués sur les achats.

3° Un bureau de consultation juridique, dont l'objet est tout autant de fournir aux membres tous les renseignements dont ils ont besoin sur les points de droit qui les intéressent, que de les assister dans leurs réclamations et intervenir à leur place dans les transactions le cas échéant.

4° Un journal qui comptait déjà en 1898, soixante-six années d'existence, et se tirait à cette époque à plus de 20,000 exemplaires chaque semaine.

5° Une vingtaine environ d'écoles d'agriculture où sont donnés de nombreux cours sur des questions agricoles et dont plusieurs sont réservés aux adultes.

6° Une assurance ou plutôt un certain nombre de traités conclus avec diverses sociétés d'assurance sur la vie contre les accidents et contre la mortalité du bétail.

Disons en terminant que sous les auspices de la Fédération, plus de 100 laiteries coopératives ont pu non seulement se créer, mais progresser dans des conditions remarquables.

HOLLANDE

L'origine des sociétés agricoles aux Pays-Bas remonte à 1805. C'est à cette époque, en effet, que furent instituées dans les départements de la République batave des « Commissions d'Agriculture ». Ces commissions étaient dirigées par un comité dont les membres, à l'exception du secrétaire qui recevait une indemnité annuelle, ne touchaient aucun traitement. En 1806, le gouvernement nomma une commission spéciale chargée de correspondre et de traiter des intérêts agricoles avec les secrétaires des commissions fondées l'année précédente.

Cette organisation donna certes de bons résultats pendant quelque temps, mais le zèle de ces doubles commissions s'étant ralenti, de sérieux mécontentements se manifestèrent et en 1841 une Société d'Agriculture et de Botanique fut créée à Utrecht. L'année suivante de grands efforts furent tentés pour en fonder une autre en Zélande et en 1843 ce fut chose faite. La nouvelle société, placée sous le patronage du roi, s'occupait exclusivement de favoriser l'agriculture et l'élevage du bétail. Rapidement les autres provinces suivirent cet exemple et les anciennes commissions de 1805 devenues sans objet furent bientôt dissoutes par arrêté du 7 janvier 1851.

C'est donc à partir de 1843 que des sociétés pure-

ment agricoles se sont établies aux Pays-Bas ; leur sphère d'action s'étend soit sur une province entière, soit sur une partie seulement : deux d'entre elles la « Société Hollandaise » et la « Geldersche Overyselsche » comprennent, la première les deux provinces de la Hollande septentrionale et la Hollande méridionale, la deuxième celles de la Gueldre et de l'Overysse. Ce sont évidemment les deux plus importantes, mais il en existe une dizaine d'autres qui ont obtenu d'excellents résultats. Toutes ces sociétés ont d'ailleurs la personnalité civile et diffèrent peu entre elles quant à leur organisation et à leur but.

Voici quelques détails sur chacune d'elles.

1^{re} La Société Hollandaise d'Agriculture dont le siège est à La Haye a été fondée en 1847 ; elle compte actuellement 7.700 membres environ et est administrée par une sorte de Conseil supérieur formé de 10 membres élus par l'assemblée générale et pris par moitié dans chacune des deux provinces. La société a pour but l'encouragement et le perfectionnement de l'agriculture au moyen de conférences et d'expositions de bétail (animaux reproducteurs et animaux gras), de produits du sol et d'instruments aratoires ; elle se préoccupe aussi de l'amélioration de la position sociale des travailleurs agricoles. Elle comprend 91 sections, 47 dans la Hollande septentrionale, 44 dans la Hollande méridionale, dotées

chacune d'une administration propre et entièrement libre dans le choix des moyens à employer pour atteindre le but poursuivi par la société. La société a adopté comme organe une feuille périodique : *Le Bulletin hebdomadaire de l'Agriculture Néerlandaise*, adressé gratuitement à tous les associés. L'organisation des expositions est réglée de la manière suivante : la caisse de l'administration centrale alloue annuellement une subvention de 500 florins à la section dans laquelle doit avoir lieu l'exposition dont le programme est toujours arrêté par le Conseil supérieur. Ajoutons que tous les cinq ans une exposition plus importante a lieu par les soins du Conseil supérieur et aux frais de la caisse générale. L'Etat alloue à la société une subvention de 4.000 florins pour l'examen et l'analyse du lait et une autre de 500 florins pour des conférences sur des sujets agricoles ; de leur côté les deux provinces lui accordent une allocation de 1.000 florins chacune.

2° La Société d'agriculture de la Gueldre et de l'Overijssel dont le siège est à Arnheim et qui compte 4.400 adhérents, a une organisation sensiblement analogue à celle de la Société hollandaise. Comme elle, elle est administrée par un Conseil supérieur et se subdivise en un certain nombre de sections. Son but est identique et elle reçoit également à la fois une subvention de l'Etat et une allocation des administrations provinciales. La part contributive du gou-

vernement est de 2.900 florins, dont 2.000 pour l'école laitière qui fonctionne sous son patronage, 500 pour les conférences qu'elle organise périodiquement, 100 pour les cours de ferrage qu'elle donne régulièrement, tandis que la contribution des deux provinces est ensemble de 1.700 florins, dont 500 pour l'école de laiterie, 1.000 pour les cours d'équitation, 200 pour les cours de ferrage.

3° La Société frisonne de Leuwarden fondée en 1851 est divisée en 21 sections ayant pour objet l'élevage du bétail, le perfectionnement de la culture et l'amélioration de la condition sociale de l'agriculteur. Elle organise des concours, expositions, conférences, pour lesquels elle reçoit de l'État 2.500 florins, auxquels viennent s'ajouter, en dehors des cotisations personnelles de ses membres, 1.250 florins donnés par la province de la Frise.

4° La Société d'encouragement à l'agriculture et à l'élevage du bétail en Zélande dont le siège est à Middelbourg comprend 8 sections et est dirigée par deux comités, l'un de direction et l'autre d'exécution, nommés par l'assemblée générale et qui se réunissent toutes les fois que le besoin s'en fait sentir. Elle organise un concours-exposition annuel et reçoit une subvention de 1.050 florins dont 750 proviennent du gouvernement et 300 de l'administration provinciale.

5° La Société néerlandaise d'horticulture et de bota-

nique qui a plus spécialement pour objet l'étude de toutes les questions se rapportant à ces deux branches et organise chaque année des concours et expositions exclusivement réservés à celles-ci.

6° La Société d'agriculture du Duché de Limbourg fondée en 1862, qui offre avec les précédentes cette grande différence dans son organisation qu'au lieu d'être indépendante et autonome, elle est placée sous la direction et le contrôle immédiats de l'administration provinciale. Celle-ci en effet nomme les membres de son conseil de direction sinon en totalité du moins pour plus de la moitié. Chaque année la société adresse aux états provinciaux un rapport sur la situation de l'agriculture dans le Duché et organise deux expositions où les primes et récompenses en numéraire sont réservés uniquement à ses adhérents.

7° L'Association néerlandaise des paysans, de fondation relativement récente, puisqu'elle ne remonte qu'à 1896, compte actuellement plus de 10.000 membres. Son action s'exerce sur tout le royaume, grâce à sa division en sections provinciales et en sections communales. A la tête des premières se trouvent un président, un vice-président, deux secrétaires, un trésorier ; à la tête des secondes, un président et seulement un secrétaire et un trésorier. Toutes ces sections élisent à leur tour un président, un vice-président, deux secrétaires et un trésorier général qui administrent la Société centrale. L'association

a pour but le développement de l'agriculture, le défrichement des terres, l'élevage des chevaux et du bétail ; elle se préoccupe particulièrement de la défense des intérêts de l'agriculture et de l'amélioration de son sort : dans ce but elle fait une active propagande en vue d'obtenir des modifications à la législation actuelle sur l'agriculture.

Au-dessus de ces différentes sociétés, les groupant toutes en quelque sorte, fonctionne le « Comité Néerlandais d'Agriculture, dont la création ou plutôt la réorganisation n'est pas fort ancienne. Lorsqu'en 1862 fut dissoute la Société royale d'Agriculture, fondée en 1854 sur l'initiative du roi Guillaume III, plusieurs tentatives successives furent faites en vue de créer une nouvelle société pour la remplacer ; mais les efforts demeurèrent infructueux jusqu'en 1884, et c'est seulement à cette époque, lors de l'exposition d'agriculture qui eut lieu à Amsterdam, qu'on jeta, en principe tout au moins, les bases de l'institution nouvelle. Toutefois ce ne fut guère qu'en 1893, après une longue période de tâtonnements, que le Comité Néerlandais, dont les statuts venaient d'être définitivement fixés, vit sa situation s'améliorer notablement et fut bientôt reconnu par l'Etat comme le représentant officiel des intérêts agricoles du pays, pris dans le sens le plus large.

A l'heure actuelle, toutes les sociétés ayant au

moins 600 membres sont admises à s'y affilier et y envoient un nombre de délégués proportionnel à celui de leurs membres. Le comité se compose ainsi de 54 membres représentant 22 sociétés avec voix délibérative et d'un certain nombre d'autres ayant seulement voix consultative : ceux-ci sont désignés en partie par le Département de l'Intérieur qui en nomme 5, par celui du Commerce et de l'Industrie qui y envoie 2, et enfin par celui des Finances et de la Guerre qui s'y font représenter chacun par un délégué. La cotisation de chaque société affiliée est également proportionnelle au nombre de ses adhérents et l'Etat lui accorde une subvention de 13.500 florins. Le comité est dirigé par un président, un vice-président et trois administrateurs dont les fonctions sont gratuites : par contre le secrétaire reçoit un traitement annuel fixe. Ce comité publie chaque année un compte rendu de ses travaux et c'est lui qui est chargé sous la direction du ministère de l'Industrie et du Commerce de l'élaboration du rapport sur la situation de l'agriculture dans le royaume.

Tels sont aux Pays-Bas les principaux groupements s'occupant exclusivement des intérêts généraux agricoles ; mais il existe d'autres associations qui portent le nom de sociétés coopératives et sont régies par la loi du 17 novembre 1876. Ces coopératives ont pour but l'achat d'engrais, de semences, de fourrages,

d'animaux reproducteurs, la vente du lait, du beurre et en général de tous les produits de l'agriculture. A ce point de vue, l'on peut donc dire qu'elles ressemblent à nos syndicats, mais la loi hollandaise diffère cependant assez sensiblement de la nôtre. Les sociétés néerlandaises sont en effet soumises aux dispositions du Code civil et du Code de Commerce suivant la convention des parties : de plus, qu'elles soient ou non administrées par des nationaux, elles ont la personnalité civile. Quant à leurs membres, qui peuvent à tout moment se retirer de l'association, ils sont solidairement responsables les uns des autres. Enfin ces sociétés ont le droit d'acquérir autant d'immeubles qu'elles le désirent et d'autre part peuvent être mises en faillite, si elles ne satisfont pas à leurs engagements.

BELGIQUE

Les associations s'occupant de questions agricoles sont fort nombreuses en Belgique où elles affectent les formes les plus variées ; l'on y trouve à la fois des sociétés d'agriculture et des comices agricoles, puis des ligues, des syndicats plus ou moins professionnels à objet particulier, et enfin des sociétés de crédit et des sociétés d'assurance agricoles. Laissant de côté ici ce qui a trait

au crédit et à l'assurance, nous examinerons brièvement les quatre premiers types de groupement précités.

D'après la statistique publiée en 1907 par le département de l'agriculture belge, il existait dans le royaume 158 comices inégalement répartis d'ailleurs entre les 9 provinces qui les composent. Ces comices comprenant plus de 30.000 membres et dont le budget global se montait à près de 370.000 fr. sont l'une des institutions agricoles les plus anciennes de nos voisins, car leur création remonte à 1848. Il est vrai que dans les débuts leur action a été singulièrement limitée, malgré la sorte de fédération qu'ils avaient réalisée par le groupement des comices d'une même province ; mais vers 1870 et surtout en 1889 ils prirent un développement tout particulier et rendirent véritablement d'importants services à l'agriculture. A cette époque, en effet, des commissions provinciales, composées de délégués des comices nommés par ceux-ci pour un certain nombre d'années, furent fondées dans chaque province avec mission tout à la fois de renseigner l'administration supérieure sur la situation agricole de leur région au moyen de statistiques nombreuses, et d'appeler l'attention du gouvernement sur les faits de toute nature préjudiciables aux intérêts des agriculteurs, en lui signalant au besoin les remèdes qu'il conviendrait d'y apporter.

Au reste, les comices agricoles belges, en dehors de ce rôle officiel en quelque sorte, s'occupent avec succès d'organiser des concours, des expositions, de créer des jardins d'essai, des champs d'expérience qui sont pour les populations rurales d'excellentes leçons de choses dont elles retirent le plus grand profit.

Il existe de ces associations, nous l'avons dit, sur tout le territoire de la Belgique, mais les plus importantes se rencontrent dans la Flandre orientale, le Brabant, le Luxembourg, la province de Liège, celle d'Anvers et enfin dans le Hainaut.

L'on peut citer, parmi elles, les 28 comices de la Flandre Orientale, groupés en une vaste fédération intitulée « Société Agricole de la Flandre Orientale, qui se sont fait plus spécialement remarquer dans ces dernières années en organisant des syndicats d'élevage pour l'amélioration des races bovines locales. Ces syndicats ont à établir un herd-book des animaux de leur circonscription, qui doit être tenu rigoureusement à jour et est vérifié périodiquement par la Commission provinciale d'agriculture dont c'est là une des fonctions. Cet exemple est d'ailleurs suivi par les comices du Luxembourg et du Brabant qui ont fondé, sous le contrôle également des Commissions provinciales, des syndicats d'élevage donnant chaque année de nombreux concours où ne sont admis que des animaux inscrits au herd-book.

Dans la province de Liège, la « Société Royale Agricole de l'Est de la Belgique » groupe 14 comices dont les concours, fréquents et largement ouverts à tous il y a encore une dizaine d'années, ont été remplacés par des expositions moins nombreuses et uniquement réservées aux animaux présentant les signes caractéristiques de la race locale, si bien qu'actuellement chaque contrée possède pour ainsi dire son concours spécial d'animaux reproducteurs inscrits au herd-book qui lui est particulier, et comme il en va de même pour les représentants de la race chevaline, cette mesure contribue puissamment à la fixation et à l'amélioration de la population animale de toute la région. De plus la société et, bien entendu, les comices qui la composent, se sont efforcés de propager l'emploi rationnel des engrais chimiques et la diffusion des plantes de cultures nouvelles. Enfin grâce à eux des écoles de laiterie et des cours de maréchalerie ont pu être institués et donnent, depuis assez longtemps déjà, les meilleurs résultats.

D'autres comices moins importants fonctionnent encore dans le Hainaut, recevant de l'Etat une subvention de 13.500 francs. Ce sont les comices de Fleurus, de Thuin, de Fontaine-l'Evêque qui réunissent avec les cultivateurs du canton tous ceux qui s'intéressent aux choses de l'agriculture. Il convient de faire une place à part au Comice de Fleurus qui le premier a inauguré les primes aux anciens servi-

teurs ruraux et organisé des concours de « mulsion » c'est-à-dire de traite des vaches.

Citons enfin pour terminer, dans le Limbourg, la Société Agricole de cette province, qui a son siège à Hasselt. Cette société se subdivise en comices dont le nombre et la circonscription sont déterminés par le ministre de l'Agriculture et des Travaux publics après avis de la commission provinciale. Il leur incombe le soin de développer les diverses industries rurales, de propager les améliorations culturelles, de donner un avis au gouvernement sur telle ou telle question, et enfin d'arrêter définitivement les conditions de chaque concours. Parmi leurs membres est nommée la commission provinciale comprenant : 1 président, 2 vice-présidents et 8 autres membres, tous élus par les comices. Cette commission a la haute surveillance des faits et gestes de ces derniers et sert de lien de communication entre eux et l'Etat. En outre elle établit la statistique agricole annuelle de la région.

Telle est dans ses grandes lignes la situation des comices agricoles en Belgique. Comme nous l'avons fait observer plus haut, on trouve encore dans ce pays des sociétés apicoles, avicoles, horticoles, puis des syndicats pour l'amélioration des espèces animales et enfin des groupements spéciaux désignés sous le nom de « Ligues Agricoles » dont il nous faut dire un mot.

Ces groupements, à l'encontre des autres associations, telles que les comices ou les syndicats, sont absolument indépendants du gouvernement, et exclusivement formés de cultivateurs, réunis librement pour l'étude et la défense d'intérêts agricoles purement locaux, car leur seule action se limite toujours soit à un hameau, soit à une commune, rarement à plusieurs et jamais à un canton entier. Mais ces ligues se groupent à leur tour en fédérations qui elles peuvent embrasser un ou plusieurs cantons, voire même une province entière. Elles ont d'ailleurs un objet analogue à celui de nos syndicats (professionnels) agricoles : elles s'occupent d'acheter les matières premières indispensables à la culture telles que les engrais, les semences, les machines, les animaux et pratiquent également le crédit et l'assurance contre la mortalité des bestiaux ; en outre elles servent même d'arbitre dans les contestations survenant entre patrons et ouvriers ruraux. Fort nombreuses sur toute l'étendue du royaume, puisque l'on en compte près de 1.000, elles rendent les plus grands services à la main-d'œuvre ouvrière et au petit propriétaire foncier en cherchant par tous les moyens en leur pouvoir à améliorer leur sort.

SUISSE

Les sociétés d'agriculture en Suisse se divisent en

3 groupes désignés respectivement par les titres de : 1° Société d'agriculture de la Suisse centrale dont la sphère d'action est la Suisse allemande ; 2° Fédération des sociétés de la Suisse française ; 3° enfin Société d'Agriculture du canton de Tessin qui exerce son influence sur la Suisse italienne. Chacune de ces sociétés, qui reçoit des subsides du gouvernement, réunit dans son sein plusieurs associations cantonales ou locales ayant toutes pour but l'amélioration et le perfectionnement de l'agriculture dans leur région, par le moyen de conférences, de cours, d'essais, d'expériences, d'expositions, de concours et de journaux agricoles.

Mais tandis que les groupements locaux se bornent à ces différents objets qui rentrent véritablement dans le cadre de leur activité, les grandes sociétés se sont donné une tâche autre, qui, bien qu'accessoire en théorie, prend pratiquement tout leur temps et à laquelle elles consacrent tous leurs soins ; c'est d'une part l'achat pour leurs adhérents des matières premières nécessaires à l'exploitation du sol, d'autre part la vente des produits obtenus par les associés. Et ce côté purement commercial semble aujourd'hui si bien vouloir dominer et absorber tous les autres que beaucoup de bons esprits voient actuellement d'un mauvais œil non seulement le développement des associations agricoles anciennes, mais encore la fondation de nouvelles ; d'autant mieux qu'en se subs-

tituant pour ainsi dire dans toutes les opérations culturales aux agriculteurs eux-mêmes par les conseils de toute espèce qu'elles leur prodiguent, elles réduisent plus ou moins ceux-ci à l'état de machines dépourvues de toute espèce d'initiative personnelle.

A côté de ces associations, il existe cependant des syndicats agronomiques et des syndicats d'élevage du bétail, qui eux n'ont pas exclusivement en vue un profit matériel ou un bénéfice pécuniaire comme de véritables sociétés de commerce. Ces syndicats sont groupés en fédération, sous les dénominations suivantes : « Fédération suisse des Syndicats agronomiques dans la Suisse orientale dans le canton de Zurich », « Fédération suisse des Syndicats d'élevage de la race tachetée brune dans le canton d'Argovie », enfin « Fédération suisse des Syndicats d'élevage de la race tachetée rouge dans le canton de Berne ».

ITALIE

La Péninsule Italique possède sur tout son territoire de nombreuses associations agricoles, comices et syndicats, mais les plus remarquables, celles qu'il convient de citer, ont leur siège dans les pro-

vinces de Naples, de Florence, la Ligurie, la Lombardie et la Sardaigne.

Dans la région de Naples on ne compte, il est vrai, qu'une seule association de propriétaires ou de fermiers, mais elle remonte à 1886 et groupe actuellement plus de 500 personnes. Son objet unique consiste dans l'amélioration des terres de culture, soit par des irrigations, soit par des drainages, soit par des amendements appropriés. La cotisation est de 30 francs par an et le journal périodique qu'elle publie est répandu par toute l'Italie, surtout dans le sud. On peut malheureusement lui reprocher de se cantonner un peu trop dans la théorie et de ne pas mettre suffisamment en pratique les principes qu'elle préconise.

Dans la circonscription du Consulat français de Florence, il existe par contre un comice agricole par arrondissement, ce qui n'est d'ailleurs que l'application du décret royal du 23 décembre 1866. Son but, toujours suivant les dispositions de ce décret, est : 1° de proposer au gouvernement l'adoption des mesures qui sembleraient dans un intérêt général ou local de nature à améliorer les conditions de l'agriculture ; 2° de recueillir et de transmettre à l'administration centrale ou provinciale tous les renseignements intéressant les agriculteurs ; 3° de faire connaître et mettre en pratique les meilleurs systèmes et modes de culture, les engrais les plus rémunérateurs, les

instruments les plus perfectionnés, etc. ; 4° d'organiser des concours et des expositions des produits agricoles, animaux et végétaux ; 5° enfin de rendre plus faciles les rapports entre les propriétaires et les ouvriers ruraux.

Chaque comice a à sa tête un conseil de direction comprenant 1 président, 1 vice-président, 1 secrétaire et 4 membres délégués. Ce conseil se réunit en sessions ordinaires deux fois par an, il discute et arrête le programme des concours et nomme le jury des récompenses à y décerner. Tous les comices de la circonscription de Florence donnent d'excellents résultats, mais entre tous, celui de Florence même, mérite une mention spéciale, tant au point de vue du nombre élevé de ses adhérents (plus de 1.100) qu'au point de vue de ce qu'il a fait ou contribue à faire. Outre en effet un journal bi-mensuel très documenté et des conférences très suivies, ses créations du syndicat agricole et du syndicat anti-phyllloxérique ont fait le plus grand bien au pays. D'ailleurs ces syndicats ne sont pas une institution *sui generis* soumise à une loi spéciale comme en France, ils sont organisés sous forme de sociétés anonymes coopératives, ou bien sont constitués purement et simplement par la réunion de personnes qui s'associent librement dans le but d'acheter en commun des produits utiles à l'exploitation de leur sol.

Tous les syndicats d'ailleurs, quels qu'ils soient, portent le nom de « Consorzi agrari » ; les plus importants sont ceux de Florence et de Parme. Celui-là se prévalant de la loi de 1866 qui reconnaît aux comices le droit de vendre et d'acheter des produits agricoles, ne fait à l'instar du comice dont il n'est d'ailleurs qu'une émanation sous sa dépendance complète, que la première de ces deux opérations commerciales et ses achats portent uniquement sur les engrais et les semences. Au contraire, le Syndicat agricole de Parme tout en pratiquant les achats de matières premières sur une vaste échelle, s'occupe également de la vente des produits obtenus, aussi bien dans le pays même qu'à l'étranger.

Une autre association suit cet exemple c'est la « Federazione italiana dei Consorzi agrari » qui n'est à vrai dire qu'une Union des diverses sociétés d'agriculture et syndicats de la province. Fondée en 1892 sous la forme d'une coopérative anonyme dont le siège est à Plaisance, elle a pour but : 1° d'acheter tant pour son propre compte que pour celui de ses membres tout ce qui peut être utile dans une exploitation ; 2° de vendre en qualité de mandataire de ces mêmes personnes les produits des diverses récoltes ; 3° de concourir au développement de l'exploitation agricole ; 4° de louer des machines et instruments pour la culture ; 5° de fournir aux agriculteurs toutes informations utiles ; 6° de créer, de subventionner et de sur-

veiller des champs d'expériences. L'excédent des recettes sur les dépenses est ainsi réparti : un vingtième au fonds de réserve, puis un intérêt aux membres de l'Union jusqu'à un maximum de 50 o/o ; enfin sur la somme encore disponible après ces prélèvements, 40 o/o pour le fonds de réserve, 40 o/o pour les membres de la Fédération au prorata de leur quote-part dans les achats et les ventes, 10 o/o aux employés de la société, enfin 10 o/o pour faire de la propagande.

Le résultat obtenu par cette fédération en ce qui concerne l'emploi d'engrais complets et titrés ont été excellents, mais de plus elle a obtenu de l'administration des douanes un abaissement de tarif sur les sacs d'engrais, de celle des chemins de fer un dégrèvement des frais de transport pour ces denrées, des sociétés d'assurance une diminution des primes, enfin des sociétés de crédit des prêts dans de bonnes conditions en faveur des cultivateurs.

La province de Ligurie, montagneuse et plus propre à la culture des fruits, des fleurs et du vin qu'à celle des céréales ou à l'élevage du bétail, ne renferme pas d'associations autres que les comices légaux. C'est qu'en effet ses habitants, tous petits propriétaires, possédant des domaines peu étendus et de faibles capitaux, ayant avec cela des idées fortement arriérées, sont peu enclins à toute espèce d'association. Aussi les comices qu'on y rencontre sont-ils plutôt rares, et l'on ne peut guère citer que ceux de Taggia

et de Gênes qui ont quelque importance, et encore grâce aux subventions que leur donne soit le gouvernement, soit l'administration provinciale. Cependant le comice de Gênes a organisé une exposition permanente agricole où figurent suivant l'époque de l'année, les fumiers, les engrais chimiques, les machines agricoles, les appareils servant à la fabrication du vin, etc. De plus, il a entrepris de donner pendant la belle saison une série de conférences dominicales, où sont traitées les principales questions intéressant les agriculteurs de la région.

Les comices agricoles sont au contraire fort nombreux en Lombardie où ils accordent quantité de prix, d'allocations, de récompenses de toutes sortes aux agriculteurs qui se sont signalés par des améliorations culturales. En outre, tout en conservant leur autonomie et leur administration particulière, ils se sont souvent constitués en *consortium* les uns avec les autres, afin de contribuer collectivement au progrès agricole de certaines circonscriptions. C'est aussi grâce à leur initiative, pour une bonne part, que se sont fondés dans la région tous les syndicats agricoles d'achat et de vente qui y pullulent. Ces syndicats sont d'ailleurs comme tous ceux de l'Italie, nous le répétons, des sociétés anonymes coopératives au capital illimité, et qui font de véritables actes de commerce.

Dans la Sardaigne, l'on rencontre un mode d'asso-

ciation un peu spécial « le Monti di Soccorso », sorte de société de crédit qui prête aux agriculteurs les grains, les instruments, les animaux nécessaires à l'exploitation de leur sol. Le décret du 15 mai 1898 a prescrit que chaque commune des deux provinces de l'île devrait posséder « son dépôt » pour le froment, c'est-à-dire un emplacement qui va tous les ans s'élargissant, où l'on cultivera le blé nécessaire à la population.

La culture est faite en commun par les propriétaires du sol, fournissant gratuitement la main-d'œuvre, sous la surveillance et la direction d'une commission administrative qui examine et accorde les prêts demandés en grains, instruments et animaux. Les prêts en question doivent d'ailleurs être rendus à la récolte suivante sous peine de poursuites et d'amende contre l'emprunteur qui ne s'est pas acquitté de sa dette.

Espagne

Il n'existe pas dans toute l'Espagne d'associations agricoles analogues à nos syndicats professionnels, ni même à nos comices, et l'on ne peut guère assimiler les rares « Camaras Agrícolas » qu'on rencontre dans le sud, qu'aux anciennes Chambres françaises d'agriculture, non pas encore que leurs membres soient nommés par le gouvernement, mais parce qu'elles constituent le seul organe officiellement

reconnu par le décret royal du 14 novembre 1890 pour représenter les intérêts agricoles devant l'Etat. Leur mission est du reste pour cette raison gigantesque, car elles doivent, théoriquement du moins, étudier les causes des crises de toute nature que peut subir la production agricole, discuter et proposer les remèdes qui y sont applicables, et enfin adresser au gouvernement toutes réclamations ayant pour but de faire cesser ou de prévenir un état de choses défavorable aux agriculteurs. Les principales camaras se trouvent dans les provinces de Malaga, de Cordoue, de Séville, de Tarragone et de Barcelone.

L'Association agricole de Malaga fondée en 1893, comprend actuellement près de 80 membres, agriculteurs, éleveurs, commerçants, ingénieurs, chimistes etc., qui s'efforcent, assez mollement, il faut le reconnaître, de lutter contre les vieux procédés de culture auxquels sont fortement attachées les populations rurales très routinières du pays.

Dans la province de Cordoue, la « Hermandad de Labradores de Cordoba » a dû, après des difficultés d'organisation très grandes, se dissoudre faute de ressources suffisantes pour louer le local nécessaire à ses réunions ; cependant certains cultivateurs essayent actuellement de réorganiser cette société qui, dans le courant de son existence éphémère, était parvenue à régler à l'amiable quelques contestations survenues entre eux.

Les groupements agricoles de la province de Taragone, assez nombreux, comptent parmi leurs membres tous les grands propriétaires du pays et ont mené en diverses circonstances d'excellentes campagnes en faveur de l'agriculture.

A Séville il existe un Conseil Provincial d'agriculture, industrie et commerce, se divisant en trois sections comprenant chacune 4 membres choisis parmi les notabilités agricoles de la province. Ces membres conseillers sont nommés par le gouverneur qui est de droit leur président tandis que les fonctions de secrétaire sont remplies par l'ingénieur agronome de la province. Il leur est adjoint en outre un certain nombre de délégués techniques, tels que des professeurs d'agriculture, des vétérinaires, des délégués des finances, des inspecteurs du bétail, etc.

Le Conseil Provincial a pour objet : 1° d'inspecter l'état général de l'agriculture de la province et d'étudier les obstacles qui s'opposent ou peuvent s'opposer à son développement et à son progrès : 2° d'informer par écrit le gouvernement ou le Conseil Supérieur de l'agriculture qui siège à Madrid, quand ils croient devoir avoir recours à lui ; 3° de remettre annuellement, et toutes les fois que les circonstances l'imposent, des mémoires ou des renseignements utiles pour développer la production ou la consommation agricole. Un tel programme est magnifique mais en réalité il est peu suivi. Le Conseil

se réunit rarement et tous les efforts tentés par lui pour secouer l'apathie du paysan espagnol ont échoué, à part quelques rares exceptions.

La seule société agricole dans la région de Barcelone qui ait véritablement de l'importance, est celle désignée sous le nom « d'Instituto Agrícola Catalan de San Isidro » dont le siège est à Barcelone et qui, fondée en 1851, s'étend aujourd'hui à toute la Catalogne. Cette association comprend des membres honoraires, des membres résidants et des correspondants, en tout 1.000 personnes environ réparties dans les sept sections suivantes : tarif cadastral et impôts, législation agricole, cultures générales, culture de la vigne et de l'olivier, élevage du bétail et pacage, eaux, irrigations et amendements, industries agricoles. L'administration est confiée à un comité directeur de 15 membres, aidé d'un conseil de direction comprenant tous les membres d'une certaine notoriété. A Madrid se trouve une commission permanente formée des correspondants de la société en résidence dans la capitale, et qui est l'intermédiaire naturel et indispensable entre le gouvernement et l'Institut chaque fois qu'il y a nécessité pour celui-ci de réclamer l'intervention de l'Etat.

L'utilité de l'Institut agricole est d'ailleurs pleinement justifiée par une longue existence d'un demi-siècle déjà, et par les excellents résultats qu'il a obtenus pendant cette période. C'est en effet la première

association qui, sur la péninsule, ait organisé des concours et des expositions agricoles, publié un journal et quoique absolument indépendante, ne recevant aucune subvention nationale ou même communale, soit parvenue à obtenir de l'Etat les mesures qui, en ces dernières années, ont été prises en faveur de l'agriculture, particulièrement la loi sur les communautés agricoles de 1898. A côté de cette grande société, la seule importante, répétons-le, il existe en Catalogne d'autres « institutos ou camaras agrícolas », mais dont l'organisation est si défectueuse et les ressources si modiques que leur influence est presque nulle. Enfin on peut citer, toujours dans cette province, quelques syndicats de propriétaires agriculteurs, associés dans le but unique d'acheter en commun les matières premières indispensables à la culture, ou de vendre leurs produits ; ces syndicats sont fondés le plus souvent pour un temps très court et par un simple acte de société.

Dans les Iles Baléares, nous retrouvons l'association agricole sous la forme des camaras et des consejo. « La Camara Agrícola Balear » primitivement « liga » puis « instituto » jouit, depuis sa reconnaissance officielle de « camara » par le gouvernement à la date du 5 décembre 1890, des privilèges suivants ; elle peut non seulement solliciter de toutes les institutions de l'Etat les renseignements qu'elle juge lui être utiles, lui proposer toutes les mesures qu'elle

croit favorables à l'agriculture, mais encore poursuivre devant les tribunaux toutes falsifications des produits agricoles, fonder des monts-de-piété, des caisses d'épargne, des bureaux de placement, acheter, vendre ou louer aux associés ce dont ils ont besoin, recevoir des dépôts, accepter des comptes courants, et enfin faire des emprunts, le tout en son nom personnel, en tant que « camara » d'ailleurs responsable entièrement. Malheureusement « la Camara Balear » n'use pas de toutes ces facultés, les réunions sont rares, on y travaille peu, et tous les jours son influence diminue, son rôle s'amoindrit.

Par contre le « Consejo de Agricultura Industria y Comercio » fondé à Palma en 1847 par le gouvernement, fonctionne depuis cette époque de la manière la plus régulière. Il fournit, chaque année à l'Etat les renseignements dont celui-ci a besoin sur la situation agricole des Iles et lui expose périodiquement dans des rapports motivés les desiderata des cultivateurs du pays. C'est d'ailleurs une institution entièrement officielle, car le préfet en est président et son conseil d'administration comprend un directeur choisi par les inspecteurs d'agriculture appartenant au Conseil royal de Madrid, un vétérinaire de l'armée, des ingénieurs des Mines, des Ponts et Chaussées et des Eaux et Forêts de l'Etat. Ce Consejo se divise en plusieurs sections qui, elles, sont formées de gros proprié-

taires fonciers choisissant eux-mêmes leur président et leur secrétaire, mais demeurant toutefois obligés de soumettre leurs délibérations à l'avis du Conseil tout entier. On ne peut reprocher qu'une chose à cette institution, c'est d'être par trop tenue en tutelle par l'autorité supérieure, ce qui lui retire toute espèce d'initiative.

DANEMARK

Le rôle des sociétés d'agriculture et des associations agricoles est considérable au Danemark, et leur influence qui depuis longtemps déjà s'y faisait sentir, s'y développe actuellement de plus en plus. Bien que possédant chacune leur autonomie, leur direction et leur sphère d'action particulière, toutes ces sociétés se soutiennent et se complètent mutuellement. Aussi est-il difficile d'aborder l'étude des unes sans parler des autres. Cependant on peut les diviser en quatre groupes distincts :

I. — La Société Royale d'Agriculture danoise.

II. — Les unions de société ou sociétés unies.

III. — Les sociétés locales d'agriculture.

IV. — Les sociétés spéciales.

I. — *La Société Royale* fondée en 1769 est la plus ancienne et la plus importante des sociétés agricoles du Danemark. Son capital social est de 280,000 cou-

ronnes avec un fonds de réserve de 15.000. Outre les donations nombreuses qu'elle a reçues depuis sa fondation, elle a l'administration de capitaux importants qui lui ont été légués par des particuliers et reçoit de l'Etat de larges subventions qui lui permettent d'entreprendre et de mener à bien des tâches importantes. Son budget annuel est de 55.000 kreuzer sur lesquels 16.000 environ représentent les cotisations des 800 membres dont elle se compose.

La Société Royale d'Agriculture a pour but : 1° de représenter l'agriculture danoise devant l'étranger, et à cet effet elle publie chaque année un rapport sur la situation agricole du pays et sur les questions qui lui ont été soumises ; 2° d'aider le ministère de l'Agriculture dans la nomination des conseillers d'Etat pour l'élevage du bétail, la laiterie, la culture, etc. ; 3° de préparer des réunions avec conférences sur des sujets agricoles ; 4° de distribuer des livres et publications d'économie rurale aux bibliothèques des diverses institutions du Danemark et de l'étranger ; 5° de faire des recherches sur des questions de chimie agricole, d'effectuer des analyses de beurres, de fromages, de graines, etc. ; 6° d'essayer et d'examiner les cultures d'orge de brasserie et de blé ; 7° d'introduire tous les perfectionnements possibles dans le traitement du lait en vue de ses dérivés ; 8° d'encourager l'élevage du bétail ; 9° de placer dans de grandes ou de petites fermes des apprentis qui doivent

réunir certaines conditions d'âge et de connaissances pratiques ; 10° d'éduquer au point de vue agricole les agriculteurs adultes ; 11° de distribuer des récompenses pour les meilleurs travaux propres à être donnés en exemple chez les petits paysans ; 12° de distribuer des secours aux populations de l'Islande et des îles Feroë ; 13° de contrôler depuis 1895 les entrepôts de grains et de fourrages placés au port franc de Copenhague ; 14° enfin de préparer les Congrès danois d'agriculture qui se tiennent tous les cinq ans dans la capitale.

Mais ce n'est pas là tout le rôle de la Société Royale, car elle est très souvent consultée par le gouvernement sur des questions difficiles à apprécier et à résoudre, de telle sorte qu'on peut en quelque sorte la considérer comme la véritable « Chambre d'agriculture » du Danemark.

II. — *Unions de sociétés ou sociétés unies.* — Ces associations sont le trait d'union entre le gouvernement, la Société Royale et l'ensemble des petits groupements locaux. Il en existe quatre principales.

- a) Union des sociétés d'agriculture du Julland ;
- b) Coopération des sociétés d'agriculture de l'évêché de Seeland ;
- c) Coopération entre la Société patriotique de l'évêché de Fionie et les sociétés locales de Fionie ;
- d) Société économique du bailliage de Maribo.

Chacune de ces quatre grandes unions possède

ses statuts particuliers et son administration distincte, cependant elles sont toutes réunies sous la direction d'un comité commun où chacune d'elles est représentée.

L'Union des sociétés d'agriculture du Jutland, l'une des plus importantes, groupe 60 sociétés comprenant environ 33.000 membres, et qui, pour avoir le droit de s'affilier à l'Union, doivent compter au moins 150 membres payants, avoir au moins 300 couronnes de revenus annuels et de plus verser à l'Union 5 o/o de leurs cotisations. La direction comprend 1 président élu pour trois ans, 2 membres également élus pour trois ans, enfin 2 autres élus pour un an seulement. A ces personnes viennent s'adjoindre le secrétaire et le trésorier qui sont choisis par le président. L'Union tient annuellement une assemblée de délégués en novembre où l'on examine les comptes de l'année passée et ceux de l'année future.

La coopération des sociétés d'agriculture de Sée-land fondée en 1880, compte 10.000 membres environ, répartis entre 19 sociétés, et son budget annuel est de 32.000 couronnes.

La coopération entre la Société patriotique de l'évêché de Fionie et les sociétés locales de Fionie comprennent 4.500 adhérents environ, appartenant à 10 sociétés locales.

Enfin la Société économique du bailliage de Ma-

ribo fait pour le Lolland ce que les deux précédentes font pour le Séeland et la Fionie, c'est-à-dire unit dans une action commune en faveur du développement de l'agriculture les sociétés locales de la région.

III. — *Sociétés locales.* — Il existe actuellement dans le royaume du Danemark, 99 sociétés locales d'agriculture dont 60 pour le Jutland, 26 pour le Séeland, 10 en Fionie et 3 à Lolland-Faster, représentant à elles seules un ensemble de cotisations de plus de 137.000 couronnes et dans lesquelles plus de 53.000 membres sont appelés à se prononcer sur les questions agricoles. Leur influence directe ne s'étend guère au delà du périmètre de 4 à 5 communes, car un même bailliage renferme souvent plusieurs et même parfois un grand nombre de ces groupements. Les sociétés locales reçoivent de l'Etat des subventions proportionnellement aux fonds qu'elles y consacrent elles-mêmes et dans les conditions suivantes : Aucune société ne peut recevoir de secours si elle compte moins de 150 personnes et moins de 300 couronnes de cotisations. Aucune société ne recevra une subvention supérieure à celle qu'elle accorde elle-même. Enfin l'Etat ne donnera jamais une allocation en couronnes d'un montant supérieur à quatre fois le nombre des membres payants. Tous les prix doivent du reste être employés en récompenses aux animaux repro-

ducteurs et en primes à la culture. Ne sont d'autre part pas considérées comme sociétés d'agriculture les associations qui ne travaillent que dans un but particulier comme les laiteries et les sucreries par exemple.

Il est à remarquer que dans ces sociétés locales, la cotisation n'est pas fixe, mais proportionnée soit à la position sociale de l'affilié, soit à l'étendue de ses biens, soit à l'importance de la société.

IV. — *Sociétés spéciales.* — C'est un quatrième groupe de sociétés agricoles. Mais celles-ci se distinguent des autres par leur but bien défini, souvent même commercial et industriel, beaucoup moins général par conséquent que celui des sociétés d'agriculture proprement dites, avec lesquelles cependant elles ont de fréquents rapports.

On peut les classer comme suit :

A. — Sociétés d'élevage (chevaux et bétail).

B. — Sociétés de contrôle.

C. — Sociétés coopératives de production (laiteries, abattoirs, sucreries).

D. — Sociétés d'achat coopératives (engrais, semences) sociétés de vente.

A. — Les sociétés d'élevage du bétail sont de fondation récente : la plus ancienne date de 1884, la plupart des autres n'ont été fondées que depuis 1889 ou 1890, époque concordant avec celle de l'extension du commerce d'exportation des beurres danois.

Le Danemark en compte aujourd'hui 492 subventionnées par le gouvernement et réunissant 12.200 membres. Bien que 37.500 vaches et 518 taureaux soient déjà inscrits au contrôle de ces sociétés, il reste encore beaucoup à faire, car les chiffres ci-dessus ne représentent que 3 o/o environ du nombre total des vaches et taureaux du pays. Le but poursuivi par ses associations est de travailler à l'amélioration des races laitières et d'y arriver sûrement et rapidement par un choix judicieux des reproducteurs, en examinant leurs qualités héréditaires, en annotant soigneusement et comparant les résultats obtenus dans ces expériences, enfin en encourageant par des expositions, concours et primes, la connaissance et le goût des bons animaux. L'Etat s'intéresse à ces sociétés et leur accorde une subvention annuelle de 115 à 120 couronnes par taureau, car elles possèdent en propre un capital, bétail, taureaux et vaches, dont elles tirent parti comme un simple particulier, sous la condition que les bêtes primées ne pourront être changées pour de moins bonnes, et que tous les animaux seront soumis à l'examen du vétérinaire quatre fois par an pour les mâles et une fois pour les femelles.

B. — Les sociétés de contrôle ne sont encore relativement qu'à leurs débuts. Elle ont pour objet de déterminer le rendement en beurre du lait fourni par une bonne vache laitière, proportionnellement

à la quantité et à la qualité de la nourriture absorbée par elle. Cette détermination, résultat d'analyses minutieuses opérées sur des échantillons convenablement choisis et prélevés tous les quinze jours, a eu pour effet à la longue de former des troupeaux d'animaux donnant à la fois beaucoup de lait et un lait très riche. Si bien qu'actuellement la première société de cette espèce, celle de Vejen fondée en 1895, a trouvé de nombreuses imitatrices, car deux ans après on en comptait 23. D'ailleurs, ces associations subventionnées par l'Etat étendent aujourd'hui leur contrôle non seulement aux vaches, aux chèvres ainsi qu'à leur progéniture, mais encore aux porcs eux-mêmes considérés comme produits animaux d'utilisation des résidus de la fabrication du beurre.

C. — Encouragées et soutenues par les sociétés d'agriculture les groupements coopératifs ont pris en Danemark un développement rapide. Il en existe deux formes principales : les laiteries et les abattoirs. On sait comment fonctionnent les premières : les associés livrent tout leur lait à la coopérative qui leur ouvre un compte, les créditant de leurs apports, les débitant des sommes qu'elle leur verse après la vente du lait au prorata des quantités fournies par chacun d'eux.

Ce lait, vendu en nature ou transformé en beurre, est toujours livré au consommateur dans les meilleures conditions de pureté et d'homogénéité

puisque'il provient d'un mélange toujours semblable à lui-même de tout le lait fourni par tous les associés et préparé suivant les méthodes les plus parfaites.

Les abattoirs coopératifs un peu moins connus sont basés sur les mêmes principes. Venus au monde plus tardivement que les laiteries ils ont obtenu rapidement la même réussite qu'elles. Au reste, il ne pouvait en être autrement. La fabrication méthodique et en grand du beurre laissant inutilisable une quantité considérable de sous-produits, encombrants il est vrai, mais cependant d'une réelle valeur, il devenait de toute nécessité pour les laiteries de les employer au plus grand profit de leurs sociétaires. Les unes placées dans des conditions spéciales trouvèrent avantageux de se livrer à la production du fromage, les autres, et ce fut le plus grand nombre, cherchant à supprimer dans la plus large mesure possible les frais généraux, admirèrent en principe de rendre aux fournisseurs le lait de beurre et le lait écrémé et le firent à certaines conditions. Les cultivateurs cherchèrent, à leur tour, à employer au mieux de leurs intérêts le lait écrémé qui leur était rendu. Une partie servit à l'élevage des veaux, une autre à celui des porcs. Ce dernier élevage parut vite fructueux et prit une extension telle que le marché intérieur ne suffisant plus à l'écoulement de ces animaux, l'on chercha à appliquer à la vente des porcs

les méthodes coopératives en usage dans les laiteries.

Le premier abattoir coopératif, où l'on pratiqua l'abatage la salaison et la préparation de la viande date de 1887 et dix ans après on comptait 25 de ces établissements réunissant plus de 6.000 sociétaires. Actuellement la presque totalité des porcs du pays y sont abattus, et exportés soit en Angleterre pour le porc salé soit vers l'Allemagne pour la charcuterie ; quant aux déchets préparés pour faire des engrais artificiels, ils sont généralement vendus dans le pays.

Voici comment se fondent habituellement ces abattoirs coopératifs. Le capital de premier établissement immédiatement nécessaire étant souvent assez considérable, on a recours à un emprunt garanti par la solidarité volontairement reconnue et acceptée de tous les futurs sociétaires ; cet emprunt est facilité et favorisé par les banques ou les commerçants des villes voisines. Peuvent être admis comme sociétaires tous ceux qui élèvent des porcs et s'engagent à livrer à l'abattoir tous les porcs qu'ils ont l'intention de vendre et qui pèsent un poids moyen de 160 à 200 livres, les animaux de ce poids étant considérés comme présentant la viande de meilleure qualité. Cet engagement, pris par le sociétaire envers l'abattoir pour cinq ans au moins, doit être accompagné de celui de payer dans un délai fixé la somme

de garantie inscrite par lui. Cette somme peut d'ailleurs être payée de suite, en totalité ou en partie ; dans ce dernier cas la société retient tant par tête sur les porcs amenés par le sociétaire jusqu'à extinction de la dette. Une fois celle-ci éteinte, le souscripteur reçoit un certificat et on lui remet un intérêt de 4 o/o. La répartition des bénéfices est ainsi faite : Les porcs sont payés aux sociétaires d'après leur qualité et le poids net de la viande, suivant les cours affichés dans l'abattoir ; puis une fois l'exercice courant terminé, c'est-à-dire en avril généralement, chaque sociétaire reçoit une part des bénéfices réalisés par l'abattoir pendant l'année, part qui correspond au poids des porcs qu'il a livrés, proportionnellement au poids de tous les porcs livrés par tous les sociétaires. Remarquons en passant que tous les conflits qui peuvent s'élever entre les membres et la coopérative sont réglés par voie d'arbitrage. Trois arbitres, l'un nommé par le Comité de direction de l'abattoir, l'autre par l'assemblée générale, le dernier par le réclamant décident en dernier ressort.

D. — Les sociétés d'achat et de vente sont fondées en vue de l'achat en commun des matières nécessaires à l'agriculture, et aussi maintenant de la vente collective des produits agricoles, supprimant de cette façon l'intermédiaire toujours onéreux du commissionnaire. On peut citer parmi elles : « l'Association

pour l'Exportation du Beurre des Fermiers danois » et « La Dansk Andelssmørpakkeiv » pour la production et l'emballage du beurre.

LUXEMBOURG

Les sociétés qu'on rencontre dans ce pays ont eu pour origine la « Société Agricole du Grand-Duché » fondée en 1846 sous le patronage du roi Guillaume II et qui a eu depuis cette époque une influence prépondérante sur le développement de l'agriculture de cet Etat. Le Cercle agricole et horticole qui fut créé en 1853 a pris également une place importante par l'organisation de concours, d'expositions et conférences ; mais ce n'est qu'en 1875 que l'on vit apparaître des sociétés locales avec un but spécial, celui des achats en commun des engrais, semences, machines et instruments aratoires. Au nombre de 2 alors, on en compte aujourd'hui plus de 300 comprenant 9.000 membres environ exerçant leur action sur plus de 400 localités. Elles possèdent à elles toutes un matériel agricole d'une valeur de 350.000 fr. et avaient déjà acheté en 1877 pour 340.000 francs d'objets nécessaires à l'exploitation du sol. Cette progression constante en si peu d'années montre combien ces associations ont été appréciées par le cultivateur, et il en est résulté immédiatement un usage

fréquent des machines agricoles dans la moyenne et même la petite culture.

Le mouvement en avant ne peut que se continuer, car toutes ces sociétés reçoivent des subventions du gouvernement, en particulier du Ministre de l'Agriculture qui se plaît à aider les cultivateurs tout autant par des conseils et des visites personnelles que par des allocations en argent.

SUÈDE

Il existe en Suède deux sortes de sociétés agricoles ; les unes ayant un caractère absolument privé ne font par suite l'objet d'aucune disposition législative ni d'aucune réglementation, les autres au contraire sont des sociétés officielles légalement reconnues et s'occupent avec l'assistance de l'Etat de travailler dans leurs districts respectifs au développement des diverses branches de l'agriculture.

Ces sociétés dites « économiques » sont actuellement au nombre de 26, dont 2 dans le gouvernement d'Elfsborg, 2 dans celui de Kalmar et un dans chacun des 22 autres gouvernements. Le nombre des membres de ces sociétés n'a rien de fixe ; dans quelques-unes le gouverneur ou le préfet de la province est président de droit, dans d'autres celui-ci est élu à temps. Leurs revenus se composent des cotisa-

tions de leurs membres et de un cinquième du produit annuel de l'impôt sur la vente en détail des boissons alcooliques. Cette dernière source de revenus, de beaucoup la plus sérieuse, car les cotisations sont minimales, s'est élevée en 1896 à 1.400.000 francs environ. Enfin ces sociétés sont l'objet de legs, de donations, qui viennent s'ajouter à leur budget ordinaire.

Chaque année les sociétés économiques organisent en été des congrès agricoles de province, de gouvernement ou de district, pour lesquels elles reçoivent de l'Etat des subventions spéciales ; il en est de même à ce point de vue de la Société suédoise d'Horticulture qui a pour mission de fournir l'instruction nécessaire aux élèves jardiniers.

Toutefois l'institution agricole absolument officielle, qui tire uniquement ses ressources du gouvernement, est « l'Académie Royale d'Agriculture » qui instituée en 1812 comprend aujourd'hui 1 directeur, 24 membres honoraires, nommés par le roi sur la présentation de l'Académie, 150 membres actifs, citoyens suédois, et 55 membres étrangers élus par l'Académie. Les membres actifs sont répartis en diverses sections ayant chacune pour objet une branche spéciale de l'agriculture et leurs attributions consistent, suivant la lettre royale du 12 janvier 1849, à surveiller, sous le contrôle du Ministre de l'Intérieur les écoles d'agriculture, les stations chimiques,

à soumettre au gouvernement les projets d'améliorations agricoles élaborés par lui, enfin à fournir à l'Etat les rapports dont celui-ci peut avoir besoin concernant l'agriculture et les industries qui en dérivent.

NORVÈGE

On ne compte véritablement en Norvège qu'une seule association agricole : « Det Kongelige Selskab for Norgesvel » dont le siège est à Christiana. Mais cette société a dans chacune des préfectures du royaume des succursales qui portent d'ailleurs le nom de cette préfecture et s'intitulent « Sociétés d'Economie agricole ». La Société Centrale subventionnée de l'Etat compte environ 300 membres, payant chacun une cotisation de 6 couronnes, c'est-à-dire environ 8 fr. 50 et son capital s'élève à 300.000 couronnes. Quant à ses 17 succursales la plus importante est la « Smaalenes Amts Landhusholdningsselskab » qui comprend environ 600 membres et a un capital de 25.000 couronnes.

AUTRICHE-HONGRIE

L'Autriche-Hongrie renferme un nombre considérable d'institutions agricoles qui remplissent le rôle

le plus utile et dont beaucoup sont subventionnées par l'Etat, notamment les conseils d'agriculture de province et d'arrondissement.

Ces sociétés peuvent se classer en trois groupes d'après l'étendue du territoire sur lequel elles exercent leur influence 1° Sociétés embrassant tout le pays, une région ou un groupe de comitats ; 2° Sociétés s'étendant sur un seul comitat ; 3° Sociétés ou centres agricoles dont l'influence ne dépasse pas les limites de la commune ou de l'arrondissement.

Dans la Basse-Autriche « l'Association Royale de Vienne » est la plus importante : sa fondation remonte à 1802, et elle réunit aujourd'hui près de 600 membres répartis entre une cinquantaine de groupements agricoles annexes. On remarque encore dans cette région « l'Association de Wilhemsbùrg » fondée en 1884 et qui compte plus de 100 membres, et celle « des Cultivateurs de Waldventler » dont le siège est à Zwettl et qui fondée en 1880, réunit 2.500 personnes environ.

Dans la Haute-Autriche l'on rencontre « l'Association agricole de Linz » fondée en 1845 avec 5.600 membres, « le Casino agricole de Freiling » fondé en 1893, « la Société agricole de Salzburg » avec 4.000 membres, « l'Association agricole de Grætz » créée en 1819 avec 3.300 membres.

Dans la Carniole se trouvent « l'Association agricole de Laybach » et celle de « Bregenz », dans le

royaume de Bohême le Comité agricole de Prague. Dans la Croatie et la Slavonie on remarque l'association agricole d'Agram instituée en 1841 et celle d'Essez fondée en 1875. La première comprend 13.300 membres environ, la deuxième 6.800 seulement, mais toutes les deux ont puissamment contribué à étendre la connaissance des expériences et des progrès scientifiques de l'agriculture moderne, et servent actuellement d'intermédiaires entre les cercles agricoles et le gouvernement, qui met à leur disposition des reproducteurs, des machines, des semences, plus une subvention de 4.600 florins pour la première et de 3.400 pour la seconde.

Dans la région de Trieste il faut citer la « Société Impériale et Royale d'Agriculture des Comtés de Goritz et Gradisca » fondée en 1765 sous le règne de l'Impératrice Marie-Thérèse et par conséquent l'une des plus anciennes de l'Autriche. Elle s'adonne d'une manière générale au perfectionnement des diverses branches de l'agriculture, mais est chargée plus particulièrement de présenter au gouvernement des rapports sur la situation agricole du pays, de répartir les subventions de l'Etat entre les cercles agricoles et les particuliers mêmes, et enfin d'aider à l'application des mesures prises en faveur de l'agriculture par l'autorité supérieure.

A cet effet elle se subdivise en sections, tient des réunions, organise des conférences, facilite

l'achat et l'usage des machines agricoles, et par-dessus tout institue des concours et des expositions largement dotés de prix en argent, où figurent tous les produits du sol et des animaux ainsi que les objets indispensables à la culture.

Les 500 membres de cette association disposent annuellement d'une subvention de l'Etat qui se monte à 13.500 florins, et permet non seulement de procurer à ses membres des engrais, des machines, des reproducteurs, mais encore de venir en aide aux groupements locaux de moindre importance qui adressent leur demande à la députation centrale chargée de l'administrer.

La ville de Trieste elle-même possède depuis 1871 une société agricole sous le titre de « Societa Agraria » dont l'objet principal est de contribuer à l'amélioration et à l'encouragement de l'agriculture et des industries rurales qui en dérivent.

Elle atteint ce but en distribuant des semences nouvelles, en favorisant les reboisements, en mettant à la disposition des cultivateurs des animaux sélectionnés et surtout en développant les connaissances théoriques et pratiques des paysans. On lui doit d'ailleurs la création de onze stations de monte fort appréciées dans leurs localités, la plantation de mûriers pour la culture des vers à soie et enfin l'introduction de plants de vignes américains résistant au phylloxéra.

Dans le Tyrol, c'est au Conseil Provincial d'Agriculture, créé en conformité des dispositions de la loi du 8 novembre 1881, qu'il appartient de représenter et de protéger les intérêts des cultivateurs auprès du gouvernement. Pour remplir cette mission, le Conseil se divise en deux sections, ayant respectivement leur siège à Innsbrück et à Trente, et composées chacune de 12 membres nommés en partie par l'Empereur ou le Ministre de l'Agriculture et par les sociétés agricoles de la circonscription ; celles-ci, aux termes de la loi du 15 novembre 1867, peuvent exister dans chaque district judiciaire, où leur rôle consiste à présenter au gouvernement, par l'intermédiaire du Conseil Provincial, leurs desiderata en ce qui concerne les modifications à apporter à la situation agricole de leur région. Sous l'influence du Conseil Provincial, organe entièrement officiel puisqu'il ne fonctionne qu'avec les subventions fournies par l'Etat, il s'est établi des comités de production et de consommation, véritables syndicats, dont les deux principaux ont été créés à Innsbrück et à Bâutzen.

C'est encore un Conseil Provincial qui s'occupe des intérêts de l'agriculture en Dalmatie et en Istrie. Celui de la Dalmatie comprend 8 membres dont le président est nommé par l'Empereur et a son siège à Zara. Celui de l'Istrie comprend un comité permanent de 9 membres dont 3 sont élus par les syndicats agraires des districts et a son siège à Parenzo.

Ces deux conseils ont pour but l'amélioration de la viticulture et de l'œnologie, la divulgation des meilleures méthodes pour la sériciculture et enfin, mais subsidiairement à ces deux sources de la richesse nationale, le perfectionnement de l'agriculture et de l'élevage régional. Dans ces deux provinces également nous rencontrons des syndicats agricoles d'achats de matières premières nécessaires à la culture, tels que les syndicats de Zara, de Raguse en Dalmatie, ceux de Pirano, de Dignano en Istrie.

Du reste depuis la nouvelle loi promulguée le 11 juillet 1898, il doit exister dans chaque paroisse ou district un syndicat agricole dont sont tenus de faire partie tous les agriculteurs du district ou de la paroisse. Les opérations du syndicat sont celles de nos groupements français : achat d'outillage, de denrées, d'engrais, vente en commun de produits agricoles, fondation de coopératives, caisses de prêts, d'assurance, etc.

La partie originale de la loi est l'obligation imposée aux agriculteurs de faire partie de ces syndicats, et de payer une cotisation spéciale recouvrée comme ses impositions par le percepteur.

GRÈCE

Un décret royal du 26 mai 1901 a institué à Athènes une société d'agriculture intitulée « Société Hellenique Agricole » qui a pour but de fonder dans

chaque chef-lieu de province des comices agricoles, des comités de sériciculture comprenant des dames, d'organiser des congrès généraux et locaux, d'importer et d'entretenir des chevaux, des taureaux, des moutons et des chèvres, des ânes et des porcs améliorés et sélectionnés, d'acquérir de grandes quantités d'engrais chimiques, enfin de distribuer dans des concours et des expositions des récompenses aux personnes ayant le plus contribué au perfectionnement de la situation agricole du royaume.

Cette société est composée de membres honoraires et de membres ordinaires, les premiers étant le plus souvent des personnages de marque donateurs ou bienfaiteurs à un titre quelconque, les deuxièmes des agriculteurs payant une cotisation. Le président est le Roi de Grèce, qui, avec l'aide de 36 conseillers, dont 18 nommés par lui et 18 par l'assemblée générale des membres, dirige la société. Ces conseillers sont nommés pour quatre ans.

Quant aux comices agricoles des chefs-lieux de province ils sont également dirigés par des conseillers au nombre de 9, mais ceux-ci sont tous élus par leurs pairs et la durée de leur mandat n'est que de trois ans.

Bien que cette organisation soit relativement récente, les résultats jusqu'à ce jour ont été très bons et nul doute qu'ils ne le deviennent davantage par la suite. D'ailleurs il existait depuis un an déjà

un groupement quelque peu agricole institué par Son Altesse Royale la princesse Sophie à savoir : « l'Union des Amis des Forêts » dont l'objet est le reboisement et la surveillance des terrains boisés du royaume et cela aussi bien aux alentours des villes qu'au milieu des campagnes. Un comité central siégeant à Athènes et des comités locaux situés dans les chefs-lieux des départements en assument la direction.

Toutefois, il faut reconnaître que la tâche de cette société est très difficile à remplir, car celle-ci se heurte constamment soit aux habitudes invétérées de dégradations forestières d'une partie du peuple grec, soit aux démarches d'hommes politiques qui dans un but électoral annihilent souvent son action répressive ou seulement préventive.

Il existe bien encore quelques associations qui s'occupent de questions agricoles, mais elles procèdent plutôt par à-coups, restant longtemps sans donner signe de vie, puis organisant à la hâte une exposition d'animaux reproducteurs, ou un concours sur la situation culturale de telle ou telle province, comme par exemple la « Société biotechnique hellénique », fondée sous les auspices du prince Georges ou la « Société de Statistique » instituée sous le patronage du ministère des Finances.

Cependant l'on ne peut passer sous silence la « Société vinicole et d'Industries agricoles » fondée, sous forme de société anonyme, par décret royal du

26 janvier 1901 au capital de 2 millions de francs. Cette association a pour but la vinification dans ses propres celliers des vendanges récoltées dans les pays mêmes de production et l'achat direct aux propriétaires de leurs vins, la distillation des vins de raisins secs ou frais pour la production de l'alcool, la fabrication du glucose, la préparation de la dextrine, et la production de sirops concentrés. Les opérations commerciales de cette société sont extrêmement importantes, car elle écoule tous ses produits non seulement à l'intérieur du royaume, mais encore sur les divers marchés d'Occident, tels que l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Angleterre, l'Italie.

RUSSIE

La plupart des sociétés agricoles que l'on trouve en Russie sont de fondation récente. Pendant longtemps, en effet, l'administration centrale a mis à leur création des conditions assez rigoureuses, pour écarter les initiatives particulières ; les statuts de chaque société, spéciaux, du reste, à chacune d'elles, devaient être soumis au département des Domaines qui, après examen, les présentait avec son avis au Conseil de l'Empire et enfin les soumettait à la sanction impériale : la même procédure était suivie pour établir dans une société déjà autorisée des comités ou des sections.

De telles formalités arrêtaient bien entendu le développement des associations agricoles et il faut arriver jusqu'aux deux lois relativement nouvelles du 30 juin 1897 et du 13 février 1898 pour voir modifier cette situation. Ces deux lois ont établi des statuts-types d'après lesquels peuvent se constituer désormais les sociétés d'agriculture ; et l'autorisation du pouvoir central n'est plus exigée dans la plupart des cas. Chaque fois, en effet, que l'activité de la future société ne devra s'étendre qu'à un gouvernement au maximum, il suffira aux organisateurs de soumettre les statuts, arrêtés conformément au modèle légal, au gouverneur qui donnera l'autorisation nécessaire et informera en même temps le Ministre de l'Agriculture. Dans ce cas le gouverneur pourra également, de sa propre autorité, autoriser la création de comités ou de sections dans une société déjà existante.

D'ailleurs, l'accès de ces groupements est largement ouvert puisque toute personne majeure s'intéressant aux questions d'économie rurale sans distinction de sexe peut faire partie d'une association agricole. D'autre part, le but de ces sociétés n'a pas été précisé d'une façon restrictive : car elles peuvent soit se proposer un objet exclusivement théorique et scientifique, en instituant des bibliothèques, des écoles, des musées, en fondant des journaux, en publiant des rapports, soit, au contraire, s'adonner au

côté pratique de l'art agricole en facilitant à leurs membres l'achat des objets nécessaires à l'exploitation du sol ou en leur servant d'intermédiaire pour l'écoulement de leurs produits.

Les sociétés d'agriculture peuvent d'après la loi russe acquérir librement tous meubles et immeubles qu'elles désirent, les aliéner ou les hypothéquer, sans autorisation, à moins cependant qu'elles ne veuillent établir une usine ou des fabriques destinées à la transformation des produits de l'agriculture. A part cette seule restriction ces groupements peuvent en toute liberté organiser des offices de renseignements, créer des entrepôts, fonder des dépôts pour la vente. Bien plus la loi s'est montrée particulièrement libérale à leur égard puisqu'elle leur permet de consentir à leurs membres des prêts garantis par des warrants agricoles soit pour eux-mêmes, soit pour le compte de leur propriétaire. Toutefois à ce privilège il est une restriction : c'est que, pour exercer ce droit, les sociétés doivent soumettre au gouvernement leurs règlements spéciaux sur la question du prêt.

Chaque année, du reste, toutes les sociétés, qu'elles pratiquent ou non le prêt à leurs membres, doivent remettre au Ministre de l'Agriculture un compte rendu de leurs opérations, la liste de leurs membres, un rapport sur leurs institutions et un état de leurs ressources et de l'emploi qui en a été fait.

La plus importante des sociétés agricoles de l'Empire tant par son ancienneté que par le nombre de ses adhérents est la « Société Impériale de Moscou ». Celle-ci date en effet de quatre-vingts ans et comprend actuellement les quatre comités ou sections suivantes : 1^o un comité météorologique ; 2^o un comité consultatif agricole, chargé de fournir des renseignements sur les questions agricoles, sur les débouchés à ouvrir aux produits agricoles à l'étranger ; 3^o un comité pour l'élevage et la vente des moutons ; 4^o un comité pour l'achat et la vente des produits agricoles. Ce dernier comité publie un bulletin des prix des denrées, vérifie les lettres de voiture, contrôle l'application des tarifs et se charge de toutes réclamations contre les compagnies de transport. La Société possède à Moscou une école spéciale d'agriculture de laquelle dépend une ferme modèle, située aux environs, où les élèves reçoivent une instruction pratique complémentaire des cours de l'école.

Dans les Provinces Baltiques, l'on rencontre un grand nombre de petites sociétés agricoles ayant un but nettement déterminé ; le Ministère de l'Agriculture pense que ces sociétés exercent la plus heureuse influence sur le développement de l'agriculture en Russie et il a invité dès 1899 les maréchaux de la noblesse et les gouverneurs des provinces à faciliter sur tout le territoire de l'empire la création d'institutions de ce genre.

Les groupements agricoles de la Finlande en particulier sont assez favorisés du gouvernement qui leur accorde facilement les subventions qu'ils demandent ; parmi eux, il convient de citer au premier rang : « La Société Impériale Finlandaise d'Agriculture » dont la création remonte à 1797 et à laquelle revient le mérite d'avoir introduit et propagé dans le pays la culture de la pomme de terre, du trèfle incarnat, du lin, d'avoir fondé « l'Institut Agricole de Mustiala », d'avoir institué des conférences populaires sur les questions d'agriculture. Placée sous le haut patronage de l'Empereur elle réunit actuellement plus de 1.200 membres et dispose d'un capital de 560.000 francs environ.

A côté d'elle et d'une moindre importance sans doute, mais très intéressantes cependant par le résultat qu'elles ont obtenu avec des moyens d'action bien plus faibles, l'on peut noter la « Société d'Agriculture des provinces de Nyland et de Tavastehus » dont la direction se trouve à Helsingfors avec 800 membres et un capital de 51.000 francs, la « Société d'agriculture de la province de Sata Komta » dont le siège est à Bjorneborg avec 700 membres et un capital de 18.000 francs, puis la « Société agricole de la province de Viborg », celles de « Kuopio », de « Saint-Michel » de « Wasa », d'« Uléaborg. » Toutes ces associations organisent des concours généraux ou spéciaux, subventionnent des comices agricole

locaux, surveillent des écoles de laiterie et de fromagerie et ont fondé des syndicats d'achat et de vente. Il existe également en Finlande une société forestière, des sociétés de pisciculture et d'horticulture et enfin des associations syndicales pour le dessèchement des marais et l'élevage des chevaux.

D'autre part, dans la région du Caucase, une société d'agriculture a été fondée à Tiflis sous la présidence du Prince Galitzine : elle dispose d'un capital de 12.000 roubles sur lesquels 8.700 proviennent du gouvernement. Cette association est aidée dans sa tâche par cinq groupements analogues à nos syndicats par le but qu'ils se proposent, et qui ont leur siège à Gori, Matschkhani, Koutaïs, Khoni et Ozourgneti.

Mais nous n'aurions pas tracé des institutions agricoles de la Russie un tableau achevé si nous passions sous silence une institution coopérative particulière à la Russie Orientale et bien caractéristique de l'état économique de cette partie de l'empire : A savoir « les artelles » que l'on trouve très abondantes en particulier dans le gouvernement de Kherson.

Alors que les autres groupements réunissent de gros propriétaires fonciers, riches pour la plupart, les artelles ne comprennent que de petits cultivateurs assez misérables pris séparément, mais qui mettant en commun leur sol, leur travail, leurs

récoltes et leurs animaux, réussissent à faire de cet ensemble un bloc de quelque importance permettant à la communauté d'acquérir le bétail et les instruments nécessaires pour obtenir un meilleur rendement du sol.

La base de ces groupements est donc la mise en commun du fonds et du travail de tous avec la responsabilité solidaire de chacun sous la surveillance d'un membre chargé de ce soin par les associés pour une courte durée, du reste, car chacun est à son tour directeur de culture. Chaque artelle possède environ 4 à 6 chevaux, une charrue système Sack, et son activité s'exerce en général sur 7 hectares de terrain. Tous les travaux sont exécutés en commun et, après la vente des récoltes, l'argent est versé dans la caisse commune, défalcation faite des frais de culture.

Fondées seulement en 1894, les artelles comp-
taient dès 1897 : 1.500 membres environ répartis en
80 groupes, et aujourd'hui elles ont pris une telle
extension, leur situation est si prospère que les gros
propriétaires mettent toutes les entraves possibles à
la constitution de nouvelles dans leur voisinage.
C'est d'autant plus regrettable que l'utilité pratique
de ces associations n'est plus à démontrer et que
leur raison d'être semble tout spécialement indiquée
dans un pays où l'initiative personnelle est rare et
difficile à exercer.

ETATS-UNIS

La liberté d'association étant entière aux Etats-Unis, où elle n'est restreinte que par une seule formalité administrative à savoir : l'enregistrement au secrétariat d'Etat, si la future société peut se trouver engagée financièrement vis-à-vis des tiers, et, d'autre part, les institutions américaines ne comportant guère le recours à l'Etat, il en résulte que dans ce pays, plus qu'ailleurs peut-être, le cultivateur devait compter sur lui-même pour améliorer sa condition, et que les associations agricoles devaient se développer et se sont, en effet, développées dans de très fortes proportions.

En dehors des sociétés pour la vulgarisation des connaissances agricoles théoriques et pratiques telles que « l'Union des Collèges d'Agriculture et des Fermes modèles » dans le Kentucky, par exemple, ou des assurances contre la mortalité du bétail par épidémie ou incendie, ou des banques agricoles destinées à avancer aux agriculteurs les capitaux qui leur sont nécessaires, il existe de nombreux groupements, fort importants par le nombre de leurs adhérents, qui ont pour but la production, dans les meilleures conditions de pureté et d'authenticité, de toutes les denrées agricoles, en comprenant sous

cette dénomination les produits du sol et des animaux. On peut citer dans cette catégorie la « National Live Stock Exhibit Association » pour l'élevage des animaux vivants dans l'Etat de New-York, puis la « National Dairy Union » dans le Wisconsin, la « New England Milk Producers Union » dans le Massachusetts, etc. pour la fabrication des produits de laiterie, crème, beurre et fromages.

Toutes ces associations organisent des concours, des expositions, publient des bulletins périodiques, quelques-unes même reçoivent des subventions qui sont autant de moyens pour arriver à leur but. D'ailleurs, on retrouve cette organisation, basée sur la mutualité, dans d'autres branches spéciales de l'industrie agricole, telles que la culture des oignons, du tabac, de la menthe, de la betterave, la production des fruits et l'exploitation des forêts.

D'autres groupements ont plus particulièrement pour but la vente des produits de leurs adhérents, comme l'« Union Milk Co » d'Orange dans l'Etat de New-York la « Springfield Cooperative Milk Association » dans le Massachusetts pour la vente du lait et ses dérivés, et pour celle des fruits ; la « Delaware Fruit Exchange » dans le Delaware, ou la « Fruit Grower's Union » dans le New-Yersey. Beaucoup plus nombreuses encore sont les sociétés d'achat qui ont pour but de procurer à bon compte à leurs membres les objets de tous genres, nécessaires à

l'exploitation du sol. On en rencontre dans tous les Etats, mais particulièrement en dehors de celui de New-York, dans le Maine, le Connecticut, la Pensylvanie, la Virginie et la Caroline.

A ce propos il convient de dire quelques mots de la plus puissante association agricole des Etats-Unis, à savoir : la « *National Grange* », société de protection de l'agriculture dont les membres portent le titre officiel de « *Patrons of husbandry* ».

Cette association, dont le siège central est à Washington, se divise en sociétés régionales « *state grange* » qui se subdivisent à leur tour en sociétés locales, « *subordinate grange* » ; son but complexe est tout à la fois agricole, économique et surtout social. Il était ainsi défini dans la déclaration de principes publiée, il y a quarante ans, par la société au moment de sa fondation :

« Développer un moral plus élevé chez les associés des deux sexes, augmenter leur bien-être, fortifier leur attachement à la profession agricole, favoriser la bonne entente et l'assistance réciproque, maintenir l'obéissance aux lois et stimuler l'émulation au travail, réduire les dépenses tant individuelles que sociales, acheter moins cher et produire davantage afin de permettre aux domaines agricoles de se suffire à eux-mêmes, diversifier les cultures et propager seulement celles qui sont rémunératrices, concentrer les exportations en vendant moins de

matières premières, et plus de produits finis, combattre le mode d'achat et de vente à crédit, le système des hypothèques et toutes les habitudes qui tendent à la prodigalité et à la banqueroute ». Et ladite déclaration continue ainsi : « Dans l'intérêt de notre industrie nous désirons mettre en rapports directs et en relations amicales les producteurs et les consommateurs, les agriculteurs et les manufacturiers. Pour cela nous devons nous abstenir de recourir à une quantité d'intermédiaires, non parce que nous sommes hostiles à eux-mêmes, mais parce que nous n'en avons pas besoin. Leurs commissions diminueraient nos bénéfices. » Puis c'est la profession de foi suivante : « Nous sommes opposés à toute entreprise ou coopération qui tend à opprimer le peuple en le privant de ses petits bénéfices. Nous ne sommes pas ennemis du capital. Mais nous sommes adversaires de la tyrannie des monopoles particuliers. Nous désirons voir cesser d'un commun accord l'antagonisme entre le capital et le travail. Nous sommes opposés aux émoluments excessifs, aux taux élevés d'intérêt et aux profits exorbitants du commerce. »

Quant à son organisation en voici rapidement les grandes lignes. Les membres, d'après les statuts, ne peuvent être que des personnes directement intéressées dans l'agriculture et jouissant d'une bonne réputation. Ils comprennent d'ailleurs des hommes,

des femmes et des jeunes gens des deux sexes ayant accompli leur quatorzième année. Chaque société est présidée par un maître (*master*) et administrée par dix officiers dont le plus important est le conférencier (*lecturer*). Les réunions sont hebdomadaires ou bimensuelles réparties en deux sessions, dans la première se traitent les affaires ordinaires de l'administration, tandis que la deuxième est réservée aux sujets d'éducation et aux questions sociales.

Les sociétés d'un comté ou d'un district se groupent souvent en fédérations provinciales (*pocona granges*) et ce sont ces fédérations qui, réunies aux subordinate granges, nomment des délégués chargés de les représenter et qui constituent alors les state granges, d'organisation analogue du reste. Enfin les maîtres des state granges forment par leur réunion la National Grange.

Cette puissante association présente deux caractères bien particuliers : C'est en premier lieu le secret auquel sont tenus les membres eu égard à certains rites en usage lors de l'initiation et des réunions, rites semblables à ceux de notre franc-maçonnerie puisqu'on y compte également jusqu'à 4 degrés : depuis le « *laborer* » pour un homme et la « *maid* » pour la femme jusqu'au « *husband* » et à la « *matron* ». C'est en deuxième lieu la situation occupée par la femme qui y jouit des mêmes droits que l'homme, quant au vote et à l'éligibilité à un office

quelconque. La plupart des conférenciers des sociétés locales appartiennent même au sexe féminin. Enfin ajoutons que la taxe payée par les affiliés est de 0 fr. 50 par mois, somme bien minime, mais suffisante pourtant à entretenir l'association, puisque celle-ci est arrivée en l'espace de quarante ans à se constituer un fonds de réserve de 250.000 francs. Sa création due à l'initiative de O' H' Kelly, agriculteur du Minnesota, remonte à l'année 1867, quelque temps après la guerre de Sécession ; il est vrai de dire que la réussite fut rapide.

En 1873 il y avait déjà plus de 20.000 groupements locaux répartis dans 28 Etats comprenant au moins 750.000 membres, et, en 1890, 30 Etats possédaient des state grange groupant plus de 2 millions d'adhérents.

A l'inverse de la National Grange et, en général nous l'avons vu des associations agricoles des Etats-Unis, la « California State Agricultural Society » a été instituée en 1854 sous les auspices de l'Etat, et reçoit depuis lors du gouvernement une subvention annuelle de 25.000 francs. Elle a pour objet d'encourager la culture du sol, de développer les ressources agricoles du pays, mais surtout de faire connaître tous les produits de la Californie à l'étranger. La direction comprend douze membres nommés par le gouvernement et formant un bureau, le « State board of Agriculture », chargé d'organiser au moins une fois par

an une exposition générale à Sacramento, la capitale. Au sein de la société il a été formé quatre comités : celui des finances, de la librairie, de l'impression et de la publication et enfin celui de visite, le plus intéressant à notre point de vue, car il se transporte sur les domaines agricoles pour établir un rapport détaillé, compte rendu de son examen, d'après lequel le jury distribue les récompenses à l'exposition. Depuis 1891, la « Société agricole de l'Etat » a organisé des sections locales, les « district agricultural associations », comprenant au minimum 50 membres et ayant, de par la loi même du 20 mars de la même année, faculté de passer des contrats d'achat et de vente, d'ester en justice, d'acquérir des propriétés foncières, etc...

Le conseil de chacune de ces associations est formé de 8 directeurs nommés également par le gouverneur ; à l'heure actuelle on compte 45 de ces groupements locaux s'étendant sur 57 comités ou districts agricoles. Ajoutons que les expositions particulières qu'elles organisent et qui sont leur principal moyen d'action, comprennent généralement les sections suivantes : bétail, chevaux — machines agricoles — matières textiles brutes et travaillées — produits manufacturés et inventions locales — produits de la ferme — produits d'horticulture — viticulture — produits agricoles — beaux-arts.

Telle est la seule organisation agricole proprement dite de la Californie, cependant il paraît que tout récemment des compagnies coopératives privées, de producteurs de fruits et de légumes, ont été créées dans le but de maintenir à un taux rémunérateur la vente de ces produits. Ces compagnies élisent des directeurs chargés de centraliser dans un dépôt les envois des membres, puis de les vendre dans les meilleures conditions pour le compte des expéditeurs. La principale de ces coopératives serait celle de San José.

BRÉSIL

Le 16 janvier 1897 était fondée à Rio-de-Janeiro sous la présidence du Dr Eunes de Souza la « Sociedade National de Agricultura », la première association agricole de quelque importance qui ait été créée au Brésil. Malheureusement, dès le mois de janvier de l'année suivante, des dissentiments assez sérieux s'élevèrent au sujet d'une réforme des statuts relative aux cotisations des membres, qui jusque-là étaient facultatives ; et un certain nombre de membres, se séparant dans un schisme quelque peu bruyant, fondèrent une société rivale dont les adhérents payèrent obligatoirement une cotisation annuelle de 50 milreis. Cette société portait d'ailleurs

le même titre que l'autre qui pour se distinguer d'elle dut ajouter l'épithète « *Braziléira* » à la suite d'*Agricultura*.

Toutes deux ont, du reste, beaucoup de points communs dans leurs statuts. C'est ainsi qu'elles sont l'une et l'autre « une réunion, un groupement de tous les cultivateurs et amis de l'agriculture désireux d'employer leurs efforts collectifs et individuels au bien de l'agriculture nationale et s'occupant pour cette raison de toutes les questions qui peuvent contribuer au progrès agricole du Brésil : eaux et forêts, élevage du bétail, culture et industries rurales, etc. ». L'une et l'autre s'abstiennent d'engager leur responsabilité dans des spéculations industrielles ou commerciales, l'une et l'autre publient, sous le même titre *Le Travail*, un bulletin de propagande ; enfin, l'une et l'autre organisent des expositions. Mais actuellement c'est la deuxième société, la nouvelle présidée par le Dr Moura, qui est de beaucoup la plus nombreuse et la plus active.

Cependant malgré ces deux associations auxquelles il convient d'ajouter la « *Sociedad Rezendense de Agricultura* », qui est d'ailleurs une filiale locale de la précédente, l'on peut dire que la coopérative agricole n'est encore au Brésil qu'une institution naissante, déjà fort compromise par des ambitions personnelles et des rivalités de coteries.

PÉROU

Deux décrets du gouvernement en date des 3 septembre et 3 décembre 1840 prévoyaient l'établissement dans tous les départements de la République de sociétés d'agriculture composées de 30 membres dont 1 président, 1 secrétaire et 3 associés formant le comité permanent et ayant pour but de provoquer toutes les améliorations possibles dans l'exploitation du sol et des animaux. Mais les troubles politiques qui survinrent mirent obstacle à la fondation de ces sociétés et les décrets restèrent lettre morte.

Douze ans plus tard, un nouveau décret du 7 octobre 1852 décida la fondation d'une société d'agriculture à Lima avec succursales dans tous les chefs-lieux de départements ; mais malgré une circulaire du 22 novembre 1859, où l'utilité de ces institutions, une fois posée en principe et démontrée, il était tracé un plan de leur organisation et de leur fonctionnement, il faut arriver jusqu'en 1885 pour trouver effectivement trace d'une société d'agriculteurs fonctionnant dans le but de défendre les intérêts des propriétaires du sol. Toutefois cette société qui s'occupait aussi de l'industrie minière se scinda bientôt en deux, dont l'une devait devenir, en 1896, la « Société nationale d'Agriculture » qui avait pour objet, suivant le décret

constitutif du 22 mai, « d'encourager l'agriculture, de favoriser l'enseignement professionnel et pratique ainsi que le développement des industries agricoles, et dont les moyens d'action sont d'après l'article 20 de ses statuts : les concours, les expositions, la publication d'un bulletin agricole et enfin les relations avec les sociétés du même genre existant à l'étranger ». Cette association compte actuellement une centaine de membres et a pour organe une revue périodique intitulée la *Industria Azucarera* l'industrie sucrière, la culture de la canne à sucre représentant la branche la plus importante de l'agriculture péruvienne. En dehors de ce groupement et d'un autre analogue fondé à Arequipa par décret du 5 juin 1896, le Pérou ne compte pas d'institution analogue à nos syndicats, ni à nos sociétés coopératives.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Il existe dans la République Argentine trois sociétés agricoles. La plus ancienne et la plus prospère est la Société rurale de Santa-Fé qui a été fondée en 1866 par un groupe d'éleveurs. Cette association étend son influence sur tout le pays, mais plus particulièrement dans la province de Buenos-Ayres, où résident pour la plupart ses 500 membres. Elle a

d'ailleurs rendu les plus grands services, car, en dehors des concours et des expositions remarquables qu'elle a organisés, c'est à elle que l'on doit l'annulation par le gouvernement des évaluations excessives de la propriété immobilière, ainsi que les mesures prises par l'administration contre les invasions de sauterelles, la peste bovine et également les services de vaccination et de bactériologie installés à Rosario. A ce point de vue elle se rapproche bien plutôt de notre Société des Agriculteurs de France que de nos syndicats professionnels. Par contre la Ligue agraire fondée à Buenos-Ayres en 1892 s'occupe plus exclusivement des intérêts matériels immédiats de ses adhérents, imitée en ceci par la dernière venue de ces sociétés l'« Union des Eleveurs » qui comprend actuellement plus de 200 membres.

AFRIQUE AUSTRALE DU SUD

Les sociétés agricoles sont assez nombreuses au Transvaal ; il en existe une vingtaine à peu près, portant toutes le nom de la ville où elles sont situées et dont les principales ont leur siège à Prétoria, Johannesburg et Potchefstroom. En général leur influence ne s'exerce que sur le district dans lequel elles sont établies, cependant à leurs expositions

elles admettent des concurrents étrangers de toute provenance. Le nombre de leurs membres est assez peu variable et oscille entre 150 adhérents pour les moins importantes et 300 même 500 pour la plus considérable.

Leurs ressources offrent naturellement les mêmes différences, puisqu'elles sont fournies pour une part par les cotisations, mais ces différences se marquent encore davantage par ce fait que les subventions allouées par le gouvernement sont inégales. C'est une commission spéciale en effet comprenant l'auditeur général, le trésorier général, le chef du département des Travaux publics qui les répartit d'après ses tendances et ses opinions personnelles. De plus aux unes le gouvernement a seulement concédé gratuitement pour une période de trente années l'emplacement nécessaire à l'installation de leurs concours, aux autres il a en outre prêté de l'argent pour y ériger les bâtiments indispensables, et c'est le cas des sociétés de Prétoria, de Johannesburg, de Vryheid, c'est-à-dire, en somme, de celles qui ont actuellement le plus d'importance. Car il faut le reconnaître, le grand moyen, pour ne pas dire le seul, employé par toutes ces associations pour encourager et favoriser le développement de l'agriculture est l'organisation d'expositions annuelles avec distribution de récompenses aux concurrents ayant présenté les animaux

reproducteurs les plus parfaits ou les produits du sol les meilleurs.

Il semble bien que les résultats obtenus ne soient pas proportionnés aux dépenses faites, ni aux peines prises pour les acquérir surtout de la part du gouvernement, car le bétail et les denrées ont relativement peu gagné en qualité et en quantité. Il est vrai que le Transvaal ne possède pas de ministre ou de département de l'Agriculture pour donner plus de cohésion à toutes ces sociétés, qui travaillent d'ordinaire isolément, pour les guider, les stimuler et faire profiter les unes des bons résultats obtenus par les autres.

Cependant, il faut constater que dans ces toutes dernières années, onze sociétés ont adhéré à une grande union agricole intitulée : la « Transvaal landbouw Unie », dont le président est le bourgmestre de Johannesburg et qui est dirigée par un conseil d'administration comprenant, outre ce président, un délégué de chacune des sociétés affiliées. Cette union tient chaque année, dans une ville différente, un congrès où sont représentées toutes les associations et où l'on discute les questions d'intérêt général concernant l'agriculture.

Jusqu'ici elle a rendu d'assez grands services à la cause agricole, car non seulement elle a rédigé pour les sociétés un modèle de classification et une liste de récompenses type, afin d'apporter plus d'unifor-

mité dans les expositions, mais encore elle a été, à différentes reprises, consultée par le gouvernement lorsqu'il s'est agi, notamment, d'accorder des concessions agricoles, de créer un département de l'Agriculture, d'établir des stations agronomiques, etc.

Dans la Colonie du Cap l'on rencontre également de fort nombreuses associations agricoles, d'une importance plus grande peut-être que les précédentes, si l'on considère non pas seulement le total de leurs membres, mais le montant des subventions que le gouvernement leur accorde. Car sur les cinquante sociétés, qui existent dans la Colonie, l'on en compte plus d'une trentaine recevant des allocations dont le montant, toujours au moins égal à la moitié des cotisations des membres, atteint parfois le total même de ces cotisations, sans préjudice des primes variant de 1.250 à 10.000 francs offertes par l'Etat pour être distribuées dans les concours, ni des sommes plus ou moins fortes représentant la part contributive du gouvernement dans la construction des installations de toute sorte nécessaires aux expositions.

Aussi beaucoup de ces sociétés, d'ailleurs très populaires et dont les concours sont fort suivis, ont-elles nommé dans leur sein un comité chargé de présenter au gouvernement les vœux formulés par elles dans l'intérêt de l'agriculture, et d'en obtenir, dans la mesure du possible, la réalisation pratique. Les

associations qui ont, dans cet ordre d'idées, rendu le plus de services à l'agriculture sont la « Société de la Western Province », celle de « l'Albany » et enfin celle de « Kingwilliamstown » qui comptent respectivement 260, 280 et 160 adhérents.

AUSTRALIE

La plus importante des nombreuses associations agricoles, horticoles et viticoles qu'on rencontre dans la province de Victoria est assurément la « Société royale d'Agriculture », dont le siège est à Melbourne et qui compte plus de 700 membres. Elle se propose de développer les ressources agricoles pastorales et industrielles de la colonie en ouvrant des concours, en tenant des comices, en correspondant avec les sociétés britanniques et étrangères, en encourageant l'amélioration des cultures, de l'élevage, du matériel agricole, l'acclimatation des céréales et des fourrages, la recherche des remèdes aux épizooties, etc... Ses recettes consistent dans les cotisations de ses membres, qui sont de 25 francs par tête, les produits des entrées aux concours et aux expositions, ses dépenses dans les frais nécessités par l'organisation de ces manifestations économiques, les prix et récompenses qui y sont décernés et enfin dans le trai-

tement du secrétaire, seul employé rétribué de la société.

Après la « Société Royale de Victoria », vient la « Société agricole et pastorale de Ballarat », puis une association d'industrie laitière qui a proposé au gouvernement un ensemble de mesures propres à assurer l'inspection, le contrôle et la marque des beurres exportés hors de la colonie.

Quant aux institutions analogues à nos syndicats professionnels, il est malaisé d'en apprécier les différences et les analogies. Tout ce que l'on peut dire, c'est que l'Union des ouvriers nomades de la récolte des laines, des tondeurs et autres employés, ayant voulu imposer ses volontés aux éleveurs de moutons par une grève fameuse en 1890, a provoqué la résistance de ces derniers, et la formation d'une société dite « The Pastoralist's Association of Victoria and Southern Riverina » ayant son siège à Melbourne, qui fonctionne depuis quinze ans déjà, et a triomphé nettement des prétentions de la main-d'œuvre dans le pays.

Dans la Province de la Nouvelle-Galles du Sud il ressort des statistiques administratives que de nombreuses sociétés d'agriculture sont réparties dans les principaux districts de la colonie. Ces associations entièrement privées ont été fondées par le concours librement donné d'agriculteurs et de personnes s'intéressant aux choses agricoles, en dehors

de toute autorisation et participation du gouvernement. Elles fonctionnent par suite sans être soumises à aucun contrôle de la part des autorités et se cantonnent d'ailleurs dans leurs attributions économiques. L'exposition qu'elles organisent chaque année comprend les animaux vivants : bétail, chevaux, volailles, les produits du sol, les machines et instruments agricoles et correspond assez exactement aux concours régionaux français. Elles tiennent également des réunions périodiques et organisent des conférences où sont traitées et discutées les différentes questions se rapportant à l'agriculture. Leurs ressources se composent des cotisations de leurs membres variant de 1 shilling à 1 livre sterling, des prix des entrées aux expositions et enfin des subventions que le gouvernement leur accorde pour les aider à doter leurs concours de prix et récompenses assez élevés.

Le Queensland possède également un assez grand nombre de sociétés agricoles répandues sur les principaux points de son territoire, établies dans les mêmes conditions que celles de la Nouvelle-Galles du Sud et ayant avec le même objet les mêmes moyens.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Dans ce pays où les propriétés rurales, tant à cause de leur étendue considérable que du prix exorbitant de la main-d'œuvre, sont exploitées, autant que faire se peut, au moyen des machines agricoles les plus perfectionnées, toute association ayant pour but de grouper les propriétaires et les fermiers en leur permettant de se tenir au courant des méthodes les plus récentes et de les appliquer, devait forcément réussir. Aussi la Nouvelle-Zélande ne comprend-elle pas moins de 51 associations agricoles sans compter de très nombreux groupements de moindre importance appelés « Clubs de fermiers ».

Très anciennes puisqu'elles remontent pour la plupart aux premiers temps de la colonisation, ces associations ne reçoivent aucune subvention gouvernementale et sont néanmoins dans une situation financière très acceptable. Outre les prix qu'elles distribuent chaque année, une sage administration a permis à certaines d'entre elles d'acquérir, après avoir assuré un fonds de réserve, les terrains nécessaires à leur concours. Elles ont même institué des clubs où leurs membres peuvent prendre connaissance de publications, brochures traitant des sujets agricoles, et assister à des conférences où ces sujets sont méthodiquement étudiés et discutés.

Ces sociétés qui portent toutes le nom d' « Association agricole et pastorale » de leur district sont régies par l'acte du Parlement du 20 novembre 1877 qui reconnaît légalement leur existence et leurs droits sous certaines formalités de déclaration, et à condition qu'elles ne s'occupent pas d'autre chose que de questions agricoles.

Cet acte a même pris soin de régler dans les grandes lignes leur organisation et leur fonctionnement, si bien que les statuts de chaque société, tous uniformes dans leur ensemble, ne règlent que quelques points de détail particuliers à chacune d'elles. Les principales de ces associations sont celles de Canterbury et de la Province d'Otago. Leur influence est très grande puisque d'elles seules proviennent les encouragements donnés sous forme de primes à la culture et à l'élevage, dans les concours, notamment dans ceux de Christchurch et de Palmerston les deux plus importants.

D'ailleurs l'esprit d'association est fort développé dans la Nouvelle-Zélande, car à côté de ces véritables sociétés d'agriculture, on rencontre quantité de groupements coopératifs ayant pour objet d'acheter et de vendre pour le compte de leurs membres tous les produits dont ils ont besoin ou qu'ils veulent écouler. Ces groupements émettent des obligations peu élevées, 1 livre sterling en général, pour permettre aux plus modestes fermiers d'en acquérir et de

participer aux bénéfices réalisés par l'association. Le plus important de ces groupements est la « Wairapa Farmer's Cooperative Association Ltd » qui a réalisé, dans l'année 1895 en particulier, un bénéfice de 4.750.000 livres sterling réparti entre 1.250.000 membres.

CONCLUSION

Nous voilà maintenant arrivés au terme de notre étude, il nous reste pour la clore définitivement à apprécier le rôle des comices agricoles devant la crise de plus en plus intense dont souffre actuellement l'agriculture. Quelques personnalités éminentes ont voulu voir dans le trop grand développement de la production la cause du malaise que subissent de nos jours les cultivateurs, et en poussant cette doctrine à ses conséquences extrêmes, elles ont été amenées à considérer comme dangereuse l'extension remarquable qu'ont prise, en ces dernières années surtout, les œuvres de mutualité agricole ; et pour eux les comices agricoles, qui sont assurément de puissants facteurs de la production, feraient aujourd'hui plus de mal que de bien.

Pour nous, avec d'autres économistes, nous estimons qu'une production trop abondante n'est jamais une cause de crise. Celle-ci, suivant la doctrine la plus répandue, a deux origines : d'abord le peu de perfectionnement des procédés agricoles qui

ne permet de livrer au consommateur des produits de bonne qualité qu'à un prix relativement élevé, ensuite, et c'est là le point sur lequel on ne saurait trop insister, la mauvaise organisation des marchés agricoles qui empêche les agriculteurs de tirer tout le parti possible de la vente de leurs produits. Les débouchés manquant, les intermédiaires auxquels sont forcés de s'adresser les producteurs pour l'écoulement de leurs denrées font naturellement payer fort cher leur entremise.

Sans doute c'est plutôt aux syndicats de rechercher les moyens d'étendre les marchés agricoles, mais c'est aux comices qu'il appartient de perfectionner les instruments de production de manière à produire davantage, meilleur et moins cher.

Ainsi et ainsi seulement les comices rempliront de la manière à la fois la plus heureuse et la plus complète le rôle qui leur est dévolu ; la tâche sera souvent ardue, parfois même délicate, mais son entier accomplissement contribuera puissamment à enrayer dans notre pays la diminution hélas progressive de la petite propriété dont le développement chez un peuple est pour beaucoup de bons esprits, non seulement un signe de prospérité économique, mais encore et surtout une des causes sociales les plus efficaces de moralisation des individus.

BIBLIOGRAPHIE

Bertheau. — Répertoire raisonné de la Pratique des Affaires. V. Comices agricoles.

Berthélemy. — Traité de Droit administratif, 1906, p. 724.

Blanche. — Dictionnaire général de l'Administration, 1895.
V. Comices agricoles.

Block. — Dictionnaire de l'Administration Française, 1905.
V. Comices agricoles.

Bourguignat. — Traité complet de Droit rural appliqué,
1851, nos 1270 et suivants.

Fuzier-Hermann. — Répertoire général du Droit français.
V. Comices agricoles.

Pandectes Françaises. Répertoire. V. Comices agricoles.

Trouillot et Chapsal. — Du Contrat d'Association.

Les Comices agricoles en Belgique. — Rapport au Congrès
d'Agriculture de Bruxelles en 1895.

Vu : le Président de la thèse,

BERTHÉLEMY

Vu : le Doyen,

LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer.

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	5
Chapitre préliminaire.....	8
Chapitre I.....	56
Chapitre II.....	91
Chapitre III.....	121
Chapitre IV.....	168
Chapitre V.....	175
Conclusion.....	267

